

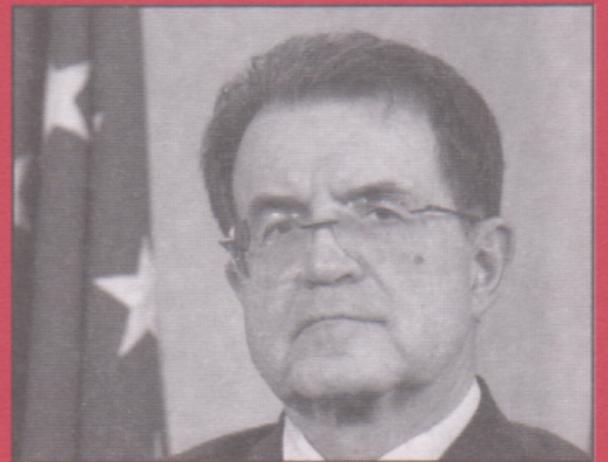
LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



• A quoi sert
le MERCOSUL ?

• Le Parti
de la gauche
européenne



Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne et rédacteur du projet de traité constitutionnel européen, auquel le PGE apporte tout son appui.

• Retour
sur la révolution
cubaine



« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)

- **A quoi sert le MERCOSUL ?** p. 9
(Par Michaël Mana)

- **Bolivie : après le premier
“sommet national ouvrier et populaire”,
quel bilan politique ?** p. 19

- **Notes sur la situation
aux États-Unis** p. 29
(Par Alan Benjamin)

- **Retour
sur la révolution cubaine** p. 43
(Par Luis Gonzalez)

- **Le Parti
de la gauche européenne** p. 63
(Par Olivier Doriane)

- **Afrique :
socialisme ou barbarie** p. 73
(Par Meziane Diop)

- **Inde, Pakistan, Bangladesh :
pillage impérialiste
et résistance des peuples** p. 83
(Par François Forgeue)

• **Martinique :**
l'affaire Pago p. 89
(Une interview de Jacqueline Petitot)

• **La Deuxième Conférence caribéenne**
pour la souveraineté des peuples
et l'indépendance des syndicats p. 93
(Par Wobè Estéfan)

Notes éditoriales

Si ce numéro de *La Vérité* consacre une large place aux développements sur le continent américain, du nord au sud, des Etats-Unis à la Bolivie en passant par la Caraïbe, la signification du MERCOSUL et la place de la révolution cubaine, c'est que de nombreux éléments de la situation mondiale s'y expriment de manière concentrée. Pour commencer, la politique de l'impérialisme le plus puissant, qui prétend écraser sous sa botte les peuples du monde entier, l'impérialisme des Etats-Unis.

Le 18 décembre, s'exprimant depuis son bureau de la Maison-Blanche, le président Bush a annoncé que les Etats-Unis étaient *"en train de gagner"* la guerre en Irak.

Contre-vérité que dément, quotidiennement, l'enlisement des combats. De l'aveu même de la Maison-Blanche, ceux-ci ont fait plus de 2 150 morts américains (rappelons-le, alors même que la guerre était supposée être *"gagnée"* dès le mois d'avril 2003, selon les propos du même président Bush !) Quant aux morts irakiens, 30 000, 40 000, 50 000, 100 000 ? Qui le sait ?

Cette contre-vérité flagrante, il fallait au président américain l'asséner pour répondre à une opinion publique des Etats-Unis devenue, selon les sondages, majoritairement favorable au retrait des troupes américaines. Une opposition à laquelle Bush a répondu directement :

"Je sais que certaines de mes décisions ont mené à des pertes terribles (...). Je sais que cette guerre est controversée (...). J'ai entendu vos désaccords et je sais à quel point ils sont profonds. Pourtant, notre pays n'a que deux options : la victoire ou la défaite (...). Je ne m'attends pas à ce que vous soutenez tout ce que je fais, mais ce soir, j'ai une demande : ne vous laissez pas aller au désespoir et n'abandonnez pas ce combat pour la liberté."

Le combat pour la liberté ? Ne s'agit-il pas plutôt, en Irak comme dans le monde entier, d'un combat de l'impérialisme le plus puissant pour le démantèlement de toutes les nations ? N'est-ce pas cette réalité que décrivent de manière indiscutable deux articles publiés dans ce numéro de *La Vérité* : *"Afrique : socialisme ou barbarie"* et *"Inde, Pakistan, Bangladesh : pillage impérialiste et résistance des peuples"* ? Politique de démantèlement qui va jusqu'à menacer l'existence même de la nation nord-américaine, frappée chaque jour davantage par la crise économique, politique, institutionnelle, produite notamment par l'enlisement irakien (lire les *"Notes sur la situation aux Etats-Unis"* dans ce numéro de *La Vérité*).

Le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production ne survit à l'échelle mondiale qu'au prix de la destruction en masse des forces productives et des nations. Mais les peuples n'acceptent pas d'être détruits. La politique menée par l'impérialisme américain au compte du régime pourri et décomposé de la propriété privée des moyens de production provoque contre elle la révolte des peuples.

En Amérique latine, après les soulèvements d'Equateur, d'Argentine, du Venezuela, la Bolivie est le théâtre d'une situation révolutionnaire, qui se développe depuis plusieurs mois et à propos de laquelle nous avons été amenés à écrire à de nombreuses reprises dans notre revue.

L'élection du président Evo Morales, le 18 décembre 2005, est une réfraction, certes déformée, de cette situation. Il est certain que les masses qui ont voté pour Morales l'ont fait avec l'espoir que celui-ci appliquerait le mandat du peuple contre l'impérialisme, et tout particulièrement que, préservant l'unité de la nation, il en garantirait la souveraineté par la nationalisation des hydrocarbures et des richesses nationales, refusant de céder au diktat de l'impérialisme américain.

Quelques jours avant, s'était tenu en Bolivie un premier "sommet national ouvrier et populaire", dont les conclusions ont précisément porté sur la manière dont le mouvement ouvrier, en toute indépendance, pouvait et devait agir pour aider la nation à recouvrer les instruments de sa souveraineté et à réaliser les aspirations qui sont celles de tout le peuple bolivien (on lira l'article consacré à cet important "sommet" dans ce numéro de *La Vérité*).

Il est significatif que, immédiatement après l'élection de Moralès, le président de la commission des représentants permanents du MERCOSUL, l'Argentin Carlos Alvares, ait proposé d'intégrer la Bolivie comme membre à part entière du MERCOSUL (MERCOSUL auquel, dix jours auparavant, avait été intégré officiellement le Venezuela).

Commentant ces déclarations, la presse brésilienne, le 20 décembre, a rendu compte d'une conversation téléphonique entre ce même Carlos Alvares et Marco Aurelio Garcia, conseiller international du gouvernement Lula. Au cours de cette conversation, Marco Aurelio Garcia a fait connaître sa conviction que le président brésilien, Lula, poserait cette question aux autres présidents des pays membres. Et Carlos Alvares de préciser :

"Le MERCOSUL peut jouer un rôle très important comme facteur de stabilisation démocratique dans la région."

On lira dans ce numéro de *La Vérité* l'article "*A quoi sert le MERCOSUL ?*". On verra que la réponse à cette question (réponse qui rejoint la déclaration de Carlos Alvares — la "stabilisation démocratique de la région") nous ramène à la nature même de cette organisation continentale. Calquée sur le modèle de l'Union européenne, elle vise à faire respecter les lois du marché dans un processus qui remet en cause l'aspiration légitime des peuples des Amériques à la souveraineté, à l'indépendance nationale et au contrôle de leurs richesses.

Comment les aspirations révolutionnaires contenues dans les événements du Venezuela depuis trois ans, ou dans ceux de Bolivie, sont-elles compatibles avec l'intégration au MERCOSUL ? C'est le débat qu'ouvre cet article.

Dans ce positionnement de Lula, il n'y a rien de conjoncturel. Au début du mois de novembre, Lula et Bush s'étaient spectaculairement rapprochés, lors du sommet de Mar del Plata, en Argentine, puis lors de la visite de Bush au Brésil.

A cette occasion, le *New York Times* (7 novembre 2005) rapporte :

« Dans des remarques dures visant le président du Venezuela, Bush a expliqué que l'Amérique latine avait le choix entre deux visions : l'une, que Bush appelle à combattre, est celle du Venezuela, qui veut "remettre en cause le progrès démocratique accompli pendant deux décennies" ; l'autre, que Bush salue comme une "vision d'espoir", c'est la politique de Lula au Brésil, qui "occupe une position unique (...). Il est important qu'il ait de l'influence sur de nombreux pays de l'hémisphère pour promouvoir nos valeurs communes". »

C'est Lula qui, tout particulièrement à l'occasion du sommet du MERCOSUL de Montevideo, n'a eu de cesse de vouloir entraîner sur la voie de la soumission les gouvernements qui, peu ou prou, d'une manière parfois contradictoire, comme celui de Chavez au Venezuela, cherchent malgré tout à résister à l'impérialisme.

C'est Lula qui oppose au contenu du soulèvement révolutionnaire des masses boliviennes, qui exigent la "*nationalisation des hydrocarbures*", sa politique de privatisation, de démantèlement des bases mêmes de la souveraineté du Brésil.

C'est Lula dont le ministre pabliste Rossetto laisse liquider physiquement les paysans et refuse de leur donner la terre, en harmonie, en quelque sorte, avec ce qui a été décidé au sommet de l'OMC à Hong-Kong (*voir plus loin*).

Il n'y a pas que Bush à féliciter Lula. Le 14 décembre 2005, le directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a salué la décision du gouvernement Lula de rembourser intégralement et par anticipation toute la dette externe. Dans une conférence de presse tenue à Washington, de Rato a déclaré :

« Permettez-moi de féliciter les autorités brésiliennes pour le considérable changement qui est intervenu au Brésil dans les toutes dernières années. Hier, le Brésil a annoncé son intention d'effectuer un remboursement anticipé de ses obligations vis-à-vis du Fonds

monétaire international. Nous parlons ici d'environ 15 milliards de dollars US. Pour ma part, et je crois tout le reste de l'institution, nous accueillons très favorablement cette décision, qui reflète la puissance grandissante de l'excellente position brésilienne. Hier, lorsque j'ai entendu ces informations, je me suis rappelé l'été 2002, ce n'était pas très loin en arrière. A l'époque, j'étais ministre des Finances d'Espagne et j'ai reçu une communication téléphonique du directeur général du Fonds monétaire international de l'époque me demandant mon opinion au sujet du "paquet financier" pour le Brésil. C'était une décision très, très difficile à prendre pour le directeur général du Fonds de l'époque, monsieur Köhler. Et l'avis que je lui ai donné fut de le faire, bien que je comprenais parfaitement la difficulté qui était la sienne de prendre cette décision. Beaucoup de gens, à cette époque, pensaient que c'était une mauvaise décision, que c'était une erreur. Les réformes et les bonnes politiques macroéconomiques ont porté leurs fruits pour le Brésil de manière très, très substantielle, et dans un très court laps de temps. Entre l'été 2002 et l'hiver 2005, on a pu voir un Brésil dans une position complètement différente par rapport à celle que nous connaissions auparavant. C'est pourquoi c'est un moment très important pour le Brésil (...). C'est aussi, je crois, un très bon exemple pour tous les pays en développement. »

Un exemple, en effet, la politique du gouvernement Lula !

Aujourd'hui, l'immense majorité du peuple brésilien vit quotidiennement les conséquences dramatiques de la politique de soumission au Fonds monétaire international et aux multinationales menée par le gouvernement Lula.

Les paysans sans terre sont, sous la conduite du gouvernement Lula et de son ministre Rossetto (membre du Secrétariat unifié), assassinés en plus grand nombre que sous le gouvernement précédent. Mais les surfaces de terres attribuées à ces paysans sans terre sont, elles, moins importantes que celles attribuées par le gouvernement précédent, pourtant de droite.

Les ouvriers dont les usines sont en faillite n'obtiennent pas du gouvernement Lula la nationalisation qu'ils réclament, seule mesure à même, pourtant, de préserver les emplois. Les entreprises publiques sont soumises à une politique systématique de privatisation. On en est à la septième mise aux enchères de sites pétroliers appartenant à la compagnie nationale Petrobras. Les fonctionnaires sont confrontés aux conséquences des privatisations et à une réforme des retraites menaçant de liquider des pans entiers de leur système de pension. Le pouvoir d'achat des travailleurs est en diminution constante du fait de la dictature de la dette et de "l'excédent primaire" auquel le gouvernement s'est soumis pour rembourser la dette. Le mouvement syndical lui-même est menacé, puisqu'une réforme syndicale remet en cause les bases mêmes du syndicalisme indépendant. Une réforme de la législation du travail est en cours, qui prétend aggraver toutes les mesures de déréglementation.

A quoi il faut ajouter les conséquences meurtrières de la participation du Brésil à l'intervention impérialiste en Haïti.

Un exemple, en effet, la politique du gouvernement Lula ! Un exemple pour le Fonds monétaire international, qui entend prendre appui sur cet engagement du gouvernement brésilien pour le généraliser.

Il a déjà eu comme effet d'amener l'Argentine à anticiper son remboursement de la dette. Partenaire du Brésil au sein du MERCOSUL, le président argentin, Nestor Kirchner, de "gauche", a précisé que ce remboursement par anticipation représenterait pour l'Argentine 9,810 milliards de dollars et qu'il serait effectué en puisant dans les réserves en devises de l'Argentine. Pendant ce temps-là, des centaines de milliers de travailleurs argentins, victimes de la crise d'effondrement, continuent de survivre dans la plus extrême précarité !

Et comment le FMI entend-il utiliser "l'exemple" brésilien pour la situation ouverte en Bolivie ?

Au cours de la même conférence de presse de Washington tenue quelques jours avant les élections générales au terme desquelles a été élu Evo Moralès, le directeur général du FMI s'est vu poser la question suivante :

“Concernant la Bolivie, le FMI a répété à de nombreuses reprises que le pays devrait utiliser ses ressources de gaz. Maintenant, vous êtes confronté à une situation où le candidat qui semble ne pas vouloir cet investissement privé dans le secteur du gaz. D’où ma question : pourquoi est-il si important pour la Bolivie de laisser le secteur privé pénétrer ce domaine de l’industrie du gaz ? Que se passera-t-il s’il ne le fait pas ?”

Réponse de De Rato :

“Je pense que la Bolivie a de très grandes ressources naturelles et qu’il revient aux autorités boliviennes de garantir que le peuple bolivien soit convaincu que le schéma qui va être mis en œuvre pour l’utilisation de ses ressources naturelles soit transparent et efficace dans l’intérêt même du peuple bolivien. Mais c’est un fait que, pour mobiliser ces ressources naturelles, ces ressources nationales, les autorités boliviennes, quelles que soient leurs positions politiques, auront besoin de ressources financières dont le pays ne dispose pas aujourd’hui. Il leur faudra donc mettre en avant un schéma dans lequel il y aura une participation du capital privé dans ces ressources naturelles, dans l’utilisation de ces ressources naturelles. Il n’y a pas un seul système pour faire cela. Il peut y avoir différentes façons de le faire. Vous avez de nombreux exemples dans le monde sur comment faire et comment ne pas faire. Et je pense que les autorités sont parfaitement informées de tout cela, et certainement nous voulons, et la Banque mondiale aussi, donner aux autorités boliviennes non seulement notre avis sur les questions macroéconomiques et sur les réformes par secteur, mais aussi sur la manière de s’assurer de ce que l’utilisation des ressources naturelles soit transparente et efficace, et que, en même temps, elles puissent bénéficier des ressources financières qui, pour l’instant, ne peuvent pas être obtenues à travers l’Etat de Bolivie, à travers les industries nationales de Bolivie. Pour l’instant, la Bolivie est dans le cours d’une élection présidentielle. J’ai du respect pour tous les candidats. J’ai eu l’honneur de les rencontrer quand j’étais à La Paz, il y a quelques mois. Et quand le peuple bolivien aura pris sa décision, nous serons sans aucun doute aux côtés de celui qui sera en charge, quel qu’il soit, pour lui donner notre avis et l’aide dont ils estimeront avoir besoin.”

De toute évidence, il s’agit ici d’appliquer contre le peuple bolivien le schéma appliqué dans les trois dernières années contre le peuple brésilien. A l’époque — de Rato s’en vante —, les instances dirigeantes du Fonds monétaire international, en mettant au point le “paquet financier” de l’été 2002, avaient décrété : nous allons encamisoler par avance le gouvernement Lula, le placer sous la tutelle de la dette, pour le contraindre à faire son travail. Indiscutablement, le gouvernement Lula — on l’a vu — a fait le “travail”. Il a fait le travail qu’exigeait le FMI contre la classe ouvrière et la nation brésiliennes.

Aujourd’hui, concernant la Bolivie, le Fonds monétaire international procède de même. Il indique : de toute façon, il vous faudra faire appel au capital privé, vous ne pourrez pas, quelles que soient vos intentions, vous, gouvernement bolivien, garantir la nationalisation des hydrocarbures et le contrôle du peuple bolivien sur ses ressources naturelles.

Mais, à la différence de ce qui s’est passé pour le Brésil en 2002, le FMI dispose cette fois d’un relais majeur, par lequel il prétend barrer la voie à la souveraineté de la nation bolivienne. Ce relais, cet instrument, c’est Lula lui-même et son gouvernement (incluant le ministre pabliste Rossetto), qui sont les principaux instruments de l’imposition d’une politique de démantèlement des nations dans toute l’Amérique latine.

Cela va passer dans un premier temps par le MERCOSUL.

D’où l’empressement du président argentin de la commission du MERCOSUL pour dire, avec Marco Aurélio Garcia : nous allons intégrer la Bolivie dans le MERCOSUL, comme nous avons décidé d’intégrer le Venezuela, pour permettre que ces nations de Bolivie, du Venezuela et de toute l’Amérique latine soient encamisolées dans un dispositif contrôlé par l’impérialisme, contre la souveraineté des peuples.

Il faut noter que cette place occupée par le gouvernement Lula comme instrument de la politique de l’impérialisme nord-américain ne se limite pas au continent latino-américain.

Au moment même où le président américain annonçait que la spirale sanglante se poursuivrait en Irak (et dans le monde entier), à quelques milliers de kilomètres de là, à

Hong-Kong, le sommet de l'OMC décrétait qu'il n'y a de place, à l'époque de l'impérialisme décomposé, que pour des nations à genoux, soumises aux diktats des multinationales américaines.

Ce sommet de l'OMC a signé, avec le consentement de l'Union européenne, la liquidation pure et simple de l'agriculture des pays d'Europe, vouant à la disparition des centaines de milliers de petits producteurs agricoles par l'interdiction des subventions gouvernementales. Et il ne s'agit pas seulement ici des petits agriculteurs d'Europe occidentale.

Il faut dire clairement ceci : sans l'appui de ce qu'il faut bien appeler des supplétifs "de gauche", le président Bush n'aurait jamais pu imposer ses vues lors du sommet de l'OMC de Hong-Kong.

Des "hommes de gauche" éminents, comme le prétendu syndicaliste paysan français José Bové ou le ministre du Commerce extérieur brésilien, Celso Amorim, ont joué un rôle important dans ce sommet de l'OMC, travaillant main dans la main avec les représentants des Etats-Unis pour obtenir ce démantèlement des subventions aux producteurs agricoles. Ils l'ont fait avec l'argument que c'est la prétendue richesse des paysans des pays riches qui explique la pauvreté et la misère des paysans des pays pauvres. (On lira d'ailleurs dans l'article consacré au MERCOSUL que cette position en faveur du démantèlement des subventions à l'agriculture est aussi une position commune de la Confédération européenne des syndicats [CES] et de l'organisme syndical qui, à l'instar de la CES, prétend intégrer les syndicats du Cône Sud au MERCOSUL). Explication commode, qui permet de ne mettre en accusation ni le paiement de la dette, ni les privatisations, ni la surexploitation des paysans. Quelle est la réalité ?

On accuse la "richesse des paysans des pays riches". Affirmation éminemment discutable : pour la seule année 2005, le revenu des paysans français a diminué de 10 % et la profession a vu disparaître 15 000 de ses emplois. La diminution des revenus des agriculteurs français s'accélère d'année en année. Ce qui a été décidé à Hong-Kong va se traduire en particulier par une baisse importante des exportations européennes de viande.

Pour autant, est-ce que les paysans des pays pauvres vont bénéficier de ces accords ? Vont-ils bénéficier de cette diminution des subventions des pays riches ? Il y a tout lieu d'en douter.

Dans un article du *New York Times*, reproduit dans l'*International Herald Tribune* (19 décembre 2005), on peut lire ceci :

« De nombreux économistes mettent en garde contre le fait que si le monde industrialisé arrête ses aides à l'agriculture et diminue ses barrières douanières pour les importations agricoles, les pays les plus pauvres risquent, non d'en bénéficier, mais au contraire d'en subir lourdement les conséquences. "Tout le monde dit que la dernière barrière, ce qui fait obstacle au développement de ces pays pauvres, ce sont les subventions accordées par les pays riches, dit Arvind Panagariya, professeur d'économie à l'université de Colombia. C'est le mauvais diagnostic. Les pays les moins développés seraient au contraire victimes de la libéralisation agricole des pays développés". »

Et l'article de montrer que les pays les plus pauvres étant plus importateurs qu'exportateurs (en particulier en produits agricoles), ils subiraient les conséquences de plein fouet de l'augmentation des tarifs agricoles.

On en revient donc aux questions fondamentales. Derrière cette démagogie, la volonté de détruire les soutiens à l'agriculture dans les pays développés s'inscrit dans une volonté de destruction de la petite agriculture dans le monde entier.

Le petit paysan d'Europe ou des Etats-Unis a le droit de vouloir vivre de son travail sur sa terre, tout comme le petit paysan brésilien, indien, malien. On ne voit pas que la diminution des revenus de l'un puisse profiter à l'autre. S'agissant de la petite paysannerie, comme de la classe ouvrière dans son ensemble, le maître mot est l'abaissement du "coût du travail", le maître mot est l'abaissement de la dépense publique, le maître mot est la privatisation. Et celle-ci est porteuse de misère, de désolation, de dévastation pour les travailleurs du monde entier, dont l'ennemi commun est : l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne.

Il ne s'agit pas que de l'agriculture. Il s'agit de l'industrie, en Europe comme aux Etats-Unis, en Amérique latine comme en Asie. Quant à l'Afrique, comme le montre l'article publié dans ce numéro de *La Vérité*, elle est, par la poursuite de l'impitoyable dictature de la dette externe et des privatisations dictées par le FMI, livrée à une destruction dramatique.

Oui, plus que jamais, en ces premiers jours de l'année 2006, l'issue ne peut venir que de la remise en cause du régime de la propriété privée des moyens de production.

Mais cette remise en cause suppose que la classe ouvrière puisse s'appuyer sur des organisations authentiquement indépendantes. Ce qui ramène à la question fondamentale soulevée par le programme de fondation de la IV^e Internationale :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître (...).

Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Aujourd'hui, qu'il s'agisse du Brésil ou du Venezuela, de la Bolivie ou de l'Equateur, du Chili, de l'Argentine, dans toute l'Amérique latine, l'exigence est la même : *"Nous voulons vivre dans des nations libres et souveraines, qui ne soient pas sous le diktat de l'impérialisme américain."* Cette exigence est aussi celle de la révolution cubaine (voir l'article dans cette revue). C'est l'exigence des peuples de la Caraïbe, qui aspirent à leur unité, à leur indépendance, à leur souveraineté (voir l'article). C'est l'exigence de la nation américaine elle-même. C'est l'exigence de toutes les nations du monde. Elle devra, tôt ou tard, être entendue.

En agissant pour aider à résoudre "la crise de la direction du prolétariat", la IV^e Internationale aide l'humanité à trouver elle-même une solution à la crise qui la menace dans son existence même.

Daniel Glucstein

A quoi sert le MERCOSUL ?

Par Michaël Mana

Le continent sud-américain est traversé depuis plusieurs années par une vague révolutionnaire, qui s'est traduite sous diverses formes, notamment en Argentine, en Equateur, au Pérou, au Brésil, au Venezuela et tout récemment encore en Bolivie.

A de multiples reprises, nous sommes revenus sur ces événements et sur la politique que nous menons comme IV^e Internationale pour appuyer tout pas dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, avec le système de la propriété privée des moyens de production, car il s'agit de l'avenir des peuples et des nations du continent.

C'est dans ce cadre qu'il faut poser la question : l'alliance régionale MERCOSUR-MERCOSUL (Marché commun du Cône Sud) est-elle un point d'appui ou pas pour qui veut combattre pour la rupture avec l'impérialisme qui étrangle les peuples du continent ?

LE MERCOSUL : UN MOYEN DE RÉSISTANCE FACE À L'ALCA ?

A l'occasion du dernier "sommet des Amériques" (réunissant les chefs d'Etat des pays américains, les 4 et 5 novembre

derniers, à Mar del Plata, en Argentine), un "bloc" de pays a été présenté comme "le cœur de la résistance sud-américaine" à la politique de l'impérialisme nord-américain. Ce "bloc" se concentre autour d'une alliance régionale dénommée MERCOSUR-MERCOSUL (1), qui vient de tenir son propre "sommet des chefs d'Etat" à Montevideo (Uruguay).

Militants révolutionnaires de la IV^e Internationale, nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux des masses exploitées et opprimées, et de leurs organisations, et sommes prêts à appuyer toute initiative qui protège les masses des assauts de l'impérialisme. Posons donc la question : le MERCOSUL est-il un rempart à la politique de l'impérialisme nord-américain ? Pour y répondre, conformément à notre méthode, nous partirons des faits.

LA NAISSANCE DU MERCOSUL ET SON DÉVELOPPEMENT

D'où vient le MERCOSUL ? Créé en 1991 (traité d'Asunción, 26 mars 1991)

(1) Le MERCOSUL regroupe le Brésil (présidé par Lula), l'Argentine (Kirchner), le Paraguay (Duarte) et l'Uruguay (Tabaré Vasquez).

pour une entrée en application complète fin 1994, le Marché commun du Cône Sud (MERCOSUL) intègre donc initialement l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'objectif fixé est

“la libre circulation des biens, des services et facteurs de production ; l'établissement d'un tarif extérieur commun et d'une politique commerciale extérieure commune ; la coordination des politiques macro-économiques et sectorielles” (article 1^{er} du traité).

Les institutions mises en place en 1991 sont relativement restreintes : le “Conseil du Marché commun” (CMC, composé des ministres des Affaires étrangères et de l'Economie des quatre pays), et son exécutif, le “Groupe du Marché commun” (GMC, composé des représentants de ces ministres et des banques centrales).

C'est à la veille de l'entrée en vigueur définitive du traité que fut signé le protocole d'Ouro Preto (17 décembre 1994), dont l'article 34 procure notamment la personnalité légale au MERCOSUL vis-à-vis des institutions internationales. Mais l'apport décisif de ce protocole se trouve dans le domaine du fonctionnement même du MERCOSUL.

L'article 1^{er} adjoint au CMC et au GMC les organes suivants :

“Commission du commerce du MERCOSUL (CCM), Commission parlementaire conjointe (CPC), Forum consultatif économique et social (FCES) et secrétariat administratif du MERCOSUL (SAM).”

L'article 2 confère aux CMC, GMC et CCM le caractère *“d'organes intergouvernementaux avec pouvoirs de décision”*... ce qui est précisé plus loin, pour chacune de ces institutions : le CMC prononcera des *“décisions”*, le GMC des *“résolutions”* et la CCM des... *“directives”*, *“lesquelles seront obligatoires pour les Etats membres”* (respectivement articles 9, 15 et 20). Plusieurs articles décrivent ensuite la transposition dans le droit national, dans le respect du principe de subsidiarité. Une première réflexion s'impose : n'y a-t-il pas là une étrange ressemblance avec les institutions et traités de l'Union européenne, elle aussi fonctionnant sur la base du principe de *“subsidiarité”* (les institutions supranationales *“décident”* et les gouvernements nationaux *“appliquent”*) ? On verra plus

loin dans cet article que cette comparaison n'est pas fortuite, puisque le MERCOSUL s'inspire directement de *“l'exemple”* de l'Union européenne.

QUEL EST LE BILAN DE QUATORZE ANNÉES DE MERCOSUL ?

Le MERCOSUL est aujourd'hui le troisième *“marché intégré”* au monde, après l'Union européenne et l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain). Quel est le bilan de ces quatorze années ?

Prenons le seul exemple du Brésil :

« Les années 1990 ont été marquées par la précarisation, la “flexibilisation” de la main-d'œuvre — euphémisme qui cache mal l'augmentation de sa surexploitation — et laissé la majorité des travailleurs sans contrats formels leur permettant d'être des sujets de droit et, par là même, des citoyens (...). Ouverture de l'économie et précarisation ont produit une nouvelle migration interne, non plus du secteur primaire vers le secondaire ou le commerce formel (secteur tertiaire), mais du secteur secondaire vers l'informel (toujours dans le tertiaire) (...). Si, en 1991, 53,7 % des travailleurs avaient pris pied dans l'économie formelle et accédé aux droits que confère un contrat de travail, ils ne sont plus que 45 % en 2000. Les 55 % restants s'activent dans l'économie parallèle” (article de l'économiste Emir Sader, *“Huit années qui ont laminé le Brésil”*).

Ces *“années 1990”* (et depuis), les *“années MERCOSUL”*, ont été en réalité celles de la privatisation et de la déréglementation généralisées au Brésil, en Uruguay... Elles furent les années qui préparèrent l'effondrement tragique de l'Argentine.

Et depuis, le MERCOSUL a connu un processus *“d'élargissement”*, notamment sous l'impulsion du Brésil, en intégrant successivement comme pays associés : le Chili et la Bolivie (1996), le Pérou (2003) et, depuis décembre 2004, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela. Le Panama et le Mexique sont actuellement candidats. Ce dernier étant déjà membre de l'ALENA (Etats-Unis-Canada-Mexique), sa candidature ne révèle-t-elle pas la nature du MERCOSUL : une composante de

la politique poursuivie par l'impérialisme nord-américain avec l'ALCA ?

LES RAPPORTS DU MERCOSUL AVEC L'IMPÉRIALISME NORD-AMÉRICAIN

Le dispositif MERCOSUL s'oppose-t-il à celui de l'ALCA, ouvertement promu par l'impérialisme nord-américain ? Encore une fois, partons des faits.

Le 1^{er} juin 1991, un accord est signé entre le MERCOSUL (deux mois après sa création !) et les Etats-Unis, accord dénommé "Rose Garden Agreement" ou "Accord 4 + 1", et qui établit un calendrier de consultations sur le commerce. Cet accord se place dans la droite ligne du projet "Initiative pour les Amériques" de Bush père, et d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux du même type seront signés par les Etats-Unis, jetant les bases des négociations sur l'ALCA (ou FTAA).

En effet, celles-ci seront lancées par Clinton au "sommet des Amériques" de Miami, en décembre 1994... au moment où le MERCOSUL se dote de ses institutions actuelles.

Le Brésil mettra d'ailleurs en application ce processus sans attendre, puisque c'est lui qui sera à l'initiative d'une multitude d'accords de libre-échange entre le MERCOSUL et les autres pays d'Amérique latine (Chili, Pérou, etc.)... préparant le terrain à l'ALCA.

Le 24 septembre 2001, un communiqué commun des ministres du Commerce des Etats du MERCOSUL et de celui des Etats-Unis indique ainsi :

"Nous (...) sommes d'accord pour redoubler nos efforts afin d'assurer la réussite de la réalisation de la zone de libre-échange des Amériques (ou ALCA, ou FTAA — NDLR) avant janvier 2005. L'ALCA est une composante cruciale de la tentative continentale, centrée sur le sommet des Amériques, de créer une région de démocratie, de croissance et de prospérité économiques, et d'Etat de droit."

On ne peut être plus clair : le MERCOSUL s'inscrit dans le cadre du plan de Bush de mise en place de l'ALCA...

LA PLACE DE LULA ET DU MERCOSUL DANS LE DISPOSITIF DE BUSH APRÈS "L'ÉCHEC" DE L'ALCA

En octobre 2002, des millions d'ouvriers et de paysans brésiliens se saisissent du vote Lula à l'élection présidentielle pour exprimer leur exigence de la rupture avec l'impérialisme, qui détruit la nation. Ont-ils voté pour aggraver les dispositions du MERCOSUL ? Non, bien évidemment ! Lula, élu, va pourtant poursuivre l'œuvre intégratrice de son prédécesseur Cardoso. Celui-ci considérait le MERCOSUL comme "*son destin*". Or, dès sa prise de fonctions, Lula a "*accordé la priorité absolue au MERCOSUL*" et souhaité "*renforcer sa dimension sociale (...), sans oublier que la base de cette construction doit être une authentique intégration économique*".

Trois ans après, Lula persiste et signe en présence de Bush, le 7 novembre 2005 :

"Pendant ces trente-quatre mois de mon gouvernement, nous avons travaillé très dur pour nous rapprocher de nos frères d'Amérique du Sud. Nous avons intensifié les relations bilatérales avec tous les pays de la région. Nous avons élargi et renforcé le MERCOSUL."

Et il ose ajouter devant le massacreur de l'Irak :

"Quand j'ai été élu président, il y en avait qui prévoyaient la détérioration des relations entre le Brésil et les Etats-Unis. Ils se sont complètement trompés. Au contraire, nos relations sont aujourd'hui dans l'un de leurs meilleurs moments."

Selon ses propres termes, Lula se place donc au centre du dispositif MERCOSUL pour aider Bush, qui ne parvient pas, pour l'instant, à mettre en place l'ALCA, c'est-à-dire à inclure l'un après l'autre les pays d'Amérique latine dans un même cadre d'"*intégration économique*", autrement dit de soumission totale à ses intérêts.

Ce qui signifie, pour des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans d'Amérique latine, la destruction pure et simple de toute vie sociale, les privatisations, la liquidation de toute forme de souveraineté nationale. Ce que confirme le site officiel "MERCOSUL" du gouvernement brésilien, consulté en décembre 2005 :

“Les négociations pour l’ALCA font partie d’une tendance mondiale à la libéralisation du commerce et à l’ouverture graduelle des marchés. Leur consolidation contribue également à l’idée que la formation de blocs régionaux est la meilleure forme d’insertion dans le marché global. Le MERCOSUL est un résultat concret de cette tendance (...). Le gouvernement brésilien a accompagné avec beaucoup de soins et d’attention les négociations de l’ALCA, en prenant en compte les intérêts de la société en général et en accordant la priorité à l’approfondissement et à la consolidation du MERCOSUL. De cette manière, le processus de négociation de l’ALCA se fait de manière plus égalitaire entre les pays, même présentant entre eux des différences socio-économiques.”

Donc, le processus de l’ALCA, dont certains voudraient faire croire qu’il est “suspendu”, se poursuit... en particulier sous la forme du renforcement du MERCOSUL.

À MAR DEL PLATA, LULA, CHEF DU MERCOSUL, AIDE BUSH À RELANCER L’ALCA, QUE TOUS LES PEUPLES DU CONTINENT REJETTENT

Il y a bien eu un “accroc” dans les plans de l’impérialisme : l’élection du candidat du Parti des travailleurs par 52 millions de Brésiliens en 2002 a été l’une des manifestations de la poussée révolutionnaire des masses en Amérique latine... et cela ne pouvait pas être balayé d’un revers de main, alors que les peuples de Bolivie, du Venezuela, etc., se dressaient eux aussi pour défendre leur souveraineté ! C’est dans son rejet par les masses qu’il faut chercher les raisons de “l’échec” de l’ALCA au stade actuel... Tandis que Lula, violant le mandat que le peuple brésilien lui a confié en 2002, capitulant de façon éhontée devant Bush, s’efforce par tous les moyens de sauver l’ALCA, précisément en envoyant le MERCOSUL à son secours !

La mise en place de l’ALCA doit se poursuivre, et l’on se souvient de la formule pragmatique d’un des représentants de l’impérialisme : “Par l’ALCA, si

possible, ou sinon par des accords bilatéraux...” C’est à partir de cela qu’il convient d’analyser le bilan du “sommet des Amériques” tenu les 4 et 5 novembre à Mar del Plata, en Argentine, auquel participaient tous les chefs d’Etat, sommet qui fut présenté aux peuples comme la confrontation entre Bush et le MERCOSUL.

Confrontation ? Deux jours plus tard, l’alliance entre Bush et Lula était scellée publiquement. Bush, en visite au Brésil, a opposé “deux visions” : l’une, celle du Venezuela, qui veut “remettre en cause le progrès démocratique accompli pendant deux décennies” ; l’autre, celle de Lula, au Brésil, qui “occupe une position unique (...). Il est important qu’il ait de l’influence sur de nombreux pays de l’hémisphère...”

Est-il exagéré de dire que, sans le concours de Lula, Bush ne pourrait pas appliquer le quart des plans de l’impérialisme américain contre les nations et les peuples d’Amérique latine ?

LE MODÈLE DU MERCOSUL : L’UNION EUROPÉENNE

A la veille du “sommet des Amériques”, le journal vénézuélien *El Nacional* (7 décembre) annonçait

“l’approbation de la création du Parlement régional. La Chambre législative, qui aura son siège à Montevideo, devra entrer en fonction avant le 31 décembre 2005. Il y aura deux étapes de transition, et, durant la première, du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2010, le Parlement fonctionnera de façon paritaire. Chaque pays élira 18 députés parmi les élus de chaque Chambre nationale (...). A partir du 1^{er} janvier 2011, le Parlement sera constitué suivant un critère de représentativité citoyenne, ce qui implique que les députés du MERCOSUL seront élus par un vote direct de la population des pays membres.”

N’est-ce pas là exactement le processus qui a conduit à la constitution des institutions de l’Union européenne : il y a d’abord eu le Marché commun, puis l’Union européenne (politique), avec, pour commencer, un prétendu Parlement (prétendu, puisqu’il n’a pas le droit de

légiférer, ce qui est la fonction de tout Parlement digne de ce nom dans le cadre de la démocratie politique) composé de représentants des Parlements nationaux, puis élu directement au suffrage universel. N'est-ce pas comme cela que se sont constituées — impulsées par l'impérialisme américain depuis le "plan Marshall" — les institutions supranationales et antidémocratiques de l'Union européenne, qui imposent aux peuples la destruction des droits démocratiques et sociaux dans toute l'Europe ?

COOPÉRATION UNION EUROPÉENNE- MERCOSUL... CONTRE LA RÉVOLUTION BOLIVIENNE

D'ailleurs, l'Union européenne n'a pas attendu ces dernières années pour tisser des liens avec le MERCOSUL : le 15 décembre 1995 est signé un "accord-cadre de coopération interrégional" entre l'Union européenne et le MERCOSUL. Il s'agit principalement de coopération économique, où il est dit que "les parties doivent faire appel à la Banque européenne d'investissement pour mettre en place leurs activités au sein du MERCOSUL".

Un communiqué européen, publié le 9 décembre 2005, indique que

"L'Union européenne est le premier investisseur étranger en Amérique latine, le premier bailleur de fonds dans la région, ainsi que le premier partenaire commercial de nombreux pays, notamment ceux du MERCOSUR".

La "nouvelle stratégie" est précisée dans la communication au Conseil et au Parlement européens du 8 décembre 2005 (COM [2005] 636), qui indique les décisions de l'Union européenne :

"La Commission :

— intensifiera ses actions de coopération qui renforcent la gouvernance et favorisent l'inclusion, notamment des citoyens démunis ;

— associera la société civile à ses actions et promouvra l'association des citoyens (des femmes en particulier) aux projets politiques, y compris à travers les partis politiques ;

— appuiera le souhait du Parlement européen de créer une Assemblée trans-atlantique euro-latino-américaine."

De quelle "aide" s'agit-il ?

Nous revenons, dans ce numéro de *La Vérité*, sur le formidable soulèvement révolutionnaire des masses en Bolivie pour l'unité de la nation, la nationalisation des hydrocarbures. Nous avons à cette occasion, et dans nos précédents numéros, démontré ce qu'il en était de l'élection à la prétendue "Assemblée constituante" prévue pour le printemps prochain en Bolivie (voir l'article de J.-P. Raffi dans *La Vérité*, n° 46).

Et voilà que *La Razon* (5 décembre 2005) nous apprend que l'Union européenne va donner un million d'euros pour aider à organiser cette élection... dont le but est de faire barrage aux aspirations légitimes du peuple bolivien !

Le communiqué officiel de l'Union européenne (1^{er} décembre 2005) indique en effet :

"La Commission européenne apportera un million d'euros, à travers son Mécanisme de réaction rapide, pour donner un soutien urgent à des actions clés en faveur de la gouvernance démocratique en Bolivie. En vue des défis auxquels fait face la Bolivie dans la période qui précède les élections de décembre et afin de soutenir et renforcer les institutions démocratiques dans la période post-électorale, la Commission soutiendra un certain nombre de décisions pour aider les efforts boliviens dans la consolidation de la stabilité nationale (...). Le but de l'aide, qui sera mise en place par plusieurs partenaires comme des ONG locales et internationales, comprend : apporter un soutien au Conseil préconstituant et pré-autonomie, qui préparera le terrain pour les votes décisifs du 2 juillet 2006 ; donner des conseils sur le processus de décentralisation régionale, notamment en offrant des exemples de la diversité des modèles autonomistes ou fédératifs en Europe même ; renforcer les processus consultatifs et les capacités de négociation avec les partis politiques et les mouvements sociaux ; faciliter la délivrance des pièces d'identité aux peuples indigènes des régions rurales reculées ; soutenir le rôle des médias locaux dans la diffusion d'une information de qualité et objective."

Un million d'euros... pour disloquer la nation bolivienne, ouvrir la voie aux projets de "régionalisation", c'est-à-dire à la division du pays, que l'impérialisme cherche à imposer depuis de nombreux

mois pour piller encore plus les hydrocarbures, se heurtant à la résistance des travailleurs et de leurs organisations.

Et l'Union européenne n'en est pas à son coup d'essai, puisque déjà, le 5 avril dernier, un communiqué révélait que

“la Commission européenne soutient, à travers son Mécanisme de réaction rapide, l'urgente prévention des conflits en Bolivie. Les décisions, constituant les premières actions du NEDD (Négociation, délibération et dialogue), sont faites pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits sociaux et politiques en Bolivie. Le programme couvre un éventail d'actions avec les organisations de la société civile et les institutions gouvernementales, afin de créer un dialogue social et économique conduisant à un système politique et social plus participatif.”

Au compte de qui l'Union européenne agit-elle, en coordination avec MERCOSUL, sinon de l'impérialisme nord-américain, dont elle est elle-même le relais en Europe depuis sa création ? N'est-ce pas aussi le rôle qui est dévolu au MERCOSUL en Amérique latine... en intégrant l'aspect majeur de la politique de l'impérialisme aujourd'hui : la mise en œuvre de la “gouvernance mondiale” ?

LE MERCOSUL ET LA “GOUVERNANCE MONDIALE”

La “gouvernance mondiale” signifie (voir l'article d'Olivier Doriane dans La Vérité, n° 43) d'abord l'intégration des organisations des travailleurs à la mise en place des plans de destruction. Et pour faire cela, il faut un cadre d'intégration. En Europe, nous avons montré à plusieurs reprises que c'est la Confédération européenne des syndicats (CES), comme institution à part entière de l'Union européenne, qui joue ce rôle du point de vue des organisations syndicales et du mouvement ouvrier européen.

Or, dans les pays du MERCOSUL, s'est constituée dès 1986, donc dans le processus de négociation du MERCOSUL, la “Coordination des centrales syndicales du Cône Sud (CCSCS)”, qui se présente elle-même sur son site Internet comme “un organisme de coordination et

d'articulation des centrales syndicales des pays du Cône Sud”, parmi lesquelles la CUT du Brésil et les autres grandes centrales : CGT Brésil, FS Brésil, CTA Argentine, CUT Chili, PIT.CNT Uruguay, CUT Paraguay.

La CCSCS donne une chronologie de son action qui montre qu'elle a été présente à chaque étape du développement du MERCOSUL et qu'elle a participé activement à l'intégration de ses organisations aux organes de codécision :

“Fin 1990, la CCSCS a approuvé, comme une de ses priorités de travail, la nécessité du rôle de protagonistes que les centrales syndicales doivent avoir dans l'intégration économique et sociale du Cône Sud (...). Quand les gouvernements ont réalisé le traité d'Asunción, en mars 1991, la CCSCS avait déjà commencé à formuler des propositions pour le MERCOSUR en accompagnant dès son origine le processus d'intégration.”

N'a-t-on pas ici, de la même manière que sur le plan des institutions, la reproduction du schéma qui a prévalu pour l'Union européenne avec la constitution de la CES ? Prétendue Confédération européenne des syndicats, qui, rappelons-le, élabore et corédige en commun avec l'UNICE (organisation patronale européenne) les directives que la Commission européenne et le “Parlement” européen imposent aux Etats membres, directives de déréglementation-destruction et de privatisation.

D'ailleurs, les deux prétendues confédérations, CES et CCSCS, se connaissent bien et coopèrent régulièrement. Elles publiaient ainsi, par exemple, un communiqué commun le 13 avril 2004, déclarant :

“Le pari d'un MERCOSUR fort implique un changement dans les relations internationales des pays du Cône Sud d'Amérique, et cela devrait accélérer l'entente du MERCOSUR avec l'Union européenne, puisque, malgré l'asymétrie de leurs économies, ce sont deux projets similaires qui ont l'intention d'intégrer non seulement les marchés, mais également les peuples qui les composent.”

Dans ce cadre, la CES, la CCSCS et le CTCS (Conseil des travailleurs du Cône Sud, regroupement régional des syndicats de la CMT — NDLR) considèrent comme essentiel de renforcer le processus de démocratisation des institutions

communautaires des deux blocs. Après l'introduction de la monnaie unique et l'élargissement imminent de l'Union européenne, la CES appuie (malgré ses limitations) l'entrée en vigueur de la Constitution européenne, et, dans le même sens, le 5^e sommet syndical du MERCOSUR — organisé par la CCSCS — redonna aux présidents réunis à Montevideo son appui à la création du Parlement du MERCOSUR et à d'autres organismes supranationaux, aussi bien au renforcement de ceux déjà existants qu'au Forum consultatif économique et social."

Le rôle des confédérations syndicales, que CES comme CCSCS prétendent caporaliser, serait donc de combattre pour la "démocratisation" de l'Union européenne comme du MERCOSUR ? Et l'illustration d'un tel combat serait le soutien ouvert apporté en son temps par la CES à la "Constitution" européenne ! "Constitution" européenne rejetée massivement, au compte de tous les peuples d'Europe, par les peuples français et néerlandais les 29 mai et 1^{er} juin 2005, précisément parce qu'elle prétendait imposer une chape de plomb totalitaire, supranationale et anti-ouvrière aux vingt-cinq pays d'Europe !

Ils poursuivent :

"Nous, le mouvement syndical d'Europe et du Cône Sud (...), avons également réclamé aux autorités communautaires des deux blocs qu'elles éliminent mutuellement les obstacles protectionnistes qui entravent la progression des négociations. Dans ce sens, le congrès de la CES (Prague, mai 2003) s'est prononcé pour une réforme de la politique agricole commune, qui comprend l'élimination des subsides à l'exportation de produits européens (...). Il est incontournable d'inclure dans l'accord bloc-bloc : (...) l'inclusion des petites et moyennes entreprises dans le processus de restructuration productive (...)."

Ce serait le rôle des organisations syndicales que de soutenir la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne dans le sens de "l'élimination des subsides", qui ne signifie rien d'autre que la ruine des millions de petits agriculteurs en Europe (2) ? C'est à cela que devrait servir la CCSCS dans le cadre de MERCOSUL ?

Poursuivons :

"De la même manière, nous demandons aux gouvernements d'Europe et du

MERCOSUR qu'ils approfondissent le dialogue social dans l'accord interrégional et (...) qu'ils reconnaissent et appliquent en tant que mécanismes de promotion sociale les documents syndicaux déjà adoptés dans leurs environnements respectifs, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Déclaration sociale et du travail du MERCOSUR. Dans ce sens, la CCSCS, la CTCS et la CES sont au point culminant d'un chapitre à intégrer à l'accord MERCOSUR-UE, qui contient un chapitre social et du travail."

Si la "Déclaration sociale et du travail" dans le cadre du MERCOSUR s'inspire de la "Charte de droits sociaux fondamentaux" dans le cadre de l'Union européenne ("charte" qui était partie intégrante du projet de "Constitution" européenne, rejeté par les peuples français et néerlandais, comme Daniel Shapira l'a démontré dans *La Vérité*, n° 44), est-ce que cela peut être autre chose qu'un instrument de destruction des Codes du travail nationaux ?

La CES a remis fin 2004 un "mémoire syndical à la présidence néerlandaise de l'Union européenne" :

"La CES encourage l'objectif de faire aboutir les négociations entre l'Union européenne et MERCOSUR (...) en faisant respecter les principes de commerce équitable et les valeurs démocratiques. Dans ce multiple objectif, la CES et les organisations syndicales du MERCOSUR ont adressé une déclaration revendiquant l'introduction d'un volet social et sur le travail dans l'accord et pour la reconnaissance des organes participatifs des travailleurs, dont le forum du travail entre l'Union européenne et MERCOSUR créé par les syndicats de l'Europe et de MERCOSUR. La CES attend de la présidence néerlandaise qu'elle encourage les objectifs du mouvement syndical international représenté par la CES, la CISL, la CMT."

(2) Comme cela est indiqué plus loin dans cet article, Miguel Rossetto, ministre du Développement agricole du gouvernement Lula au Brésil, membre du Secrétariat unifié (SU) qui se réclame frauduleusement de la IV^e Internationale, a pris une part active à la constitution de la CCSCS — et donc du MERCOSUL. En Europe, CES et CCSCS exigent la ruine de millions de paysans en appuyant la "réforme de la PAC", tandis qu'au Brésil, Rossetto refuse la terre aux millions de paysans sans terre et couvre les assassinats des escadrons de la mort des latifundiaires...

Il faudrait donc un “forum du travail entre l’Union européenne et MERCOSUR” qui se place sous l’égide de fusion CISEL-CMT pour donner une “dimension sociale” à la barbarie...

Une première conclusion s’impose : pour mener jusqu’au bout la politique de destruction du MERCOSUL comme de l’Union européenne, en Amérique latine comme en Europe, il faut, pour l’impérialisme, intégrer les organisations que les travailleurs ont construites pour se défendre. N’est-ce pas le rôle de la CES comme de la CCSCS ?

LA POLITIQUE DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ VIS-À-VIS DU MERCOSUL

Qui est le représentant actuel de la CUT du Brésil à la direction de la CCSCS (et qui fut même secrétaire général de cette dernière) ? Rafael Freire, dirigeant de Démocratie socialiste, l’organisation brésilienne du Secrétariat unifié.

Qui fut responsable des relations internationales de la CUT à la CCSCS lors de la constitution de cette dernière ? Miguel Rossetto, lui aussi dirigeant de DS et du SU, et aujourd’hui ministre du Développement agricole du gouvernement Lula, celui-là même qui refuse la terre aux paysans sans terre et laisse les escadrons de la mort des latifundiaires assassiner impunément les paysans sans terre et les militants du MST, qui occupent, pour survivre, les grandes propriétés foncières.

Se revendiquant frauduleusement de la IV^e Internationale, le Secrétariat unifié soutient ouvertement le processus du MERCOSUL. L’organisation brésilienne du SU écrit ainsi dans une résolution de son congrès extraordinaire (21-24 avril 2005) :

“Les propositions de relancer le MERCOSUL sur de nouvelles bases, d’avancer (...) dans la constitution de la Communauté sud-américaine des nations peuvent ouvrir une dynamique de contestation concrète des plans du gouvernement nord-américain dans la région” (point I-16).

Prétendre que MERCOSUL est un rempart à la politique de Bush, alors même que Lula déclare le contraire, et

alors même que les faits prouvent le contraire, voilà la fonction du SU !

Au point 23 de la même résolution, les pablistes brésiliens revendiquent que,

“dans cette perspective (...) de possibilités, nous devons contribuer à ce que le PT s’approprie et avance dans la compréhension, dans l’offensive programmatique et le renforcement de l’expérience de MERCOSUL”.

Il faut enchaîner le Parti des travailleurs du Brésil au char du MERCOSUL... lui-même enchaîné à celui de l’ALCA et de Bush !

Est-ce pour cela que des centaines de milliers de travailleurs brésiliens ont construit ce parti ?

Plus loin, les pablistes revendiquent, quant à la politique du gouvernement Lula — dont ils sont partie prenante —, une

“politique extérieure souveraine et coordonnée en Amérique latine : affronter l’ordre exclusif et unilatéral imposé par l’impérialisme des Etats-Unis à travers le consensus de Washington et l’ALCA ; travailler au renforcement du bloc sud-américain à partir de MERCOSUL, en avançant dans le sens d’une plus grande intégration de la monnaie, du Parlement et de l’intégration des conditions de travail et du système de retraite” (chapitre II sur “le gouvernement Lula”, 9-d).

Les belles paroles sur la souveraineté et l’opposition à la politique de Bush et de l’ALCA !

Tout cela pour dire : il faut renforcer le MERCOSUL... dont les porte-parole disent eux-mêmes qu’il est partie intégrante de l’ALCA

Il ne s’agit pas là d’une position nouvelle des pablistes ni d’une invention de l’organisation brésilienne du SU.

Le site Inprecor America Latina (site du SU) avait ainsi publié une “*Déclaration des campagnes du Cône Sud sur l’accord UE-MERCOSUR*”, où il était dit :

“Nous exigeons un effort effectif des pays du MERCOSUR pour que les droits sociaux et du travail soient protégés et priment sur les objectifs de libéralisation commerciale, en ayant comme base la Déclaration sociale et du travail du MERCOSUR et la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne.”

Et il ne s’agit pas simplement de “déclarations” et de “paroles”. Le 5 juillet

2005, le “Forum Brasileiro da Economia Solidaria” informait :

“Les ministres du Développement agraire, Miguel Rossetto, et des Villes, Olívio Dutra, ont confirmé leur participation à la première Fête de l'économie solidaire du MERCOSUL.”

Au programme, notamment, un

“séminaire international de l'économie solidaire et l'intégration avec les pays du MERCOSUL. Thème : l'économie solidaire, l'agriculture familiale, comme nouveau paradigme de développement et d'intégration dans le MERCOSUL contre l'ALCA.”

Les pablistes sont donc bien aujourd'hui ceux qui tentent de briser la résistance des travailleurs en se mettant à la pointe de l'offensive de destruction des organisations ouvrières au nom de leur intégration au MERCOSUL, présenté frauduleusement comme une alternative à l'ALCA...

MERCOSUL qui, rappelons-le, revendique dans ses statuts, officiellement, “la tendance mondiale à la libéralisation du commerce”.

Mais n'est-ce pas la même orientation qui amène les pablistes, en Europe, à revendiquer “une autre Europe”... dans le cadre des institutions “démocratisées” de l'Union européenne ; à accepter le cadre du “Parlement” européen et à revendiquer des “services publics européens” et un “salaire minimum européen” ?

DÉFENDRE L'INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER ORGANISÉ

Répetons-le : c'est une véritable vague révolutionnaire qui secoue l'Amérique du Sud depuis des années. Une vague qui voit se dresser par millions ouvriers, paysans, jeunes et masses opprimées contre la volonté de l'impérialisme et de ses institutions de détruire les nations, de détruire les bases mêmes de la civilisation...

Dans ce mouvement de résistance, les masses utilisent les organisations qu'elles ont construites comme autant d'instruments pour la défense de la souveraineté nationale, pour la nationalisation des ressources naturelles, pour l'unité des nations menacées de dislocation par l'impérialisme, pour la réalisation de la réforme agraire, etc.

Compte tenu des faits que nous avons commencé à exposer ci-dessus, le dispositif MERCOSUL — et le dispositif d'intégration syndicale CCSCS, qui y est relié — n'apparaît-il pas clairement comme un instrument politique impérialiste totalement relié à l'ALCA ? Ces faits ne doivent-ils pas être portés à la connaissance des travailleurs et des militants ?

Michaël Mana

Bolivie : après le premier “sommet national ouvrier et populaire” Quel bilan politique ?

Les élections qui viennent d'avoir lieu ce dimanche 18 décembre en Bolivie ont donné la majorité au Mouvement vers le socialisme (MAS) et porté à la présidence de la République son principal dirigeant, Evo Morales.

Evo Morales et son colistier à la vice-présidence, Alvaro Garcia Linera, ont multiplié durant toute leur campagne les promesses adressées aux travailleurs et aux paysans indigènes, qui constituent la majorité la plus misérable du peuple bolivien, ainsi que les actes d'allégeance à l'égard de Washington et des “marchés”.

De façon déformée, leur victoire n'en reflète pas moins en dernière analyse la poussée du mouvement des masses, qui s'est exprimée avec force lors du soulèvement de mai-juin derniers.

A la veille de ces élections, s'est tenu le premier “sommet national ouvrier et populaire” (“Cumbre”) appelé par les principales organisations ouvrières et populaires de Bolivie. Sommet à l'occasion duquel d'importantes questions ont été posées. Nous publions ci-dessous le compte rendu de mandat des membres du groupe de sympathisants de la IV^e Internationale qui étaient délégués à ce sommet, ainsi que divers documents qui permettent d'apprécier toute l'importance du débat en cours à cette étape de la mobilisation révolutionnaire des masses en Bolivie.

Compte rendu de mandat des délégués du groupe sympathisant de la IV^e Internationale en Bolivie (*La Chispa*)

Le premier “sommet national ouvrier et populaire” (“Cumbre”) s'est tenu les 8, 9 et 10 décembre derniers, à El Alto, haut lieu des soulèvements populaires d'octobre 2003 et de mai-juin 2005.

Rappelons qu'en août dernier s'est tenue à La Paz (capitale de la Bolivie) une conférence internationale pour la nationalisation des hydrocarbures et la souveraineté. Conférence appelée à l'initiative

notamment de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), de sa fédération minière (FSTMB) et de son union régionale d'El Alto (COR), et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Dans les circonstances actuelles, alors que, de toute part, on voulait imposer comme seule perspective possible au peuple travailleur la participation aux élections de décembre et à la prétendue Assemblée "constituante" de juin prochain, le seul fait que ce "sommet ouvrier et populaire" se soit tenu constitue un événement de la plus grande importance pour le combat révolutionnaire des travailleurs et du peuple boliviens. Événement qui doit être analysé attentivement dans tous ses aspects et toutes ses conséquences par ceux qui, au nom de leur organisation, en étaient les protagonistes, et qui sont appelés aujourd'hui à rendre compte de leur mandat.

I

Il nous faut au préalable revenir sur la situation politique en Bolivie depuis les soulèvements révolutionnaires d'octobre 2003 et de mai-juin derniers.

Quel est le contenu de ces soulèvements des travailleurs et du peuple boliviens ? C'est l'exigence de la souveraineté du peuple et de la nation, celle de la nationalisation immédiate sans indemnité ni rachat du pétrole et du gaz, qui appartient au peuple bolivien et à lui seul, celle de la renationalisation des mines "capitalisées", privatisées, livrées au pillage des grands groupes multinationaux, au prix du licenciement de dizaines de milliers de mineurs boliviens, celle de l'intégrité et de l'unité de la nation face aux tentatives sécessionnistes de la bourgeoisie à partir de Santa Cruz de la Sierra.

C'est ce qui unifiait le mouvement de tout le peuple bolivien, travailleurs, mineurs, paysans, jeunes...

A quoi s'est heurté ce mouvement révolutionnaire des masses ? Il s'est heurté, en premier lieu, bien entendu, aux gouvernements successifs. Tous purs produits du système et des manœuvres de l'ambassade nord-américaine, ces gouvernements — Lozada (Goni), puis Mesa, et aujourd'hui Eduardo Rodriguez — n'ont eu de cesse

de tromper les masses, de s'opposer à leurs exigences, aggravant toujours plus le chaos et conduisant une politique de destruction de la nation dans le seul but de préserver d'abord et avant tout les intérêts des multinationales.

Depuis juin, ces problèmes ne sont pas résolus. Des tentatives se sont multipliées, pour, nous a-t-on dit, trouver une solution dans le cadre d'élections convoquées en décembre.

On ne peut ignorer, cependant, que tout cela résultait d'un accord passé dans le dos des masses insurgées en mai-juin, accord aux termes duquel des élections générales étaient convoquées en décembre et une prétendue "Constituante" en juin 2006.

Cela en échange de l'arrêt du soulèvement populaire et de la suspension de l'assemblée populaire qui commençait à se constituer à El Alto, premier pas vers une représentation démocratique du peuple bolivien, vers une Assemblée populaire nationale originaire (1), qui donnait le contenu réel au mot d'ordre d'Assemblée constituante.

Le candidat Evo Morales a, à plusieurs reprises, déclaré qu'il nationalisera les hydrocarbures et qu'il appuiera la convocation de la Constituante en juin.

Mais comment comprendre alors les déclarations incessantes de son colistier à la vice-présidence, Alvaro Garcia Linera, assurant que le gouvernement Morales-Linera, s'il est élu, respectera les "investisseurs étrangers", autrement dit les compagnies pétrolières multinationales qui se partagent le pillage des ressources en hydrocarbures de la Bolivie (*lire en encadré l'analyse des différents programmes des candidats en présence faite par le Centre d'études pour le développement travailliste et agraire, CEDLA*) ?

Les travailleurs et le peuple ont affirmé haut et fort, en mai-juin, leur exigence : la nationalisation immédiate des ressources naturelles du pays et la convocation d'une véritable Assemblée constituante souveraine. Est-ce le cas de la "Constituante"

(1) "Originaire" fait référence à l'existence majoritaire en Bolivie des peuples originaires, paysans sans terre et mineurs notamment, qui forment la partie la plus exploitée, discriminée et opprimée de la nation bolivienne (Aymaras, Quechuas...).

"Les propositions électorales en ce qui concerne les hydrocarbures sont inconsistantes"

"Les propositions électorales en ce qui concerne les hydrocarbures sont inconsistantes", vient de déclarer, à la veille des élections du 18 décembre, le Centre d'études et de développement travailliste et agraire (CEDLA), organisme privé dont le siège est à La Paz. El Diario (11 décembre 2005) rend compte en ces termes de cette déclaration :

« La position des principaux partis politiques participant à la compétition électorale, en ce qui concerne les hydrocarbures, est critiquée par le CEDLA, institution qui, de plus, les accuse de tenter de "recouvrir d'un voile d'ombre leurs intérêts pour maintenir, avec certaines différences, le contrôle monopoliste des entreprises multinationales sur les ressources du pays en hydrocarbures".

Dans une ample étude analytique, le CEDLA souligne que "la portée de toutes les propositions tourne autour de la construction d'équilibres et de complémentarités entre l'Etat et les entreprises pétrolières".

Il en conclut que, de cette façon, le discours "nationalisateur" sur les hydrocarbures manque sur le fond de véracité quand on en arrive aux propositions.

Le CEDLA considère que la seule manière de faire que l'Etat s'approprie l'excédent généré par l'exploitation des hydrocarbures est un changement radical de la politique dans ce secteur qui permette le "contrôle monopolistique" de l'Etat sur toutes les activités de la chaîne de production pétrolière et gazière.

Et l'analyse de cet organisme d'études économiques constate que la majorité des propositions électorales vont dans le sens contraire. »

C'est un fait que tous les candidats de la droite se prononcent contre la nationalisation sans indemnité ni rachat des ressources en hydrocarbures. C'est un fait également qu'Alvaro Garcia Linera, candidat du MAS à la vice-présidence, a été parfaitement clair à ce sujet :

"Les patrons peuvent être parfaitement tranquilles, le MAS ne va pas toucher à leurs investissements dans le pays."

Se référant notamment aux investissements en ce qui concerne l'exploitation, l'acheminement et la commercialisation des hydrocarbures, il a ajouté que *"le MAS appuiera la production en coopérant avec les entreprises (...) et qu'il promouvra l'initiative privée"*. Le 11 novembre, à la veille de l'élection, il répétait encore en répondant à la question : *"Quelle sera le traitement réservé à l'investissement étranger ?"* : *"Respect dans tous les secteurs, avec ajustements en ce qui concerne les hydrocarbures."*

Même si nous ne partageons pas nécessairement toutes les positions du CEDLA, organisme privé, le constat fait ici est indiscutable : *"Sous couvert du postulat d'une harmonisation des relations entre les compagnies pétrolières et la participation de l'Etat, sont créées parmi la population de fausses attentes et est prolongée en réalité la dynamique actuelle du secteur, favorisant l'accumulation du capital hors du pays. Proposer de récupérer — progressivement et-ou partiellement — le contrôle de ces ressources naturelles ne signifie rien de plus que prolonger l'appropriation privée de l'excédent des hydrocarbures."*

Et c'est cette politique, notons-le bien, que le Secrétariat unifié appuie en appelant publiquement à voter pour Evo Morales : *"Bien que son programme soit presque exclusivement centré sur une politique économique néo-keynésienne visant à réorganiser le secteur productif bolivien, une victoire du MAS serait néanmoins un point d'appui pour une involution des politiques néo-libérales appliquées depuis 1980 en Bolivie"*, écrit Hervé do Alto, correspondant de la revue du Secrétariat unifié, *Inprecor*, à La Paz.

convoquée en juin prochain, qui se dresse contre ces exigences des masses et vise à entériner le démembrement de la nation ?

La Razon (10 décembre) écrit à ce sujet :

“Les autonomies se profilent comme l’axe de la Constituante (...). Six des huit partis dans la course électorale sont d’accord sur le fait que l’Assemblée constituante doit devenir le cadre dans lequel le pays passe d’une forme de gouvernement centralisé à un Etat basé sur l’autonomie (régionale — NDT) (...). Podemos, UN, MNR, NFR et Frepab (partis de droite — NDT) et le MAS (Mouvement vers le socialisme, d’Evo Morales — NDT) identifient l’autonomie comme la pierre centrale sur laquelle devra être construit le nouvel Etat qui sera défini par la Constituante.”

Mais, les “autonomies”, autrement dit la revendication des oligarchies de Santa Cruz, n’est-ce pas le démantèlement de la nation ? La prétendue “Constituante” qu’on nous propose en juin prochain a donc pour but déclaré, on le voit, de démembrer la nation.

Evo Morales va-t-il tourner le dos aux exigences et aux mots d’ordre du soulèvement populaire de mai-juin — nationalisation des hydrocarbures, unité de la nation ?

Pour de larges secteurs des masses ouvrières et populaires — travailleurs, paysans indigènes écrasés de misère, sans-terre, commerçants et artisans jetés dans le secteur informel par les charrettes de licenciements suite à la privatisation des mines —, la candidature d’Evo Morales apparaît comme une réponse.

C’est pourquoi, nous, groupe de militants sympathisants de la IV^e Internationale, qui nous situons du point de vue du mouvement réel des masses, qui combattons en toutes circonstances pour le front unique ouvrier, c’est-à-dire pour la rupture avec la bourgeoisie et l’impérialisme, nous avons proposé dès août dernier à la COB, à la fédération des mineurs (FSTMB), aux organisations ouvrières et populaires, quand se consolidait la candidature d’Evo et du MAS, de s’adresser par lettre publique à tous les candidats se présentant au nom des travailleurs et du peuple, à commencer par ceux du MAS, pour leur dire :

« Mesdames, messieurs les candidats, (...) la volonté du peuple, des travailleurs et des jeunes doit être respectée.

Vous êtes candidats aux prochaines élections. Ces élections sont pour nous illégitimes et le seul mandat que les candidats peuvent recevoir est de respecter les mots d’ordre du peuple.

Nous avons le droit de savoir : confirmez-vous, aujourd’hui même, que si vous êtes élus députés ou à la présidence de la République, votre premier acte sera la nationalisation à 100 %, sans indemnité ni rachat, des hydrocarbures ? Et que votre second acte sera la convocation, sans aucun retard, de l’Assemblée constituante souveraine avec pleins pouvoirs ? Vous engagez-vous à combattre toute tentative de démembrement de la nation au nom des “autonomies” ?

Nous vous proposons de signer immédiatement un engagement public dans ce sens.

Si vous vous y refusez, nous nous engageons à arracher ces exigences par de nouvelles mobilisations de masse. »

Nous considérons réellement, en effet, que, pour les masses, il ne serait pas indifférent que des candidats se prononcent publiquement et combattent véritablement dans ce sens. Y compris Evo Morales.

Cette proposition, à l’époque, n’a pas été retenue, et nous le regrettons, parce que, sur la ligne du front unique ouvrier, c’est-à-dire, répétons-le, du combat pour la rupture avec la bourgeoisie et l’impérialisme, elle aurait permis aux masses, en combattant concrètement pour cette rupture, de faire la lumière en même temps par elles-mêmes sur la réalité de la politique d’Evo Morales.

Nous avons cependant poursuivi notre démarche. Notre adhésion au programme de la IV^e Internationale nous conduit en effet à considérer que tout groupe de militants, aussi petit soit-il, doit toujours chercher à répondre concrètement à la question : qu’est-ce qui peut aider les masses à avancer sur la voie de la réalisation de leurs aspirations, dans la voie du front unique pour arracher satisfaction ? Considérant que, dans notre pays, la Bolivie, les organisations ouvrières — la COB, la FSTMB en premier lieu — ont toujours joué un rôle central, il nous est apparu que l’issue politique à la situation pouvait être trouvée si ces organisations décidaient de convoquer un “sommet national ouvrier et populaire”.

Nous avons combattu en ce sens. Et il est extrêmement positif que les princi-

pales organisations ouvrières et populaires du pays se soient ainsi réunies, mettant un terme à ce qui a été appelé le "*quarto intermedio*" ("*quatrième intermède*", par lequel les organisations avaient suspendu le soulèvement de mai-juin — NDT).

Positif, parce que cela signifie que la classe ouvrière, les travailleurs, réunis avec leurs organisations ouvrières et populaires, décident entre eux. A la veille des élections de décembre, il est clair que, quel que soit celui qui sera élu, la seule issue reste la nationalisation immédiate, sans indemnité ni rachat, des hydrocarbures, la renationalisation des mines. S'il n'y a pas la nationalisation, si les intérêts des multinationales doivent prédominer, ce sera la dislocation du pays. Mais le peuple veut vivre, libre et souverain. C'est ce qu'il a affirmé en mai-juin. C'est ce qui reste planté au centre de toute la situation. Et cette première "Cumbre", en réaffirmant les exigences de mai-juin, représente en cela un pas important.

A partir de là, un certain nombre de problèmes se sont exprimés.

II

La première "Cumbre" nationale ouvrière et populaire a réuni quelque 250 militants, représentant les principales organisations ouvrières et populaires du pays. Elle a été précédée d'une marche qui a parcouru El Alto, rassemblant plus de 1 500 travailleurs, militants et jeunes, dont une bonne partie a assisté à la séance inaugurale dans les locaux de l'université d'El Alto.

Elle avait à son ordre du jour les points suivants :

1. la nationalisation des hydrocarbures et des ressources naturelles du pays ;
2. les élections nationales et départementales et leurs enjeux pour les mouvements sociaux ;
3. l'Assemblée populaire ;
4. l'Assemblée constituante ;
5. le renforcement des organisations syndicales et de la Centrale ouvrière bolivienne.

Chaque thème était présenté par deux rapporteurs. Les points 2, 3 et 4 ont fini

par n'en faire qu'un, réunissant en un seul débat les questions posées.

Le sommet s'est conclu par l'adoption par acclamations d'une déclaration finale (*annexe 1*), qui réaffirme les exigences et les mots d'ordre des soulèvements d'octobre 2003 et mai-juin 2005, rejette toutes les tentatives "autonomistes" et proclame sacrées l'unité et l'intégrité de la nation bolivienne, et convoque la tenue d'ici mars 2006 d'assemblées populaires locales et régionales élisant leurs délégués à l'Assemblée populaire nationale originaire le 10 avril prochain :

"Nationalisation sans indemnité ni rachat des hydrocarbures et récupération des ressources naturelles ; annulation totale du décret D.S. 21060 (qui a privatisé les mines — NDT) ; développement et concrétisation de l'instrument politique des travailleurs approuvé par l'assemblée nationale élargie de la COB ; lutte pour l'adoption d'un salaire minimum vital avec échelle mobile et la garantie de la stabilité de l'emploi — nous ne permettrons pas l'annulation de la charte syndicale par les gouvernements à venir ; récupération des entreprises de services publics en faveur du peuple ; défense intransigeante de l'unité de la nation, lutte contre les manœuvres de division de l'oligarchie de Santa Cruz et Tarija au prétexte d'autonomie ; extradition immédiate de l'assassin Gonzalo Sanchez de Lozada" (2).

Ce sont des questions centrales, car ce sont les mots d'ordre mis en avant par le soulèvement de mai-juin, ceux de la plateforme de combat pour toute la classe ouvrière et le mouvement populaire avec leurs organisations. C'est la base du front unique. Et ces exigences restent intégralement posées dans la situation actuelle et s'opposent frontalement à toute la politique de la droite, bien entendu, et de ses candidats aux élections frauduleuses de décembre, mais également à la politique qu'Evo Morales s'apprête à mettre en œuvre, comme le laisse entendre son colistier, Garcia Linera.

La déclaration finale rejette résolument comme illégitime la prétendue Consti-

(2) Carlos Sanchez de Lozada était président de la République en octobre 2003, au moment du soulèvement populaire contre lequel il a déclenché une sanglante répression. Du 20 septembre au 17 octobre 2003, la répression a fait 57 morts et plus de 300 blessés.

tuante de juin prochain, attelée aux “autonomies” :

“Aujourd’hui plus que jamais, nous, travailleurs et mouvements sociaux de Bolivie, sommes convaincus que les élections nationales et départementales qui ont été convoquées dans le but de désarticuler la lutte tenace des exploités de notre pays ne résoudront pas les problèmes qui étranglent les Boliviens, pas plus qu’elles ne défendront la souveraineté et la dignité de la nation. La pauvreté, la faim et le chômage continueront à nous écraser (...). L’Assemblée constituante que projette de réunir l’actuel gouvernement n’a pas d’autre objectif que de sauver les intérêts des multinationales.”

Cette prise de position claire et nette est positive, parce qu’elle affirme l’action indépendante des travailleurs, du peuple bolivien et de leurs organisations, le rejet de la politique traître et vendue à l’impérialisme d’Evo Morales et de ceux qui, avec lui, voudraient les entraîner, au prix du renoncement aux exigences de mai-juin et de la destruction de la nation bolivienne, dans la soumission à l’ordre existant.

Et enfin, la déclaration

“convoque les exploités de tout le pays à construire jusqu’aux confins de la patrie les assemblées populaires régionales en mars 2006. Les représentants de ces dernières devront désigner leurs délégués pour concrétiser et renforcer l’Assemblée nationale populaire originaire, qui se réunira le 10 avril 2006 dans la ville d’El Alto.”

Ont été en outre adoptés : un Manifeste à la nation bolivienne et une motion (annexe 2) condamnant l’intrusion de l’Union européenne, qui vient d’annoncer le versement d’un million de dollars pour la “Constituante” de juin 2006 et pour les “autonomies”, qui œuvrent à l’éclatement de la nation bolivienne.

Cette réunion s’est conclue, on le voit, par un certain nombre de décisions politiques très importantes et positives. Elle constitue un point d’appui pour le combat en vue des objectifs de mai-juin.

III

Quelles ont été les positions exprimées dans le cours de la “Cumbre” ?

Des camarades comme Roberto Chavez et d’autres camarades dirigeants de la FSTMB (fédération des mineurs de la COB) ont combattu le mot d’ordre d’Assemblée constituante souveraine en lui opposant l’Assemblée populaire nationale.

L’un de ces camarades a expliqué par exemple :

“L’Assemblée populaire, c’est la représentation des secteurs sociaux exploités, tandis que l’Assemblée constituante, c’est la représentation des partis compromis dans toute la politique réactionnaire et corrompue, qui a conduit à la situation tragique dans laquelle se trouvent les travailleurs, les peuples et la nation bolivienne.”

Certes, la revendication de l’Assemblée constituante peut dans certaines conditions — par exemple en Bolivie — être déviée. Sur ce plan, il est clair que le mot d’ordre de l’Assemblée populaire originaire représente le levier essentiel de la mobilisation unitaire des masses sur les revendications précises.

Des camarades, comme par exemple le camarade Patana, président de la COR d’El Alto, ont justifié la participation au “Conseil national préconstituant et pré-autonomie” mis en place par le pouvoir actuel en accord avec Evo Morales pour tenter d’intégrer les organisations ouvrières et populaires à la pseudo-Constituante convoquée en juin 2006.

Le camarade Patana a expliqué :

“A aucun moment nous n’avons postulé. Nous avons appris par la presse cette nomination. Nous allons demander ce qu’elles en pensent aux organisations que nous représentons. Pourquoi rejeter cette “commission préconstituante” ? Quand va-t-on participer à une Constituante si nous répondons toujours non ?”

Des camarades — rejetant eux aussi la pseudo-Constituante de juin 2006 — sont intervenus pour appeler à lui opposer le combat pour la convocation immédiate d’une véritable Constituante souveraine avec pleins pouvoirs.

Jusqu’à plus ample informé, il nous semble quelque peu sectaire d’opposer au mot d’ordre d’Assemblée populaire nationale celui d’Assemblée constituante souveraine.

Il eût été préférable de présenter à tous les candidats, avant l’élection présiden-

tielle, la plate-forme de juin adoptée par l'Assemblée populaire, et de demander à ce que chacun se prononce clairement sur ces revendications.

Il semble que la position qui était celle du camarade Zubieta, secrétaire général jusqu'en septembre dernier de la fédération des mineurs, qui était l'un des trois corapporteurs à cette session de la "Cum-bre", était la plus correcte.

Il a réaffirmé que

"ni la nationalisation du pétrole et du gaz ni l'unité de la nation ne peuvent être obtenues dans le cadre des institutions existantes (...). L'Assemblée populaire est en formation, il faut l'enraciner dans des centaines d'assemblées populaires locales, départementales, de district. Si nous ne réalisons pas cette tâche, nous connaissons de nouveaux échecs. Ce combat pour l'Assemblée populaire, qui est la tâche immédiate, donne son contenu au mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine."

IV

La nation bolivienne, quand elle s'est soulevée en octobre 2003 et en mai-juin derniers, a dit :

"Nous voulons vivre libres et souverains ! Le pétrole est nôtre ! Ce n'est pas aux multinationales pétrolières, ce n'est pas au FMI, à l'Union européenne qu'il revient de dicter leur loi. Nous leur refusons le droit de nous piller, de diviser le pays !"

Tel est le contenu du combat partout pour la tenue des assemblées populaires locales et départementales culminant dans l'Assemblée populaire nationale originaire.

S'agit-il, avec les assemblées populaires, comme l'ont dit plusieurs participants et comme l'affirme la déclaration finale, de *"traduire les luttes dans la prise du pouvoir"* ?

Certes, nous sommes résolument pour la prise du pouvoir par les travailleurs et les masses exploitées et opprimées, en Bolivie et partout dans le monde.

Mais est-ce l'objectif immédiat qu'on peut se fixer aujourd'hui en Bolivie ?

La question n'est-elle pas celle posée par ces intervenants, qui déclaraient :

"Nous voulons tous un nouveau pouvoir. Le problème, c'est : comment y parvenir ? Récupérer les ressources naturelles ! Mais comment ?"

Ce qui est à l'ordre du jour, à cette étape, en Bolivie, c'est le combat pour la souveraineté.

Et cela signifie combattre partout pour les assemblées populaires locales, départementales et l'Assemblée populaire nationale originaire, opposée à la "pseudo-Assemblée constituante" de juin 2006.

Le plus grand handicap dont souffre aujourd'hui la classe ouvrière bolivienne est qu'elle ne dispose pas d'un parti à elle, un parti ouvrier indépendant.

La COB, la COR d'El Alto et la FSTMB, en prenant l'initiative de lancer publiquement la proposition de construire l'instrument politique dont elles ont compris la nécessité, ont fait un premier pas dans le sens de résoudre ce problème.

(Encore faut-il concrétiser cette proposition. Et comme le dit un intervenant : *"Il faut arrêter d'en parler et le faire. Comment est-il possible que, depuis des mois qu'on en parle, l'instrument politique ne soit pas encore sorti du papier ?"*)

Reliée aux autres revendications — la nationalisation de la terre, le rejet des "autonomies"... —, la lutte pour la souveraineté est précisément la condition pour avancer.

Il y a dans ce premier "sommet national ouvrier et populaire", dans la réaffirmation des exigences et des mots d'ordre de mai-juin, dans la convocation des assemblées populaires originaires, un cadre seul à même de permettre au prolétariat et au peuple boliviens de se réapproprier la nation.

Et c'est dans ce cadre que nous, militants du groupe des sympathisants de la IV^e Internationale en Bolivie (*La Chispa*), allons combattre et continuer de nous expliquer, poursuivre cette discussion fraternelle avec tous les courants ouvriers, nous efforcer de convaincre, certains que cette discussion, l'action commune dans la préparation des assemblées populaires et, surtout, la lutte de classe elle-même permettront de surmonter les problèmes. Nous communiquons pour cela divers documents permettant de développer cette libre discussion.

Ce faisant, nous envoyons notre salut à toutes les sections de la IV^e Internationale, et en particulier aux sections des Amériques, qui, nous en sommes certains, combattent elles aussi dans chacun de leurs pays et dans tout le continent pour la souveraineté et la démocratie politique,

les nationalisations, qui sont au cœur de tous les combats de classe.

**La Paz, le 13 décembre 2005,
groupe des sympathisants
de la IV^e Internationale en Bolivie
(La Chispa)**

Annexe 1 :

Déclaration finale du premier sommet national ouvrier et populaire

A la veille des élections nationales et départementales en Bolivie (*prévues le 18 décembre — NDT*), nous, mouvements ouvriers et sociaux, nous sommes rencontrés dans la ville d'El Alto — considérée comme le quartier général de la révolution au XXI^e siècle — au premier sommet national ouvrier et populaire.

Nous déclarons par la présente :

1. Les mouvements ouvriers et sociaux sont, maintenant plus que jamais, convaincus que les élections nationales et départementales, organisées pour désarticuler la lutte tenace des exploités, ne résoudre pas les problèmes qui étranglent le peuple bolivien et ne soutiendront pas non plus la souveraineté et la dignité de la nation. La pauvreté, la faim et le chômage continueront.

2. Nous sommes conscients que nos luttes récentes ont été marquées du fait qu'elles plaquent le néo-libéralisme le dos au mur. Mais nous n'avons pas été capables de transformer ces luttes en prise du pouvoir. Ainsi, les mouvements ouvriers et sociaux de Bolivie ont l'obligation élémentaire de s'exprimer clairement en faveur de l'Assemblée nationale populaire et originaire, et de la renforcer en tant qu'organe de pouvoir.

L'Assemblée constituante que le gouvernement actuel prépare (*pour juin 2006 — NDT*) a pour seul but de protéger les intérêts des multinationales.

3. Les travailleurs et les exploités de notre pays sont convaincus qu'aucun des candidats ayant une chance de gagner le pouvoir par les élections n'osera réclamer nos ressources naturelles. Notre seule alternative est donc de mettre fin à la trêve déclarée durant les événements de mai-juin derniers, afin de réaliser les objectifs suivants :

- la nationalisation des hydrocarbures, sans indemnité, et le retour de toutes les ressources naturelles au secteur public ;
- le renforcement et la concrétisation de l'instrument politique des travailleurs, approuvé par l'assemblée plénière nationale de la Confédération ouvrière bolivienne (COB) ;
- l'annulation complète de la décision 21060 de la Cour suprême ;
- la mise en place d'un salaire minimum et d'une échelle mobile des salaires, et la garantie d'un travail stable ; nous ne laisserons aucun gouvernement annuler la charte syndicale ;
- la reconquête de tous les services publics sociaux ;
- la défense inconditionnelle de l'unité de la nation et la lutte contre les manœuvres de division que mène l'oligarchie de Santa Cruz et de Tarija sous prétexte d'autonomie ;

— l'extradition immédiate de l'assassin Gonzalo Sanchez de Lozada et son emprisonnement, avec ses complices à Chonchocoro.

4. Les mouvements sociaux et des exploités sont conscients que pour atteindre nos objectifs immédiats, qui nécessitent la création d'un gouvernement populaire et ouvrier, nous ne pouvons nous appuyer que sur l'action directe des masses et sur nos propres instruments de lutte.

C'est pourquoi nous avons le devoir de renforcer la COB, les COD (*confédérations ouvrières départementales — NDT*), les COR (*confédérations ouvrières régionales — NDT*), les unions locales et les organisations populaires qui se reconnaissent dans la lutte du peuple bolivien.

5. Nous, travailleurs boliviens, nous déclarons en état d'alerte face à la tentative d'une intervention militaire étrangère.

6. Les mouvements sociaux et des exploités de notre pays en appellent à tous les exploités à travers le pays pour organiser des assemblées populaires régionales en mars 2006. Les représentants de ces assemblées sont convoqués pour élire leurs délégués à l'Assemblée nationale populaire et originaire, qui se réunira le 10 avril 2006 dans la ville d'El Alto.

El Alto, 10 décembre 2005

Central Obrera Regional - El Alto (COR-El Alto)

Central Obrera Boliviana (COB)

Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia (FSTMB)

Annexe 2

Motion de rejet de l'intervention de l'Union européenne dans les affaires relevant de la souveraineté du peuple bolivien

Nous, délégués ouvriers et des organisations populaires, réunis en première "Cumbre" nationale, avons été informés de la prétention de l'Union européenne et de la Banque mondiale d'intervenir dans le processus électoral prévu en juin prochain pour la prétendue Constituante et les "autonomies", qui n'ont d'autre objectif que d'éclater la nation bolivienne et la démanteler.

On parle d'un million de dollars versés à cet effet par l'Union européenne et de 5 millions de dollars versés par la Banque mondiale.

Nous condamnons cette tentative de financer la destruction de notre nation. Nous récusons tout "droit" des institutions internationales d'interférer dans la souveraineté du peuple.

Nous réaffirmons les mots d'ordre des travailleurs et du peuple lors des soulèvements d'octobre 2003 et de mai-juin 2005 : Bolivie libre, unie et souveraine ! Souveraineté du peuple et de la nation bolivienne !

Annexe 3

“Construire dans les régions les assemblées populaires dressant ce mot d’ordre avec l’exigence de la nationalisation du pétrole et du gaz, la distribution de la terre...”

**Interview de Limber Surco Callejas,
secrétaire du centre culturel de la centrale ouvrière régionale (COR) d’El Alto,
nouveau membre du comité exécutif de la COR élu depuis huit mois**

Question : La Cumbre a déclaré illégitimes les élections à la Constituante de juin 2006. Pourquoi ?

Limber : Parce que les mobilisations de mai et juin de cette année n’étaient pas disposées à accepter qu’on nous présente comme une issue une élection au travers d’une démocratie amputée. Elles ont exigé que soit mise en place une Assemblée constituante souveraine et la nationalisation des hydrocarbures. La Constituante de juin 2006 est mise en œuvre, en réalité, comme le veut la bourgeoisie et pour ses objectifs. Elle met en place un système de représentativité qui ne change pas de celui que nous connaissons aujourd’hui en Bolivie avec les présidents ou les députés. C’est-à-dire que les riches vont toujours pouvoir dominer la Constituante, et les partis politiques, les ONG et les fondations vont pouvoir financer ceux qu’ils veulent y voir siéger. Il faut savoir que, dans l’actuelle Assemblée nationale, 75 % des députés sont des agents de l’ambassade américaine et de la bourgeoisie recyclée de Bolivie.

Q. : Dans la déclaration finale de la Cumbre a finalement été retiré le mot d’ordre de la Constituante souveraine. Tu es intervenu en sa faveur. Quel est ton point de vue sur ce retrait ?

L. : Le mot d’ordre de l’Assemblée populaire est ancré dans l’esprit des syndicalistes et de ceux qui pensent que, de cette manière, avec la participation de la COB, un gouvernement ouvrier et prolétarien pourrait prendre le contrôle du pouvoir d’Etat. Ils opposent cela à la Constituante. Notre position, à nous, c’est que l’Assemblée constituante souveraine est le mot d’ordre qui ouvre la voie concrètement aux assemblées populaires.

Q. : Toi, tu es intervenu en faveur du mot d’ordre de l’Assemblée constituante souveraine...

L. : Parce que c’est le premier pas, parce que, pour les Indiens, les prolétaires, les étudiants..., le peuple tout entier, le terme de Constituante, l’Assemblée constituante, peut changer le système. Mais la bourgeoisie y met des restrictions, elle dit que la Constituante ne peut modifier que quelques termes de la Constitution politique actuelle de l’Etat. Nous, nous pensons que c’est en combattant pour une Assemblée constituante souveraine que nous pourrions nous emparer des trois pouvoirs de l’Etat : judiciaire, législatif, exécutif. Et cela réunis dans une seule assemblée, quelle que soit la façon dont on l’appelle, qui devra de toute manière être souveraine, c’est-à-dire totale. La classe bourgeoise au pouvoir ne propose aujourd’hui qu’une assemblée à mi-chemin. Mais, pour la première fois, nous entrevoyons l’opportunité de faire autrement, de faire en sorte que cette assemblée puisse être souveraine. C’est l’objectif auquel nous voulons tous parvenir.

Q. : Et maintenant, comment se présente la suite de la bataille ?

L. : Pour la première fois, je le répète, nous avons réalisé avec cette Cumbre le fait historique du siècle. Il ne s’agit pas seulement de signer un pacte d’unité de tous les secteurs syndicaux désarticulés. Avec l’appel aux assemblées populaires locales, départementales, et, au bout de la chaîne, l’Assemblée populaire nationale originaire, la COB, la COR et la fédération des mineurs peuvent constituer l’axe sur lequel se construit la mobilisation révolutionnaire des masses. Mais, pour arriver à cela, il faut commencer par construire dans les régions les assemblées populaires dressant ce mot d’ordre avec l’exigence de la nationalisation du pétrole et du gaz, la distribution de la terre... Voilà le chemin à emprunter. Ce serait déjà la base pour renouveler ce que nous avons déjà fait en mai et juin. A El Alto, pour la première fois, nous avons fait un pas dans ce sens, sans rien savoir de la théorie, sans l’aide d’expériences antérieures, seulement au travers de la science empirique de ce que nous croyions juste de diffuser au nom de la parole populaire et originaire.

Notes sur la situation aux Etats-Unis

Par Alan Benjamin

Les notes que nous publions ci-dessous sont extraites de la première partie du rapport préparatoire au congrès de Socialist Organizer (SO), qui combat aux Etats-Unis pour le programme de la IV^e Internationale. Elle tient son IX^e Congrès au mois de février 2006, au moment même où elle fêtera son quinzième anniversaire.

Cette première partie traite de la situation au plan objectif, sur les plans national et international. Nous avons choisi de sélectionner les passages qui présentent, à notre avis, un intérêt certain pour les lecteurs. Nous reviendrons sur d'autres aspects de ce rapport dans nos prochains numéros.

I. Quelques traits saillants de la situation politique mondiale actuelle

Ce n'est pas ici le lieu de faire une analyse complète de la situation politique mondiale. Cette tâche est régulièrement accomplie dans les pages de notre revue théorique internationale : *La Vérité-The Truth*. Cela dit, il est nécessaire de revenir sur les traits saillants de la situation actuelle pour rappeler et confirmer les principes que Trotsky met au centre dans le *Programme de transition* : 1) La persistance d'un système mondial basé sur la propriété privée des moyens de production mène l'humanité vers l'abîme, la guerre, les famines, la destruction massive de forces productives — et donc vers la barbarie ; 2) la situation mondiale est aujourd'hui plus que mûre pour la révolution socialiste et 3) ce ne sont pas, comme certains le prétendent, "des conditions objectives contraires" qui constituent l'obstacle majeur à la révolution socialiste, mais bien la crise de la direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

**LA PERSISTANCE
D'UN SYSTÈME MONDIAL
BASÉ SUR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
DES MOYENS DE PRODUCTION
CONDUIT L'HUMANITÉ
À LA BARBARIE**

Sur ce premier point, il n'est pas difficile de s'apercevoir que le spectre de la barbarie avance sur tous les continents les uns après les autres.

La guerre menée par les deux partis de l'impérialisme en Irak représente le symptôme le plus visible d'un système complètement insensé. Cette guerre ne dure pas seulement depuis trois ans — bien que la deuxième phase, à savoir l'attaque militaire, ait été lancée en mars 2003. Des organisations des droits de l'homme de renom-

mée internationale expliquent que ce sont un million de personnes qui sont mortes en Irak pendant les années Clinton par suite de l'embargo. Est-ce que cela ne représente pas aussi une guerre contre un peuple réduit à la misère ?

Bush — soutenu en cela par les démocrates — parle d'“une guerre sans fin contre le terrorisme”. Cependant, des contradictions sérieuses existent au sein de la classe dirigeante des Etats-Unis sur le rythme et les conditions du retrait des troupes d'Irak (voir la section sur le mouvement antiguerre ci-dessous). Il existe néanmoins un consensus dans les principaux secteurs de la classe dirigeante américaine pour maintenir à plus ou moins long terme des bases militaires et une présence militaire forte des Etats-Unis au Moyen-Orient (soit directement, soit par l'intermédiaire de forces alliées sous contrôle américain), afin d'assurer la protection “des intérêts américains dans la région” — à savoir le pétrole et la domination.

Ce n'est un secret pour personne que l'Iran et la Syrie sont dans le collimateur des fauteurs de guerre de Washington dans leur “guerre sans fin contre le terrorisme”.

Ainsi que nous l'avons expliqué à de nombreuses reprises dans les textes du Tribunal international sur l'Afrique, les plans de guerre et de famine imposés par le FMI menacent l'Afrique de disparition imminente. Les maux sans nom infligés à l'Afrique ne connaissent pas de bornes. Les documents de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples montrent de manière irréfutable que ce qui se déroule actuellement sur ce continent est un génocide.

L'Asie, qui est censée connaître un “miracle économique”, est actuellement l'objet d'une attaque de grande envergure de la part de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale. Le récent accord de l'OMC sur le textile — pour ne donner qu'un exemple parmi d'autres — conduit à la fermeture des usines de textile au Bangladesh, au Pakistan, en Inde et dans bien d'autres pays. On estime que, pour cette seule année, ce sont plus d'un million d'emplois dans le secteur du textile qui vont être touchés, apportant chômage et misère dans un continent déjà appauvri. Beaucoup d'emplois disparaîtront purement et simplement, tandis que d'autres seront transférés en Chine, où les travailleurs sont encore plus surexploités que dans les ateliers du reste de l'Asie.

Quant au “miracle” chinois, il est patent que l'argent coule à flots vers la Chine, que des projets pharaoniques sont entrepris et que certaines villes connaissent un énorme boom dans le domaine de la construction. Mais cela signifie-t-il que les forces productives sont en train de croître ? Il est permis d'en douter. La masse énorme de richesses accumulées en Chine provient d'abord de la destruction massive des emplois dans le reste du monde (y compris aux Etats-Unis) ; ensuite, et ce deuxième facteur est tout aussi important, elle provient de la destruction du “bol de riz en fer” symbolisant les conquêtes de la révolution chinoise de 1949.

Ce nouveau “miracle” conduit au chaos et à la famine dans les campagnes, avec de gigantesques déplacements de populations vers les villes, où travailler en usine dans les pires conditions d'exploitation imaginables est le seul moyen de nourrir sa famille. Aujourd'hui, en Chine, toutes les entreprises d'Etat dans le secteur des mines, de l'agriculture et de l'industrie lourde sont en voie de démantèlement. Cela s'accompagne de la destruction des systèmes de santé, de l'enseignement public et de retraite ; ce qui, à son tour, fait naître des tensions entre les régions ; si ce processus continue, il pourrait faire resurgir les haines et les guerres fratricides qui ont précédé l'unité de la nation chinoise. Voilà le véritable visage de ce que l'on qualifie de “miracle”.

Dans l'ex-Union soviétique et dans les pays de l'ancien bloc soviétique, une gigantesque économie mafieuse s'est développée. Alors que les rapports de production liés à l'économie d'Etat ont été remis en cause (bien qu'ils n'aient pas complètement disparu, car des poches de résistance ont permis de maintenir certains secteurs économiques dans les mains de l'Etat), on ne peut pas parler, dans ces pays, de restauration de l'économie capitaliste. Des capitalistes mafieux ont succédé à l'ancienne bureaucratie (en fait, ces mafiosi sont d'anciens membres de la bureaucratie), mais il n'y a pas eu de développement des forces productives. Au contraire, si l'on a pu enregistrer une “croissance”, celle-ci s'est faite au détriment des infrastructures construites par l'Etat. Le chômage et la malnutrition généralisés sont la règle et une poignée de mafiosi sont devenus multimillionnaires grâce à la spéculation et au bradage des entreprises d'Etat.

C'est en Europe que la classe ouvrière a enregistré les conquêtes les plus importantes dans le monde ; le maintien du système basé sur la propriété privée des moyens de production y nourrit l'offensive la plus brutale au monde contre les droits ouvriers et démocratiques. Les conditions de vie, bien qu'elles ne soient pas encore tombées au niveau des conditions de vie et de travail des travailleurs de ce que l'on appelle le tiers-monde, se dégradent néanmoins plus rapidement que partout ailleurs.

A ses débuts, Socialist Organizer a connu des débats animés pour savoir si le système capitaliste agonisant conduisait à la destruction des nations. La direction de la IV^e Internationale affirmait que la classe capitaliste, dans sa marche impitoyable pour réduire toujours plus le coût de la force de travail (salaires et garanties), était obligée de détruire tous les acquis de la civilisation humaine, jusque et y compris le cadre des nations, car c'est dans ce cadre que les travailleurs et les peuples ont, au cours de leur histoire, inscrit ces droits et conquêtes.

Cette affirmation de la IV^e Internationale ne peut plus être discutée. Nous sommes confrontés au verdict dans sa réalité aussi indiscutable que brutale. La destruction des nations est un facteur constituant de la situation dans tous les continents, y compris sur le continent européen. Chaque semaine, la lettre de l'Entente montre que l'Union européenne s'attaque à l'ensemble des systèmes de santé, d'enseignement, aux systèmes nationaux de transport, aux systèmes nationaux de retraite, aux Codes du travail et aux droits des travailleurs dans chaque nation — et la liste s'allonge sans cesse. C'est, d'une part, le processus de "régionalisation" qui permet de détruire toutes les protections garanties par l'Etat, et, d'autre part, la concentration du pouvoir de décision dans les mains de la Commission européenne de Bruxelles — organisme non élu — dont les directives s'imposent à tous les pays de l'Union européenne.

En s'opposant au processus de régionalisation, la IV^e Internationale défend une conquête de la civilisation humaine dans le cadre de laquelle les travailleurs et les peuples ont, au long des siècles, inscrit leurs conquêtes — depuis l'instauration de la démocratie communale en France à la suite de la Révolution de 1789 jusqu'aux progrès des conquêtes ouvrières en

Allemagne et dans d'autres pays après la Seconde Guerre mondiale.

Il suffit de regarder ce qui se passe actuellement en Italie, où la nation est en voie de démantèlement, pour comprendre le caractère destructif de ce processus. Pas plus tard que le 16 novembre dernier, les autorités italiennes ont approuvé la loi sur la régionalisation, qui transfère l'essentiel des pouvoirs de l'Etat aux régions. A partir de maintenant, ce sont les systèmes de santé et d'enseignement qui sont sur la sellette. On parle actuellement de vingt systèmes régionaux de santé et d'enseignement, tous plongés dans la pénurie. Ainsi est donné le feu vert pour une privatisation massive.

La majeure partie de la gauche, aux Etats-Unis et au plan international, défend l'argument selon lequel l'Union européenne permettrait de faire obstacle aux ambitions impérialistes, qu'elle représenterait "un nouvel espace régional" qui pourrait rivaliser et s'opposer aux visées du patronat américain. Il existe certes de grandes rivalités entre les impérialismes ; cela dit, ce n'est pas avec l'Union européenne que les bourgeoisies européennes se dotent de l'instrument pour constituer "un nouvel espace régional", limité ou pas, pour s'opposer à l'hégémonie des Etats-Unis. Les bourgeoisies européennes sont incapables d'unir les nations et les peuples d'Europe en s'avançant dans la voie du progrès pour les travailleurs.

En fait, chaque jour qui passe, au fur et à mesure qu'elles se font les agents directs de la Commission de Bruxelles et de ses institutions corporatistes, et donc, de ce fait, des intérêts du capitalisme nord-américain, les bourgeoisies européennes baissent le masque et cessent de mettre en avant le prétexte qu'elles représenteraient les intérêts de leurs nations et de leurs peuples.

L'Union européenne est un instrument façonné par l'impérialisme américain et les institutions financières qu'il contrôle pour toujours davantage mettre l'Europe en coupe réglée, comme Trotsky l'a écrit dans son article fondateur "*Europe et Amérique*". C'est un instrument — mis en place au compte du patronat et des profiteurs financiers américains — pour faire baisser le "coût du travail" et les charges sociales (allocations et garanties), et les amener au niveau des pays de l'Europe de l'Est, nouveaux membres de l'Union européenne, et pire encore. Unir les travailleurs et les

peuples d'Europe dans un authentique cadre continental est une tâche qui revient aux travailleurs et aux peuples opprimés eux-mêmes. Cette tâche se concrétise dans la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, qui suppose que soient préservées les conquêtes des classes ouvrières et de la démocratie pour chaque nation.

Pour les Amériques, la volonté d'établir l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA) s'est heurtée à une farouche résistance des peuples de la région. Mais cela ne signifie pas que l'impérialisme ait renoncé à mettre en œuvre sa politique destructrice de "libre commerce" sur l'ensemble du continent américain. Loin de là. Comme le faisaient remarquer les négociateurs américains lors de la session de l'OMC de Seattle, il y a cinq ans, "*si les Etats-Unis ne peuvent pas atteindre leur objectif par le biais de l'OMC, ils chercheront à le faire grâce à des accords régionaux ou bilatéraux*".

L'impérialisme américain a plusieurs fers au feu et joue sur les deux tableaux. S'il ne peut pas parvenir à ses fins grâce à des accords multilatéraux (comme l'Accord multilatéral sur les investissements [AMI] ou l'OMC), il peut compter sur des "espaces régionaux" comme l'Union européenne, l'Accord de libre commerce pour l'Amérique centrale ou l'Union africaine, ou sur des accords bilatéraux comme l'accord de libre commerce Etats-Unis-Equateur pour s'attaquer aux droits ouvriers, imposer sa politique de privatisation-destruction et réduire en miettes des nations entières.

Sur le continent américain, le MERCOSUL est l'un de ces "pactes régionaux", qui sert d'instrument pour promouvoir les intérêts des multinationales. (*Ici, le rapport développe sur le MERCOSUL et la situation en Amérique latine : lire les articles sur la Bolivie et le MERCOSUL dans ce numéro de La Vérité.*)

LA SITUATION MONDIALE EST AUJOURD'HUI PLUS QUE MÛRE POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

On entend souvent des militants de gauche — y compris d'anciens membres du Socialist Workers Party — dire que Trotsky et les trotskystes se sont trompés dans leur pronos-

tic sur la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Trotsky avait expliqué que des révolutions se développeraient dans le monde entier, comme cela s'était produit juste après la Première Guerre mondiale.

Trotsky ne s'était pas trompé. Après la guerre, des révolutions et des situations révolutionnaires se sont développées dans le monde entier. En Chine, en Inde, au Vietnam, et depuis le continent européen jusqu'à l'Afrique et aux Amériques, des révolutions ont balayé les anciens régimes. Dans certains cas, ces révolutions — bien qu'elles aient été conduites par des régimes petit-bourgeois ou nationalistes — ont réussi à supplanter les anciens régimes et à renverser les rapports de propriété capitalistes. C'est ce qui s'est passé en Chine et dans une grande partie de l'Europe de l'Est. Dans d'autres cas, l'appareil du Kremlin a imposé une politique aboutissant à la dé faite des révolutions ouvrières en cours.

Dans d'autres cas encore, comme par exemple en France, il est parvenu à contenir la révolution prolétarienne, à permettre le rétablissement de l'ordre bourgeois, mais au prix, pour la classe capitaliste, de concessions majeures (*voir plus loin*).

En Afrique, des guerres de libération anticolonialistes ont éclaté depuis l'Egypte et l'Algérie, et se sont répandues dans l'ensemble du continent, donnant le départ d'une période connue comme l'ère des guerres anticolonialistes de libération. Bien que ces mouvements n'aient pas réussi à renverser les relations de propriété capitalistes, dans des pays comme l'Egypte et l'Algérie, ils ont quand même abouti à mettre en place de solides secteurs publics, ainsi que la nationalisation d'industries stratégiques comme les hydrocarbures. C'est également le cas en Inde, où un soulèvement révolutionnaire a chassé le régime colonial britannique.

Dans tout l'ouest de l'Europe, ce sont surtout les staliniens qui ont trahi les soulèvements ouvriers — mais au prix d'énormes concessions arrachées à une classe capitaliste aux abois. Les conquêtes majeures de "l'Etat providence" — depuis les systèmes nationaux de santé (mis en place par l'Etat ou la Sécurité sociale basée sur la répartition) jusqu'aux lois sur les retraites et la nationalisation massive de services essentiels — ont eu lieu dans l'immédiat après-guerre. Voilà les conquêtes essen-

tielles qui sont maintenant attaquées par l'Union européenne.

Même aux États-Unis, la seule grande puissance sortie relativement intacte de la guerre, la plus grande grève de toute l'histoire (plus étendue que les grandes grèves des années 1930 et numériquement supérieure encore) a ébranlé les autorités gouvernementales et a permis d'obtenir d'importantes concessions pour les travailleurs.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la destruction massive des forces productives causée par la guerre combinée à la nécessité de contenir la révolution en Europe ont créé une situation de croissance économique relative, alimentée principalement, et donc de manière artificielle, par le plan Marshall en Europe et par la dépendance croissante du système économique à l'économie d'armement permanent pour ce qui concerne le reste du monde, c'est-à-dire au recours permanent aux dépenses d'armement, un marché artificiel, afin de contrebalancer les lois inhérentes au système capitaliste en matière de surproduction.

Ce n'est que par ce moyen que le capitalisme pouvait faire reculer l'échéance — mais au risque de rendre cette échéance encore plus dévastatrice que tout ce qui s'était déjà passé auparavant.

De telles dépenses astronomiques consacrées à la production d'armement ont creusé le lit de déficits énormes, qui pèsent sur l'économie des grandes puissances mondiales, à commencer par celle des États-Unis, ainsi que du remplacement progressif de la production industrielle par le capital spéculatif comme moteur de la "croissance" économique. Tous ces mouvements sont décrits en détail dans l'ouvrage très important de Daniel Gluckstein intitulé *Lutte des classes et mondialisation : le capitalisme a-t-il encore un avenir ?*

Au plan mondial, il en est résulté ce que certains auteurs ont qualifié de Trente Glorieuses ; le capitalisme a connu une ère de stabilité et de "prospérité" relatives. Mais ce répit artificiel accordé au capitalisme a brusquement pris fin lorsque, en 1971, le gouvernement Nixon a décidé de mettre fin à la convertibilité du dollar en or.

Il est important de revenir sur ces événements pour réaffirmer l'actualité des premières phrases du programme de fondation de la IV^e Internationale concernant le fait qu'à notre époque — l'époque du capita-

lisme agonisant —, les conditions sont mûres pour la révolution socialiste et qu'elles ont même commencé à pourrir (...).

On peut affirmer que, malgré les coups très durs infligés dans la récente période par l'impérialisme et ses agents, les travailleurs et leurs alliés continuent à faire preuve de leur volonté de combattre pour défendre leur droits et leurs conquêtes contre un système économique qui, chaque jour, rogne sur ces acquis et conduit au chaos et à une misère sans nom. Le système basé sur la propriété privée des moyens de production n'a d'autre choix que d'essayer sans relâche de diminuer le "coût du travail" dans sa recherche du profit. C'est la base de la poursuite de la lutte des classes dans cette époque de prétendue mondialisation.

En Europe, aujourd'hui, dans des conditions extrêmement difficiles, lors du référendum du 29 mai en France, les travailleurs ont mis en échec le projet de "Constitution" de l'Union européenne. En Belgique, les travailleurs se sont par deux fois massivement mis en grève ces derniers mois contre l'Europe de Maastricht. En Allemagne, les travailleurs ont porté un coup très important au plan d'austérité mis en place par Schröder et la CDU lors des récentes élections. En Espagne, la mobilisation massive des travailleurs et de la jeunesse d'Espagne contre la guerre en Irak a chassé un des principaux alliés de Bush du gouvernement et a conduit à l'élection d'un candidat du Parti socialiste qui s'était engagé à retirer les troupes espagnoles d'Irak. En Italie, c'est une fois encore tout le pays qui s'est mis en grève générale — la sixième grève générale en quatre ans —, le 25 novembre 2005, pour marquer son opposition à la nouvelle loi de finances dictée par la Commission de Bruxelles (...).

Au Venezuela, le mouvement ouvrier et paysan surgissant d'en bas a contraint le nationaliste petit-bourgeois Hugo Chavez à aller plus loin sur la voie de l'affrontement avec l'impérialisme que ne le projetait son programme initial. A l'immense mouvement d'occupations d'usines abandonnées, Chavez a répondu par les nationalisations. La réforme agraire, bien qu'encore limitée, a une portée considérable. Pour les travailleurs de tout le continent, la révolution bolivarienne constitue un exemple et un espoir, car, en résistant à la domination

impérialiste, le gouvernement Chavez domine très largement tous les autres gouvernements du continent. Nous, militants de la IV^e Internationale, ne sommes pas “chavistes”, mais nous sommes en première ligne pour défendre le gouvernement Chavez contre l’impérialisme, contre toutes les attaques, d’où qu’elles viennent, visant à renverser ce gouvernement et à faire reculer la montée révolutionnaire au Venezuela.

Mais Chavez n’a pas rompu avec le capitalisme. Il n’a pas instauré un gouvernement ouvrier et paysan ; il ne s’est pas non plus disposé pour renverser les relations de propriété capitaliste au Venezuela. Lorsqu’il s’adresse au patronat vénézuélien, il s’empresse toujours d’indiquer que la nouvelle forme de socialisme qu’il préconise — ce qu’il appelle le socialisme du XXI^e siècle — n’exclut pas la propriété privée des secteurs déterminants de l’économie du pays. Il s’empresse d’indiquer que le socialisme qu’il préconise ne s’apparente pas au socialisme de la révolution russe.

En fait, si l’on en juge d’après les développements récents, il semblerait que Chavez et l’opposition de la Fedecamaras aient conclu un début d’accord pour avancer sur la voie d’une forme de propriété mixte (ancrée dans un système basé sur la propriété privée des moyens de production) et une approche commune vers l’“intégration” de l’Amérique latine dans le cadre de l’accord MERCOSUR. Qu’ils y parviennent reste cependant à voir.

Des pressions vont s’exercer de toute part, de la part de l’Union européenne, de Lula, du régime cubain et du Forum social mondial, afin de canaliser la révolution au Venezuela et de la rendre inoffensive pour le capitalisme mondial ; pourtant, le sort de la révolution ne peut être dissocié de la vague révolutionnaire qui se déroule sur tout le continent, surtout en Bolivie. Les développements en Bolivie, dans les mois

qui viennent, vont avoir pour effet d’approfondir les luttes au Venezuela et dans d’autres pays du continent. Dans ces conditions, on ne peut pas exclure que, confronté à l’imminence de la déstabilisation de l’impérialisme, malgré les ouvertures faites par Chavez en direction des bourgeoisies latino-américaines et malgré sa soumission au Forum social mondial, le régime de Chavez n’aille plus loin encore dans la voie de la rupture avec l’impérialisme (...).

**CE NE SONT PAS, COMME CERTAINS
LE PRÉTENDENT, “DES CONDITIONS
OBJECTIVES CONTRAIRES”
QUI CONSTITUENT L’OBSTACLE
MAJEUR À LA RÉVOLUTION
SOCIALISTE, MAIS BIEN LA CRISE
DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Les textes de la IV^e Internationale sur la trahison des staliniens, d’une part, et des sociaux-démocrates, de l’autre, ne manquent pas. Ce n’est pas ici le lieu de rappeler comment les luttes révolutionnaires des travailleurs ont été trahies ; les trahisons ne se comptent plus ; beaucoup se produisent encore aujourd’hui.

Mais, dans la période qui suit la chute du mur de Berlin, ce qui est nouveau et différent, c’est le rôle joué par les pablistes (le Secrétariat unifié, qui usurpe le drapeau de la IV^e Internationale) et par leurs partisans centristes-réactionnaires qui prennent la place des bureaucraties traditionnelles du mouvement ouvrier pour apporter un appui essentiel à l’ordre capitaliste en voie de décomposition.

(A cet endroit, le rapport développe les obstacles dressés par les appareils, et tout particulièrement les forums sociaux et la politique du SU.)

II. Quelques traits saillants de la situation politique aux Etats-Unis aujourd'hui

Le IX^e Congrès de Socialist Organizer se tiendra neuf mois avant les élections de mi-mandat de 2006. Comme c'est souvent le cas, la situation politique est marquée par le jeu de bonneteau de la politique électorale, avec le chœur des partisans du "Jetez Bush", qui poussent à élire en novembre des démocrates opposés à la guerre.

Cette élection a lieu dans un décor de crise croissante et d'instabilité des plus hauts niveaux du gouvernement. L'éditorial du dernier numéro de *The Organizer* parle de l'implosion de l'administration Bush sous le tir de barrage des scandales et dans le sillage d'une opposition croissante à la guerre des Etats-Unis. Il ne s'agit pas ici d'exagération ou de vœux pieux. Ce sont les faits. Et la crise est condamnée à s'approfondir avec le nombre de sacs mortuaires provenant d'Irak (...).

Dans son article "*Europe et Amérique*", Trotsky parle de la manière dont les Etats-Unis ont remplacé les vieilles puissances européennes dans les années 1920 et 1930 dans le rôle de charnière du système impérialiste mondial. Trotsky a expliqué comment, dès lors, les "*Etats-Unis seraient placés au sommet du baril de poudre de la situation politique mondiale*". C'est encore plus vrai aujourd'hui qu'alors.

Même si la domination militaire, politique et économique du gouvernement américain sur les ressources mondiales et les peuples est indéniable, il n'existe pas de super-impérialisme — c'est-à-dire que l'impérialisme américain, malgré toutes ses pirouettes, ne peut échapper aux contradictions inhérentes à son propre système économique, pas plus qu'il ne peut éviter d'intégrer dans tous les aspects de son fonctionnement l'ensemble des barils de poudre du monde.

Prenons, par exemple, la guerre en Irak. Elle était censée être une promenade de santé, selon Bush et ses généraux. Souvenez-vous : Bush avait même proclamé la victoire finale en Irak depuis le pont d'un porte-avions dans le golfe Persique, quelques semaines à peine après l'invasion.

Cela a été tout sauf une promenade de santé pour l'impérialisme. Non seulement les Etats-Unis s'enfoncent toujours plus profondément dans le borbier de l'Irak et du Moyen-Orient, mais la guerre cause des ravages sérieux à l'économie américaine, soutirant des ressources nécessaires au fonctionnement normal de l'ensemble de l'économie capitaliste.

En rapport avec ce qui se transforme en borbier, le député Murtha et toute une aile des militaires de haut rang croient apparemment désormais que la guerre en Irak ne peut plus être gagnée. Ils pressent Bush de retirer les troupes américaines le plus tôt possible, sachant que, disent-ils, les troupes américaines elles-mêmes sont responsables de la violence croissante et du bain de sang en Irak. Ils appellent Bush à se fier à des forces de remplacement provenant d'autres pays, avec une présence militaire américaine restreinte et une force de "frappe rapide" basée dans la région en cas d'urgence en Irak.

Cette aile des classes dirigeantes américaines ne défend pas pour autant le droit des Irakiens à disposer d'eux-mêmes. Pas du tout. Elle est pour le maintien de l'occupation, mais sans implication directe des troupes américaines. Elle pense que la présence massive de troupes américaines est en train de saper l'occupation et la possibilité de sécuriser l'Irak pour les Halliburton et les Bechtel.

Une fraction de cette aile est également très inquiète des dommages que la guerre occasionne à l'économie américaine. L'un des plus bruyants critiques de l'administration, le sénateur républicain du Nebraska, Chuck Hagel, soutient qu'une rallonge de 500 milliards de dollars pour les dix prochaines années en Irak — chiffre plutôt modéré — "*déséquilibrerait les priorités fiscales américaines*".

Hagel et d'autres soutiennent que ce serait une folie, en termes financiers, d'asseoir l'économie américaine sur une dette toujours croissante, sachant que la guerre est financée par des dépenses défici-

taires qui dépassent largement des processus budgétaires normaux.

Bush et les généraux de son camp continuent cependant à proclamer que “la guerre peut être gagnée”, et que tout indice de “fuite précipitée” ne ferait qu’aider et encourager “l’ennemi”. Ils soutiennent que les forces de remplacement provenant d’autres pays ne sont tout simplement pas suffisantes pour maintenir le niveau d’engagement des troupes nécessaire à la soumission des insurgés et rejettent le point de vue selon lequel les troupes américaines sont par elle-mêmes la source de la violence. Ils vont plus loin et insistent sur le fait que, si le gouvernement américain retire ses troupes, les insurgés prendront le contrôle du pays, rendant impossibles les “réformes économiques” — c’est-à-dire la privatisation de l’économie et le transfert de tous les avoirs aux Bechet et aux Halliburton.

Ce débat au sein des cercles dirigeants américains s’intensifie chaque jour passé en Irak. Alors que la pression des travailleurs à travers le pays continue à monter, le débat entre ces deux positions semble devoir être résolu en faveur des partisans du retrait, même si rien n’est acquis. Bien des choses peuvent se passer entre-temps, qui modifieraient ce scénario.

Le prétendu comité “*Dehors maintenant*” du Parti démocrate — organisé autour de Murtha, Barbara Lee, de Californie, et Jim McGovern, du Massachusetts — s’exprime plus fortement contre la guerre américaine en Irak. La dirigeante de la minorité démocrate à la Chambre, Nancy Pelosi, les a maintenant rejoints, même si elle dit ne pas prévoir d’exercer de lobbying contre la guerre.

La majorité de ces démocrates ne s’opposent pas à la poursuite de l’occupation de l’Irak. McGovern, par exemple, appelle à la poursuite du financement américain de l’armée irakienne et de la police secrète. Murtha appelle au maintien de bases militaires en Irak. Aucun d’entre eux n’a mis en question la privatisation totale de l’Irak.

Mais ces démocrates constituent une petite minorité dans leur propre parti. Howard Dean, qui, il y a peu, reprochait à Bush d’être parti en guerre contre l’Irak, a maintenant été promu président du comité national démocrate, où il a essentiellement été bâillonné. Il ose à peine jeter un coup d’œil de temps en temps à ces sujets. Son rôle est de maintenir la cohésion de la maison

démocrate et de lever des fonds. Il ne peut évidemment pas dénoncer la guerre, alors qu’il doit courtiser les grandes entreprises pour obtenir des fonds et que ce sont elles qui tirent bénéfice de la guerre. (Nous devons rappeler que, lors de la dernière élection, John Kerry a dit à un groupe de dirigeants financiers qu’il ferait un meilleur P-DG des Etats-Unis que Bush. En fait, Kerry a reçu plus de fonds d’entreprises que Bush. C’est ainsi que la classe dirigeante finance les deux tendances de son parti : les républiques.)

Un autre débat, dans les cercles dirigeants du capital financier américain, tourne autour de la question de la place de l’économie américaine dans l’économie mondiale. Comme nous en avons été témoins depuis plus de deux décennies, certains secteurs de l’oligarchie de l’Est et du Midwest des Etats-Unis ont reçu comme une claque la délocalisation constante des usines américaines. Des régions entières des Etats-Unis sont maintenant des friches industrielles et les capitalistes n’ont pas tous bénéficié de parachutes dorés.

Ce secteur de la classe dirigeante américaine se sent supplanté par les nouvelles tendances de la mondialisation et pousse à des mesures protectionnistes contre les produits, tant industriels qu’agricoles, qui proviennent de l’étranger. Ce problème est particulièrement criant dans le cas de produits agricoles en provenance du Brésil et de l’Argentine. Ce débat s’est à nouveau également manifesté à propos de la Chine. Le démocrate Richard Gephardt, élu au Congrès, est le plus représentatif de l’aile du secteur de la classe dirigeante qui pousse au protectionnisme. Les démocrates et certains républicains du Midwest le rejoignent en cela.

Mais ni les “protectionnistes” ni les “libre-échangistes” ne sont les amis de la classe ouvrière. Ces deux points de vue mettent les travailleurs en concurrence plutôt que de promouvoir la solidarité internationale nécessaire à la lutte contre les attaques des multinationales contre les emplois et les droits des travailleurs. Il est nécessaire de s’opposer à ces deux points de vue.

Cela nous ramène aux dilemmes que rencontrent ceux qui sont à la barre de l’économie américaine. Certains soutiennent que l’économie américaine doit s’adapter à la nouvelle direction que prend la mondialisation. La place des Etats-Unis

dans la nouvelle économie mondiale sera, selon eux, celle d'un fournisseur de hautes technologies et d'industries de service. Si les Chinois et les Coréens sont capables de produire des voitures moins chères, qu'il en soit ainsi.

Ce secteur est généralement plus étroitement lié au capital financier international, aux banques, aux sociétés de courtage et aux spéculateurs en Bourse, qui font des profits énormes en dehors de la sphère de production, c'est-à-dire par la spéculation (*pour un exposé complet de ce processus, voir Lutte des classes et mondialisation, chapitres 2 à 5*).

Mais d'autres secteurs soutiennent que les États-Unis ne peuvent rester longtemps une puissance économique dominante si toutes leurs industries sont délocalisées et s'il est nécessaire de s'appuyer sur des transports utilisant du pétrole (avions et bateaux) pour ramener les biens sur le marché américain. Avec l'instabilité mondiale, et particulièrement celle des pays producteurs de pétrole, le tableau n'est pas vraiment rassurant, insistent-ils (...).

La débâcle de l'industrie automobile américaine est l'élément le plus alarmant pour tous les secteurs du capital financier américain. Mais ils n'ont pas d'autre solution à leur malheur que d'exiger des travailleurs des concessions toujours plus importantes, concessions qui ne permettent même pas de préserver les emplois et les usines. Même après que les membres de l'UAW ont accepté tous les reculs réclamés par les patrons et la direction syndicale (tous engagés depuis plus de deux décennies dans des plans frauduleux de coopération capital-travail), les patrons ont cependant fermé les usines et les ont transportées au Mexique ou en Asie (...).

General Motors est au bord de la banqueroute. Les travailleurs du secteur automobile se rassemblent dans des conférences et des réunions à travers le Midwest pour définir un programme de contre-attaque. Les discussions se sont jusqu'à maintenant concentrées sur des campagnes de grève du zèle et des actions ciblées.

Des syndicalistes, regroupés autour du journal *The Organizer*, ont commencé à parler de la nationalisation des usines pour maintenir l'emploi (...).

Il y a au Canada, où l'aile gauche du Nouveau Parti démocrate canadien appelle

à la nationalisation de l'industrie pétrolière, une campagne en relation avec la nôtre.

Bill Onasch, dans le dernier numéro de *The Organizer*, remarquait que l'industrie automobile pourrait, avec de nouveaux équipements, construire des voitures hybrides, des bus et des systèmes de transports collectifs plus efficaces et écologiques. La dépendance aux énergies fossiles, remarque-t-il, est suicidaire. Avec l'envolée des prix du pétrole, l'industrie est non seulement myope, mais aussi responsable de la perte d'emplois industriels aux États-Unis.

L'article d'Onasch souligne la dépendance de l'industrie automobile et des autres envers les conglomérats pétroliers qui dirigent l'économie et contrôlent le corps politique. La proposition de nationaliser les industries automobile et pétrolière n'est pas utopique. C'est la seule manière de réorganiser cette industrie et de construire les voitures du futur, tout en maintenant l'emploi dans ce pays. Les travailleurs ne peuvent attendre que l'industrie automobile soit totalement décimée et délocalisée pour se poser ces questions (...).

Et la liste des malheurs économiques continue sans fin — de la faillite des retraites de United Airlines au nombre croissant de banqueroutes dans tous les secteurs de l'économie, à l'envolée des coûts du système de santé, etc. (...).

La majorité de la classe ouvrière est frappée par les vagues de licenciements et de fermeture d'usines. Compte tenu de la loi Taft Hartley Act et des autres lois anti-ouvrières, elle ne bénéficie pas, à proprement parler, du droit de grève. Et avec le Patriot Act, les droits démocratiques et civils sont attaqués comme ils ne l'ont jamais été. On construit des murs le long de la frontière pour empêcher l'entrée des travailleurs migrants chassés de leurs emplois et de leurs lieux d'origine par ce même programme de libre-échange qui décime tout à travers les États-Unis. De nouvelles lois sur les travailleurs saisonniers mexicains sont en train d'être adoptées pour surexploiter les travailleurs latino-américains et les priver de tout droit. C'est cela, et bien d'autres choses, le visage des États-Unis au début du XXI^e siècle (...).

Il n'y a pas de meilleure illustration de la division sociale profonde et fondamentale dans notre pays que ce qui s'est passé à La Nouvelle-Orléans et sur la côte du golfe du

Mexique pendant et après l'ouragan Katrina. Notre journal a dénoncé la complicité criminelle de l'administration Bush dans la mort de milliers de personnes. Dans notre prochain numéro, nous prolongerons ce reportage avec un exposé sur le nettoyage ethnique (pour utiliser un terme employé par Black Workers For Justice) des rési-

dents noirs de cette région, qui se sont mobilisés en nombre pour réclamer des réparations, le droit de revenir dans leurs maisons et le financement de la reconstruction de leurs communautés, comme ils le désirent, et non selon les diktats des Halliburton et autres spéculateurs fonciers.

III. Les défis auxquels le mouvement syndical est confronté et nos tâches

Au fil des éditoriaux publiés cette année par notre journal, nous avons défini une position claire vis-à-vis de la crise et de la scission du mouvement ouvrier. Nous devons cette orientation au fait d'être largement respectés au sein du mouvement ouvrier. Cela a également considérablement contribué à éviter certains des pièges potentiels qui auraient pu facilement mener à une division permanente entre les syndicats, que ce soit au niveau de l'Etat ou au niveau local. Le supplément *Unité et Indépendance* que publie notre journal est devenu un instrument majeur nous permettant de mettre en avant notre orientation lutte de classe, en relation avec les problèmes posés dans les syndicats. (Il est important que, dans le mouvement syndical, tous les camarades diffusent très largement le journal et son supplément auprès des travailleurs qu'ils côtoient.)

Il est nécessaire de dire d'emblée que notre analyse de la crise du mouvement ouvrier américain et les propositions que nous avons avancées pour y faire face ne procédaient pas d'une analyse strictement nationale. En tant que courant révolutionnaire international, en tant que marxistes, nous comprenons qu'il est nécessaire de partir de la situation politique internationale pour pouvoir définir pleinement nos tâches dans n'importe quel pays donné. Ce sont Marx, Engels, Lénine et Trotsky qui nous l'ont enseigné. Cela est particulièrement juste pour ce qui concerne les principaux bouleversements qui traversent le mouvement syndical à l'échelle internationale. Partout, dans chaque continent, l'impasse à laquelle mène la politique des directions syndicales, combinée à la marche au corporatisme organisée par la classe dirigeante

(c'est-à-dire la marche à l'intégration des syndicats et des organisations politiques de la classe ouvrière à la mise en œuvre des attaques du capital contre les travailleurs), provoque des divisions profondes dans le mouvement syndical.

Si nous nous en étions tenus à des critères strictement nationaux pour analyser la scission au sein de l'AFL-CIO, nous aurions pu facilement considérer que ce qui opposait la direction de l'AFL-CIO à ce qui devait devenir la coalition Gagner par le changement relevait d'une opposition entre la peste et le choléra. A première vue, les syndicats de la coalition demandaient simplement que la direction de l'AFL-CIO applique son propre programme d'organisation élaboré en 1995-1996 (ils appelaient à consacrer plus de ressources financières aux campagnes d'organisation et moins au soutien des candidatures aux élections).

Mais à lire les textes publiés par l'opposition dirigée par Stern, il était clair qu'il y avait beaucoup plus que cela derrière la scission. A la surface des choses, il s'agissait de questions d'argent consacré aux campagnes d'organisation et de restructuration du syndicat, mais, en toile de fond, il s'agissait également de l'introduction d'une conception différente du syndicalisme. Parce que nous constituons une organisation politique internationale et que nous avons suivi avec la plus grande attention les événements survenant dans le mouvement ouvrier international, nous avons été alertés par le langage employé et avons immédiatement compris que Stern et consort ne faisaient qu'exprimer sur l'arène américaine l'orientation même qui sous-tend la proposition de fusion entre la CISL et la Confé-

dération mondiale du travail (CMT), et qui mène au ralliement aux plans mondiaux de collaboration capital-travail.

Il ne fait aucun doute que cette situation est marquée par un paradoxe apparent : dans ce débat, Stern et ses amis apparaissent comme se situant à gauche, pour ainsi dire, dans la mesure où ils argumentent contre le soutien apporté aux hommes politiques démocrates et en faveur de l'augmentation des ressources financières consacrées aux campagnes de syndicalisation. Alors, comment serait-il possible qu'en même temps, leur position soit encore plus à droite que celle de la direction de l'AFL-CIO lorsqu'on aborde le partenariat avec les patrons ?

En réalité, il n'y a là rien de paradoxal. Le fait est que Stern et compagnie formulent très explicitement — bien plus explicitement que Sweeney et compagnie — le langage du corporatisme. Stern est celui qui s'en prend au mouvement ouvrier pour être *“trop orienté sur la lutte des classes”* (discours lors de la convention de fondation de la coalition Gagner par le changement, à Saint Louis). C'est lui qui dit ouvertement qu'il est nécessaire de collaborer avec les multinationales et d'établir des partenariats avec elles dans le cadre de la nouvelle économie mondiale.

Mais il ne s'agit pas simplement d'une question de discours. Après tout, Sweeney profère nombre de propos similaires, bien que peut-être moins ouvertement. Le fait est que les syndicats de la coalition Gagner par le changement ont été les premiers à organiser et à participer à l'UNI, organisation qui représente un très grand danger pour le mouvement syndical, tant dans notre pays qu'à l'échelle internationale. L'UNI est un instrument corporatiste, dont le but est de rassembler les syndicats et le patronat pour faire face en commun aux “défis” du XXI^e siècle. Ce n'est pas une organisation fondée sur les principes du mouvement syndical, c'est-à-dire sur la défense des intérêts des travailleurs face aux patrons (un tel langage est à la base de l'existence de l'AFL-CIO et de la CISL, par exemple). Un coup d'œil même rapide au site Internet de l'UNI et de ses campagnes suffit à révéler qu'il s'agit d'un instrument visant à transformer les syndicats en ONG et à les pousser sur la pente glissante menant à leur destruction en tant que syndicats défendant les intérêts des travailleurs.

Ce n'est pas par hasard si l'UCFW (l'un des syndicats de la coalition Gagner par le

changement) est à la direction de l'UNI. Ce n'est pas fortuitement que le récent congrès mondial de l'UNI s'est tenu à Chicago, quelques semaines seulement après le congrès national de l'AFL-CIO. Que le syndicat des Teamsters et le SEIU consacrent d'énormes ressources financières à l'UNI et à ses campagnes ne relève pas du hasard. Pas plus que le fait que Stern tienne le même langage corporatiste que l'UNI.

La direction de l'AFL-CIO prend la même voie. Il n'y a aucun doute. Nous ne les dédouanons en aucune manière. Sweeney est totalement impliqué dans la fusion CISL-CMT, une fusion qui va marquer un moment décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Stern soutient également cette fusion et a annoncé l'intention de la coalition Gagner par le changement de rejoindre la nouvelle structure syndicale à laquelle la fusion de la CISL et de la CMT va donner naissance.

Il est sûr que, dans notre pays, certains, à gauche, vont répondre : *“Mais qui se soucie de telles fusions ?”* (...).

Il y a une différence qualitative, une différence fondamentale entre un prétendu syndicat ou une prétendue confédération ONGisée et intégrée (telle que la CES en Europe, par exemple) et les confédérations ouvrières existant dans chacun des pays d'Europe. Bien que ces confédérations subissent une pression considérable dans le sens de l'intégration, pression organisée dans le cadre de la CES et relayée au sein même des appareils de ces organisations dans chaque pays, elles restent cependant des confédérations ouvrières, qui constituent la classe ouvrière en classe organisée consciente de ses intérêts.

Le combat pour le syndicalisme authentique et une politique de classe passe par ces organisations. Nous devons combattre pour préserver ces syndicats en tant que syndicats indépendants des patrons et de l'Etat.

Nous ne sommes pas neutres face à une offensive concertée visant à tenter de transformer le mouvement syndical international en ONG via l'UNI et l'offensive corporatiste. Nous sommes du côté de ceux qui défendent les statuts de l'AFL-CIO, les plus belles pages de son histoire — l'AFL-CIO elle-même —, nous sommes contre toutes et chacune des tentatives visant à lui substituer un organisme de type UNI, où il est clairement dit que les syndicats et les pa-

trons sont tous partie intégrante de la société civile, qu'ils ont des intérêts communs et que, afin d'œuvrer à la promotion effective de ces intérêts communs, des partenariats s'inscrivant dans les structures de la mondialisation sont nécessaires.

Il est vrai que la majorité des travailleurs de ce pays, la plupart des syndicalistes ne connaissent pas l'UNI. Ils ne savent rien de la fusion de la CISL avec la CMT. En fait, même si l'AFL-CIO est depuis des années la principale force motrice de la CISL, la plupart des travailleurs n'ont jamais entendu parler de la CISL.

La plupart des travailleurs, si on le leur demandait, n'aborderaient aucune de ces questions dans leurs discussions sur les raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier des États-Unis a connu une scission. Tout cela est vrai. Mais cela ne signifie pas le moins du monde que ce que nous disons des dangers que représente l'UNI ou cette fusion à venir entre la CISL et la CMT soient moins réels — ou que cela atténue pour autant la menace pour le mouvement ouvrier américain.

Ainsi, lorsque la scission de l'AFL-CIO était à l'œuvre, nous avons pris position contre la scission. Nous étions opposés à la scission. Nous avons expliqué qu'une telle scission était injustifiée, sans principes, et était potentiellement porteuse de répercussions désastreuses pour les syndicalistes, tant aux niveaux national qu'international. Nous avons combattu pour maintenir l'unité de l'AFL-CIO et trouver des solutions aux questions d'organisation et de restructuration des fédérations. Nous nous sommes exprimés sur la question de la restructuration, nous avons expliqué que ni le syndicalisme verticaliste ni les fusions imposées n'étaient la solution.

Pour ce qui concerne le Parti démocrate, nous n'avons pu que constater l'hypocrisie de syndicalistes tels que Stern, qui expriment des désaccords avec les démocrates tout en continuant à les financer, ou même qui affirment leur volonté de soutenir les républicains.

Répetons-le, cela ne signifiait pas que nous dédouanions la bureaucratie de l'AFL-CIO. Pas le moins du monde. Mais l'aile qui prenait l'initiative de la scission et se présentait comme une alternative "à gauche" n'avait rien à voir avec cela. Il nous a fallu traiter spécifiquement de ces

questions, dans le détail, avec la plus extrême précision, afin d'empêcher que les syndicalistes ne se rallient à un point de vue totalement faux, défendu par certains, selon lequel Stern et l'aile qu'il dirigeait créaient peut-être une formation du type CIO, comme l'avait fait John L. Lewis, du syndicat des mineurs, à la fin des années 1930. La scission dirigée par le syndicat SEIU n'avait rien à voir avec le CIO. C'est pourquoi il était essentiel de combattre cette confusion délibérée.

En même temps, dans nos structures syndicales, nous avons combattu toute tentative visant à répercuter au niveau local ou de l'État la scission intervenue au niveau national. A San Francisco, nous avons lancé une campagne afin d'assurer que les syndicats de la coalition demeurent membres des unions régionales et locales de l'AFL-CIO. Cette campagne, qui est passée par l'adoption d'une résolution dans ce sens, a reçu le soutien de syndicats appartenant à chacun des deux camps au sein de l'union locale de San Francisco. Elle a été prise comme modèle pour des résolutions similaires à travers le pays. En fait, la campagne que nous avons lancée à l'union locale de San Francisco a été reprise de manière concertée par des dizaines de dirigeants d'unions locales ou régionales lors du congrès national de Chicago de l'AFL-CIO et dans les mois qui ont suivi (...).

Comme chacun s'y attendait, c'est au congrès national de Chicago de l'AFL-CIO que la scission est intervenue. Sweeney a conclu le congrès en appelant à l'exclusion de tous les syndicats de la coalition Gagner par le changement des unions régionales et locales de l'AFL-CIO. Ses ordres étaient sans ambiguïté. Une telle mesure aurait constitué un désastre pour le mouvement ouvrier américain. Mais la frange unitaire de dirigeants des unions locales et régionales, que nous avons aidé à constituer à partir de l'union locale de San Francisco, ne resta pas muette lors du congrès national de Chicago et réussit à faire entendre sa voix. Finalement, cette voix fut entendue (...).

Dans cette partie, nous n'avons pas été des observateurs depuis le banc de touche. A chaque étape, nous avons combattu pour l'unité et l'indépendance du mouvement syndical. Une fois la scission au niveau national des syndicats consommée lors du congrès de l'AFL-CIO, nous avons décidé

de lancer un supplément à *The Organizer*, intitulé *Unité et Indépendance*. Cette décision n'était pas contradictoire à ce que nous avons dit et fait préalablement ; c'était simplement l'expression que prenait la campagne à une nouvelle étape du combat.

Le lancement d'*Unité et Indépendance* a reçu un soutien important et a été accueilli avec enthousiasme à travers le mouvement ouvrier. Nous avons pu recueillir des interviews de participants de premier plan aux débats, de chacun des deux camps. Nous avons l'intention d'approfondir la discussion et d'aller beaucoup plus loin en relation avec les objectifs de ce bulletin : promouvoir l'unité syndicale à tous les niveaux, promouvoir l'indépendance syndicale vis-à-vis :

— De tous les plans de collaboration capital-travail : (...) nous continuerons à rendre publics et à apporter notre soutien à tous les efforts déployés par les militants de base à Delphi, General Motors et Ford pour s'opposer aux concessions majeures exigées par les patrons avec la complicité directe de la direction de l'UAW. Il n'est pas possible d'engager le combat contre le corporatisme et la "nouvelle gouvernance mondiale" à l'échelle internationale sans mener le combat contre leurs expressions nationales : les plans de partenariat (...).

— Des partis des patrons (démocrates et républicains) : ce supplément nous permettra de poursuivre la discussion et la campagne pour la présentation de candidats ouvriers indépendants aux élections de 2006 et 2008, ainsi que la campagne pour le Labor Party, et en particulier la campagne électorale du Labor Party en Caroline du Sud.

— Des institutions du capitalisme mondial et des structures de la "nouvelle gouvernance mondiale" : cela inclut le fait d'alerter le mouvement ouvrier sur les dangers que représentent la fusion CISL-CMT, ainsi que l'UNI. Pour être efficace, cela signifie que nous devons dévoiler le rôle joué, entre autres, par la CES en Europe, ainsi que par le Forum syndical du Cône Sud, qui vient de se constituer au sein de MERCOSUR (...).

Contre le mouvement syndical américain, il existe une autre forme d'attaque du type ONG, qu'il nous faut connaître et combattre. Ce n'est pas au niveau de l'UNI, mais elle n'en est pas moins dangereuse. En fait, par certains aspects, il s'agit d'un danger plus immédiat et plus proche des syndi-

calistes et des militants avec lesquels nous travaillons quotidiennement.

Dans le numéro de janvier-avril 2005 du magazine *Links*, Malik Miah, Barry Sheppard et Caroline Lund — anciens dirigeants du SWP et toujours liés à la mouvance altermondialiste dont le SU est l'axe — ont écrit un article sous le titre "*Des syndicats indépendants : la perspective du mouvement ouvrier américain*" (...). Sheppard et Miah étaient des dirigeants de l'AMFA et ont mené campagne pour que, dans une première étape, l'AMFA quitte le syndicat national des mécaniciens.

Le contenu de l'article est résumé dans le paragraphe suivant :

"(...) L'AFL-CIO n'est plus viable en tant que fédération unificatrice permettant de promouvoir efficacement les intérêts du mouvement ouvrier dans le paysage politique et économique actuel. Elle ne peut pas être réformée afin de conduire le combat de la classe ouvrière contre la classe des employeurs (...). Il est temps de reconnaître cette réalité. Nous devons commencer par dire la vérité, par montrer aux travailleurs que les syndicats actuellement affiliés à l'AFL-CIO ne peuvent pas être redressés. Les travailleurs peuvent s'organiser pour que leurs syndicats quittent l'AFL-CIO (...)."

Miah, Sheppard et Lund critiquent les différents regroupements qui se sont constitués dans les syndicats pour les réformer en raison de "*la vision autolimitatrice dont il font preuve et de leur refus de dépasser la structure actuelle de l'AFL-CIO*". Ils poursuivent en faisant les louanges de l'AMFA (syndicat des mécaniciens du transport aérien), présenté comme l'exemple à suivre.

Cette orientation politique est criminelle.

L'AMFA est un syndicat de métier, et en est fier. Si vous consultez le site Internet de l'AMFA, vous verrez qu'ils éprouvent un profond mépris pour les syndicats interprofessionnels dont ils ont été adhérents, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de travailleurs moins qualifiés (...). Le syndicalisme de métier constitue une régression pour le mouvement ouvrier. Et c'est précisément le point de vue élitiste, individualiste, de l'AMFA qui a aidé à l'isolement de ses propres travailleurs lors de la grève de la compagnie Northwest Airlines. Le mépris affiché par l'AMFA à l'égard du mouvement ouvrier dans sa totalité a rendu difficile l'organisation de la solidarité de la part de ce

même mouvement ouvrier (...). Ils (*Miah, Sheppard et Lund*) se sont ralliés à l'opinion développée par les ONG selon laquelle les syndicats traditionnels constituent, dans le meilleur des cas, un héritage du passé, et que de nouvelles formes d'organisation ouvrière, plus modernes, plus "démocratiques", sont nécessaires dans la nouvelle économie mondiale.

Miah, Sheppard et Lund sont de fervents supporters du magazine *Labor Notes*. Miah et Sheppard figurent parmi ceux qui écrivent le plus sur cette question dans *Labor Notes*, ainsi que dans *Against the Current* ("Contre le courant", publication du groupe Solidarity). Ils saluent régulièrement le modèle de "démocratie participative" de Porto Alegre comme "la forme la plus élevée de la démocratie".

Il importe peu à ces auteurs que les principales décisions concernant les questions budgétaires (tout particulièrement la décision d'honorer la dette externe) soient prises au plus haut niveau du gouvernement en application directe des exigences du FMI, à commencer par le paiement de la dette externe (...).

En fait, ce procédé, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, a été salué par la Banque mondiale comme le meilleur moyen d'obtenir que les travailleurs et les pauvres mettent en œuvre leurs propres plans d'austérité. Pour ces auteurs, tout ce qui compte, c'est que les travailleurs "participent démocratiquement" à l'exercice.

Il importe peu à ces auteurs que le syndicalisme de métier ait supplanté le syndicalisme interprofessionnel, ou que l'élitisme, lorsqu'il ne s'agit pas directement de racisme vis-à-vis des travailleurs les moins qualifiés, soit devenu monnaie courante dans le syndicalisme de l'AMFA. Tout ce qui compte, c'est que les travailleurs impliqués décident "démocratiquement", à supposer que ce soit réellement le cas (...).

Ce qu'il y a de criminel dans ce que proposent ces auteurs, c'est la campagne systématique pour que **tous** les syndicats se désaffilient de l'AFL-CIO (ou de la coalition Gagner par le changement, qu'ils rangent dans la même catégorie que l'AFL-CIO en disant qu'elle relève du même problème).

Nous avons affaire à une orientation qui vise à détruire le mouvement syndical existant pour y substituer des organisations de type ONG, allant des syndicats de métiers

jusqu'à n'importe quoi en passant par les unions locales.

Répetons-le, il est impossible de saisir la gravité du danger que cela représente si on ne replace pas cette orientation dans le contexte de la marche générale organisée par les institutions internationales du capitalisme pour détruire les syndicats et les intégrer, à travers les structures des ONG et de la "société civile", aux structures mêmes de la mondialisation.

Il y a un autre point important, qui mérite d'être noté : Miah, Sheppard et Lund ne sont pas uniquement syndicalistes. Ce sont des figures de premier plan de *Labor Notes* et de Solidarity, et, ce qui est encore plus important, ce sont des partisans de premier plan des Verts. Comme nous allons l'analyser plus loin dans cette section de notre résolution sur le "centrisme réactionnaire aux Etats-Unis de nos jours", Solidarity, section sympathisante du SU aux Etats-Unis (avec Socialist Action), pousse à une fusion entre Solidarity, ISO et l'aile Camejo des Verts (ils sont connus sous le nom d' Avocado Greens, à la suite de la déclaration prononcée par Camejo, dite "Déclaration Avocado"). L'objectif de cette fusion, disent-ils, est de renforcer "l'aile gauche" des Verts. Une telle fusion donnerait naissance à un obstacle centriste réactionnaire d'importance majeure, tant sur la voie de la construction du Labor Party dans ce pays que sur celle de la construction de la section de la IV^e Internationale. Ne serait-ce que pour cette raison, nous devons prendre avec le plus grand sérieux l'orientation syndicale de Solidarity.

Il faut dire un dernier mot sur la grève de l'AMFA avant de passer au point suivant de notre résolution. La grève de l'AMFA est en train de pourrir sur pied. La responsabilité principale en incombe à l'AFL-CIO et aux syndicats de la coalition Gagner par le changement. En dépit des états de service pourris de l'AMFA, de son syndicalisme de métier, de l'odieuse orientation impulsée par leurs "conseillers" de Solidarity, les travailleurs de l'AMFA subissent les attaques des patrons. Ils sont en grève. Quelles que soient les divergences que nous pouvons avoir avec l'AMFA, nous devons les soutenir. C'est la position que nous avons adoptée dans le journal *The Organizer*.

Alan Benjamin

Retour sur la révolution cubaine

Par Luis Gonzalez

Nous publions ce document élaboré par un camarade de la section espagnole de la IV^e Internationale. Ce document analyse l'origine et l'évolution de la révolution cubaine, sujet complexe et de grande importance du point de vue de la lutte des classes, notamment sur le continent américain. Il s'agit d'une contribution qui, selon nous, mérite d'être soumise à la discussion.

La révolution cubaine est sans aucun doute un des événements les plus importants de la deuxième moitié du XX^e siècle. Elle a marqué le développement politique et l'intervention des divers courants qui se considèrent révolutionnaires, particulièrement en Amérique latine, mais également à l'extérieur.

La révolution cubaine de 1959 réunit diverses caractéristiques particulières : non seulement c'est la première révolution à triompher en Amérique et dans l'hémisphère occidental, mais c'est aussi la première qui se produit à partir de la lutte d'une guérilla rurale et la première dirigée par une organisation (le Mouvement 26 juillet) qui n'était pas dans l'orbite du stalinisme.

Pour les marxistes de la IV^e Internationale, la possibilité qu'un mouvement petit-bourgeois aille plus loin qu'il ne le voudrait sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, jusqu'à constituer un gouvernement ouvrier et paysan, n'est pas nouvelle. Le programme de fondation de la IV^e Internationale affirme :

“La création de ce gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-il possible? L'expérience antérieure nous démontre, comme nous l'avons déjà dit, que cela est, au minimum, extrêmement improbable. Cependant, on ne peut nier catégoriquement, à l'avance, la possibilité théorique de ce que, sous l'influence de circonstances tout à fait exceptionnelles (guerre, défaite, krach financier, pression révolu-

tionnaire des masses, etc.), les partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie."

Ce qui, comme nous allons le voir, est précisément ce qui s'est produit à Cuba : l'expropriation de la bourgeoisie et de la grande propriété foncière, et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan débouchant sur la constitution d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé dès l'origine, sous la direction d'une organisation qui n'avait pas ces questions dans son programme et ses objectifs politiques.

La révolution cubaine a été un encouragement pour les révolutionnaires du monde entier. Beaucoup de militants révolutionnaires ont essayé de suivre mimétiquement le chemin de Fidel Castro et du "Che" Guevara, et se sont lancés dans la guérilla rurale ou urbaine, avec des conséquences terribles pour toute une génération de militants latino-américains. Nombre de courants qui se réclament du trotskysme se sont vus entraîner sur cette voie, particulièrement les militants groupés dans le Secrétariat unifié de Mandel, Maitan, Frank et Hansen (1). Certains d'entre eux ont fini par renier toute référence même formelle au trotskysme et ont embrassé le castrisme comme orientation politique. Après l'époque guérillériste des années 1960 et 1970, quelques-uns ont suivi Castro dans la voie de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme, qui mène Cuba à l'isolement et ouvre la voie au démantèlement de la propriété sociale.

Après l'effondrement des régimes staliniens d'URSS et d'Europe de l'Est, Cuba apparaît pour beaucoup de militants comme une référence. Il faut donc tirer au clair les faits, dire comment s'est déroulée la révolution cubaine. Notre vision est celle des marxistes de la IV^e Internationale. Nous ne voulons l'imposer à personne. Il s'agit d'exposer nos positions et d'ouvrir la discussion.

LA COLONISATION

L'île de Cuba est découverte par Christophe Colomb en 1494, lors de son second voyage. La colonisation espagnole

de l'île commence en 1512, avec l'expédition de Diego Velázquez, qui dirige un groupe d'hommes parmi lesquels se trouvent Hernán Cortés, Pedro de Alvarado, Bernal Díaz del Castillo et Bartolomé de las Casas. En quelques années, une grande quantité de colons à la recherche d'or s'établissent sur l'île et les premières grandes villes sont fondées : La Havane, Santiago de Cuba...

Le premier élan colonisateur est bref et ne dépasse pas 1520, car l'or s'épuise rapidement. Les Indiens sont "répartis" selon le système qui, sous prétexte de les protéger et de les évangéliser, "recommande" une famille ou un village d'indigènes à un colon espagnol. Les épidémies d'origine européenne déciment la population indigène, qui n'a aucune tradition agricole et qui ne s'adapte pas au travail dans les plantations, dans lesquelles le rendement est très faible. En 1540, après 30 ans d'occupation espagnole effective, le nombre d'Indocubains n'atteint pas 5 000, et, en 1570, 1 000. La disparition de la population indigène impose l'importation massive d'esclaves noirs à partir de 1513. Lorsque, en 1519, l'expédition de Cortés dévoile les immenses possibilités du continent, Cuba est abandonnée par la plupart des colons. La Havane (future capitale) ne compte alors que 60 chefs de maisons et Santiago n'en compte pas plus de 30.

A partir du XVI^e siècle, autour de La Havane, commencent à apparaître de nouveaux éléments de rénovation et, à partir de 1560, La Havane devient le rendez-vous des flottes qui retournaient en Europe.

Depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'au milieu du XVIII^e, Cuba reconstruit très lentement sa population : vers 1750, elle compte moins de 240 000 habitants. Au XVII^e siècle, elle devient le deuxième centre de constructions navales d'Amérique, alimentant les flottes, ce qui lui permet d'exporter en même temps du sucre, du cuir et du tabac. A la fin du XVI^e siècle, naissent les premiers "ingenios" (raffineries) de sucre dans la baie de Ma-

(1) Même si, à partir de 1969, Jo Hansen et les dirigeants du SWP ont condamné la lutte de guérilla imposée par le Secrétariat unifié, qu'ils avaient approuvée auparavant.

tanzas, proche de La Havane. En 1595, un afflux massif d'esclaves, plus de 4 000, favorise ce premier développement de la production sucrière.

La consommation de tabac se développant en Europe, Cuba devient, au XVII^e siècle, l'un des centres de production les plus célèbres. La monarchie espagnole essaie d'instaurer un monopole strict du tabac, par la fixation des prix ; les cultivateurs modestes de tabac et les petits propriétaires se soulèvent à trois reprises entre 1717 et 1723, allant même jusqu'à menacer La Havane. L'étendue des côtes cubaines facilite le commerce avec les flibustiers britanniques, français, hollandais, et le commerce intercolonial, qui est interdit.

Pendant la guerre de Sept Ans, les Britanniques occupent La Havane pendant onze mois (1762). Cette occupation démontre la grande valeur stratégique de la ville ; les Espagnols, en la récupérant, y construisent la meilleure forteresse d'Amérique et font de la ville l'un des plus grands centres du commerce colonial. En 1765 est proclamée la liberté du commerce entre Cuba et les principaux ports espagnols. La guerre d'Indépendance des Etats-Unis (1775-1783) est l'occasion d'un commerce direct, autorisé par l'Espagne, entre Cuba et les Etats-Unis. Le soulèvement des Noirs haïtiens (1791-1795) facilite le triomphe des produits cubains, du sucre en premier lieu, sur les marchés européens.

La population passe de 272 000 habitants en 1775 à 362 000 en 1791. Le brusque développement de certains secteurs et la croissance démographique créent de profondes contradictions sociales, qui aggravent les conditions coloniales d'exploitation. Tandis que la population blanche augmentait de 75 %, la population noire avait triplé.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Même si certains membres des classes dirigeantes de l'île expriment une volonté d'indépendance comme dans le reste du continent, Cuba n'obtient pas son indépendance avant la fin du XIX^e siècle, soixante-dix ans après tout le reste de

l'Amérique espagnole. Les tentatives révolutionnaires pour obtenir l'indépendance, qui, au début du XIX^e siècle, avaient triomphé dans tout le continent, échouent à Cuba, essentiellement à cause de l'attitude des classes dominantes de l'île. La bourgeoisie naissante et les prospères propriétaires terriens producteurs de sucre de l'Occident de l'île n'aspirent pas même à une indépendance formelle. Ils préfèrent mille fois leur dépendance à l'impérialisme espagnol que la terrifiante perspective d'une rébellion des esclaves. Ils ont assisté, terrorisés, à la révolte des Noirs de Saint-Domingue, qui avait ruiné la prospérité coloniale de l'île voisine. Les propriétaires cubains, craignant une insurrection similaire dans leur île, dans laquelle les Noirs représentent 56 % de la population, préfèrent collaborer avec la métropole.

De fait, à Cuba, la première insurrection des Noirs, dirigée par Nicolas Morales, éclate en 1795, et la seconde, dirigée par José Antonio Aponte, en 1812. Ces mouvements, nés parmi les Noirs libres des villes, sont facilement dominés et durement réprimés. A partir de 1843 se succèdent diverses rébellions des Noirs dans les exploitations sucrières, dans les plantations de café et dans les entreprises de construction des chemins de fer. Ces soulèvements des esclaves aboutissent à l'établissement entre 1845 et 1846 d'accords pour limiter la traite des esclaves.

A cette époque, l'oligarchie cubaine tient absolument à l'esclavage, base de sa prospérité. En 1810, Cuba envoie deux députés au Parlement de Cadix, et celui-ci approuve cinq des six points que les députés avaient présentés à Cadix, mais refusent ce qui se rapporte au "pacte colonial". Les propriétaires cubains, en réaction au fait que le Parlement avait mis en cause la légitimité de l'esclavage, se tournent vers le camp absolutiste espagnol entre 1814 et 1820, tandis que les colonies sud-américaines prennent leur indépendance. Cuba connaît une période de prospérité, et, en 1818, le roi d'Espagne accorde la liberté de commerce à Cuba.

Au même moment, et pour défendre l'esclavage, une partie des propriétaires cubains pensent que, entre 1842 et 1857, les problèmes de l'île vont se résoudre par son annexion aux Etats-Unis. Des ru-

meurs sur une possible abolition de l'esclavage et une inquiétude causée par les révolutions européennes de 1848 donnent de la force au mouvement "annexionniste".

De 1850 à 1857, plusieurs complots, soutenus par les Etats sudistes, tentent de séparer Cuba de l'Espagne. Nous pourrions considérer la bourgeoisie cubaine comme le paradigme de la soumission à l'impérialisme, qui a caractérisé historiquement toutes les bourgeoisies latino-américaines. Quand la colonisation espagnole s'avérera incapable de les protéger des ouvriers et des paysans cubains, nombreux sont ceux qui opteront pour la recherche d'un nouveau maître, les Etats-Unis d'Amérique.

Cette attitude des classes possédantes détermine la défaite des premières tentatives de lutte pour l'indépendance, lors de la guerre des Dix Ans (1868-1878), engagée par les producteurs de l'Orient de l'île. La guerre des Dix Ans commence dans l'usine de sucre La Demajagua, propriété de Carlos Manuel Céspedes, et dans le village voisin de Yara, où est proclamée la République cubaine (10 octobre 1868, mouvement connu sous le nom "Le cri de Yara"). Les forces espagnoles aux ordres du général Martínez Campos réussissent à étouffer en partie le soulèvement, lequel se termine par la paix signée le 10 février 1878 : la paix de Zanjón.

A cette époque, se produit un changement décisif dans l'économie cubaine : comme fruit du libre commerce octroyé par le roi d'Espagne, l'économie cubaine commence à être de plus en plus dépendante des Etats-Unis, lesquels absorbent 40 % des exportations, contre 12 % seulement pour l'Espagne.

A partir de 1890 commence un nouveau combat pour l'indépendance. José Martí fonde en 1892 le Parti révolutionnaire cubain, explicitement séparatiste. Sous sa direction commence, le 29 janvier 1895, un soulèvement contre la colonisation espagnole. La guerre éclate un mois après que Martí ordonne le soulèvement, le 24 février 1895 (connu sous le nom "Le cri de Baire").

José Martí est tué par les forces espagnoles en mai 1895, et, en quelques mois, meurent au combat d'autres dirigeants des indépendantistes cubains, tels que An-

tonio et José Maceo. La lutte contre les révolutionnaires cubains est dirigée par le général espagnol Valeriano Weiler, qui met en route, afin d'affaiblir le soutien de la population aux rebelles, la politique de "concentration", par laquelle il oblige la population rurale à se regrouper dans les villages occupés par les troupes espagnoles, villages qui sont bientôt entourés de barbelés et de fortifications : s'ils ne se "concentraient" pas, les paysans étaient considérés comme rebelles et jugés comme tels. Dans ces "camps de concentration" errent des hommes affamés et malades, des femmes et des enfants. On calcule qu'entre 300 000 et 500 000 d'entre eux moururent (pratiquement le tiers de la population rurale de l'île).

La politique brutale de Weiler semble sur le point d'infliger la défaite aux rebelles cubains. L'Espagne décide alors, en octobre 1897, de le remplacer par Blanco et d'offrir à Cuba une autonomie limitée. Mais les Etats-Unis entrent alors en action.

INDÉPENDANCE SOUS LA TUTELLE DES ÉTATS-UNIS

Le gouvernement des Etats-Unis avait permis que les révolutionnaires cubains soient saignés à blanc. Il estime alors que le moment est venu de prendre des mains de l'Espagne la possession de l'île. Il avait envoyé à La Havane le cuirassier *Maine*, le 25 janvier 1898, sous prétexte de protéger ses ressortissants. Le 16 février, le *Maine* explose dans des circonstances étranges, toujours non éclaircies aujourd'hui, bien que l'explication la plus plausible est celle qui consiste à dire que les Etats-Unis cherchaient ainsi un prétexte pour justifier une intervention directe.

En avril, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne. La supériorité de l'armée et de la marine des Etats-Unis s'impose très vite. Les Espagnols doivent abandonner l'île, vaincus et contraints de signer un traité de paix (traité de Paris) avec les Américains sans la présence d'aucun délégué cubain. Le 1^{er} janvier 1899, un gouverneur américain, Leonard Wood, prend possession de l'île, pour une occupation militaire qui va durer quatre ans.

Mais lorsqu'on octroie l'indépendance à Cuba, c'est une indépendance totalement édulcorée, par l'introduction dans la Constitution cubaine de l'"amendement Platt".

L'appendice constitutionnel, sous ultimatum américain, est accepté par la Convention cubaine lors de la session du

12 juin 1901. En vertu de cet amendement infamant, le gouvernement des Etats-Unis obtient le 23 février la cession perpétuelle de la base navale de Guantánamo, qui occupe 116 km². Cette cession est signée par Tomás Estrada Palma, lui-même citoyen des Etats-Unis, qui sera le premier président de Cuba.

L'"amendement Platt"

« En application de la déclaration contenue dans la résolution adjointe approuvée le 20 avril mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, intitulée "Pour la reconnaissance de l'indépendance du peuple cubain", et qui exige que le gouvernement d'Espagne renonce à son autorité et gouvernement sur l'île de Cuba, et retire ses troupes terrestres et maritimes de Cuba et des eaux de Cuba, et qui ordonne au président des Etats-Unis qu'il fasse usage des forces terrestres et maritimes des Etats-Unis pour accomplir ces résolutions, le président, par la présente, est autorisé à laisser le gouvernement et le contrôle de ladite île à son peuple, dès qu'il aura été instauré dans cette île un gouvernement émanant d'une Constitution, dans laquelle, comme partie intégrante ou dans un article agrégé à elle, soient définies les futures relations entre Cuba et les Etats-Unis notamment, de la façon suivante :

1. Que le gouvernement de Cuba ne signera avec aucune puissance aucun traité ou autre accord qui puisse amoindrir ou tendre à amoindrir l'indépendance de Cuba, ni qu'il autorise de quelque manière que ce soit ou permette à quelque pouvoir ou pouvoirs étrangers d'obtenir, par colonisation ou pour des buts militaires et navals, une base ou un contrôle sur aucune portion de ladite île.

2. Que le gouvernement n'assumera ou ne contractera aucune dette publique dont le paiement définitif des intérêts et du capital, après que soient couvertes les dépenses courantes du gouvernement, rendrait ses revenus ordinaires insuffisants.

3. Que le gouvernement de Cuba accepte que les Etats-Unis puissent exercer le droit d'intervention pour le respect de l'indépendance cubaine, pour le maintien d'un gouvernement soucieux de la protection de la vie, la propriété et la liberté individuelle, et pour tenir les engagements qui, en ce qui concerne Cuba, ont été imposés par les Etats-Unis dans le traité de Paris, et qui doivent maintenant être assumés et réalisés par le gouvernement de Cuba.

4. Que tous les actes réalisés par les Etats-Unis à Cuba pendant l'occupation militaire soient tenus pour valables, ratifiés, et que tous les droits légalement acquis en leur vertu soient maintenus et protégés.

5. Que le gouvernement de Cuba ordonnera et, quand cela sera nécessaire, réalisera les plans déjà engagés et d'autres que l'on décidera en commun pour la salubrité des populations de l'île, afin d'éviter le développement de maladies épidémiques et infectieuses, en protégeant ainsi le peuple et le commerce de Cuba, ainsi que le commerce et le peuple des ports du sud des Etats-Unis.

6. Que l'île des Pins sera exclue des limites de Cuba proposées par la Constitution, en laissant pour un arrangement futur par traité la question de sa propriété.

7. Que pour mettre les Etats-Unis en condition de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger son peuple, ainsi que pour sa propre défense, le gouvernement de Cuba vendra ou louera aux Etats-Unis les terres nécessaires pour les réserves de charbon ou les bases navales en certains points déterminés que l'on décidera avec le président des Etats-Unis.

8. Que pour une plus grande sécurité dans le futur, le gouvernement de Cuba intégrera les dispositions ci-dessus dans un traité permanent avec les Etats-Unis. »

L'amendement Platt contient, comme nous l'avons vu, trois points importants : la cession de bases militaires américaines en territoire cubain, l'interdiction faite à Cuba de signer des traités ou de faire des prêts sans l'accord préalable des Etats-Unis, et, finalement, le droit pour les Etats-Unis d'intervenir avec leurs forces armées à Cuba pour "*protéger les vies, les propriétés ou les libertés individuelles*". C'est-à-dire que Cuba avait cessé d'être une colonie espagnole, en tant que telle, pour se voir imposer une "Constitution dépendante" des Etats-Unis, avec un amendement qui fixait des limites étroites à la théorique indépendance de l'Etat cubain.

L'amendement sera vite utilisé : en 1906, Estrada Palma, qui avait remplacé Wood à la direction des affaires de l'île en 1902, demande l'intervention militaire américaine lorsque se produit le soulèvement populaire contre notamment l'acceptation de l'amendement Platt. Taft, jusqu'en 1909, Bacon et Magno se succèdent comme gouverneurs de Cuba envoyés par les Etats-Unis.

Avec la dépendance politique et économique des Etats-Unis, l'annexion politique se consolide. Quatre ans après le début de l'occupation, l'American Tobacco Company contrôle 90 % du tabac exporté par Cuba. Les investissements des Etats-Unis à Cuba, qui, en 1896, se chiffraient à 50 millions de dollars, s'élèvent à 160 millions de dollars en 1906, à 205 millions de dollars en 1911 et à 1 200 millions de dollars en 1923. Les trois quarts de l'industrie sucrière appartiennent aux Etats-Unis. A la fin des années 1950, le capital américain est prédominant dans l'économie de Cuba et contrôle 90 % de la production minière, 80 % des services publics, 50 % des chemins de fer, 40 % de la production de sucre, 25 % des dépôts bancaires. 47 % des terres cultivées appartiennent à des propriétaires américains.

L'économie se développe de façon déformée et dans une dépendance quasiment absolue aux intérêts américains. Le pays se transforme en un pourvoyeur de sucre à bas prix et en un marché pour les excédents financiers et la production agricole et industrielle des Etats-Unis.

Certains craignent que cette domination et soumission de Cuba aux Etats-Unis

se termine par une annexion politique (comme cela se produira avec Porto Rico). Ce qui génère un profond sentiment anti-impérialiste parmi les travailleurs et la petite bourgeoisie radicalisée, sentiment qui sera une constante dans la politique cubaine jusqu'à la révolution de 1959. Dans l'évolution politique cubaine, vont se succéder les gouvernements "vendeurs", appuyés par les Etats-Unis, et les gouvernements qui tenteront de s'opposer à l'impérialisme. Ceux-ci seront agressés par les Etats-Unis, qui interviendront militairement à plusieurs reprises.

LA DICTATURE DE FULGENCIO BATISTA

Fulgencio Batista apparaît pour la première fois dans la politique cubaine le 5 septembre 1933, date à laquelle se produit un mouvement militaire contre la dictature de Machado, mouvement dirigé par celui qui alors était le sergent Batista, et qui installe Ramón Grau San Martín au pouvoir. Le coup d'Etat de Batista est mené par les sous-officiers et officiers des rangs inférieurs de l'armée cubaine. Le gouvernement de Grau adopte diverses mesures à caractère progressiste, telles que la réduction à huit heures de la journée de travail, un salaire minimum professionnel, des plans pour l'emploi, des normes minimales de sécurité sur les chantiers et des pensions de retraite. Il dissout les partis politiques qui avaient soutenu la dictature et nationalise la compagnie d'électricité, qui était américaine. Il appelle au gouvernement quelques dirigeants qui mènent une notoire activité anti-impérialiste, comme Antonio Guiteras. Ce gouvernement suscite la réaction des Etats-Unis, dont le gouvernement refuse de reconnaître la légitimité et envoie un croiseur et trois cuirassiers, en guise de premier avertissement, et, peu après, quelques unités navales et plusieurs escadrilles d'avions, et fomentent enfin une insurrection des officiers partisans de Machado.

Grau est finalement obligé de convoquer des élections à une Assemblée constituante, qui se déroulent en avril 1934. C'est Carlos Mendieta qui les rem-

porte. Les paysans sont expulsés des fermes qu'ils avaient envahies et la nationalisation de la compagnie électrique est annulée.

Le 12 juin 1934, est adoptée une nouvelle Constitution, et le droit d'intervention militaire des Etats-Unis prévu par l'amendement Platt est renouvelé. En mars 1935, se produit une grève générale dirigée par les instituteurs et Guiteras, grève brutalement écrasée par l'armée de Batista le 8 mai 1935. Antonio Guiteras est assassiné à El Morrillo.

Entre 1934 et 1937, plusieurs présidents se succèdent, mais toujours sous la tutelle du militaire Batista. En 1940, la Coalition socialiste populaire se présente aux élections à la Constituante. Cette coalition englobe Batista, des communistes et des forces mineures, sous le drapeau de "l'antifascisme".

Le 14 juillet 1940, Fulgencio Batista est élu président de Cuba. Il coopère avec les Alliés et déclare la guerre au Japon, à l'Allemagne et à l'Italie.

Finalement, après la succession de plusieurs présidents, devant l'élection présidentielle pour laquelle les favoris sont les "orthodoxes" (2) et les membres du PC, prêts à faire un pacte et à former le gouvernement, Batista organise un coup d'Etat le 12 mars 1952. Les Etats-Unis appuient sans hésitations le coup d'Etat de Batista.

Parmi ceux qui s'opposent au coup d'Etat émerge l'avocat Fidel Castro, fils d'un riche agriculteur et membre à partir de 1950 de la jeunesse "orthodoxe". Après le coup d'Etat de Batista, Castro dénonce devant le tribunal de la Cour suprême toutes les violations à la Constitution commises par Batista. Le tribunal les examine et décide que la "révolution" est la source de toute loi, et qu'il n'y a pas de raison d'engager un procès.

Castro décide d'opter pour une action armée, et, le 26 juillet 1953, à la tête d'un groupe de jeunes militants, il tente l'assaut de la caserne Moncada, à Santiago de Cuba, capitale de la région orientale. L'assaut, mal préparé, se solde par un échec et la plupart des assaillants sont tués ou arrêtés. Castro est jugé. Il devient célèbre avec sa plaidoirie devant le tribunal (publiée sous le titre "*L'histoire m'absoudra*").

Sous la dictature de Batista, la subordination aux Etats-Unis et la corruption atteignent des sommets jamais connus.

A la fin de son mandat, le capital américain est prédominant dans l'économie de Cuba et contrôle 90 % de la production minière, 90 % de la distribution de l'électricité et du téléphone, 80 % des services publics, 50 % des chemins de fer, 40 % de la production sucrière et 25 % des dépôts bancaires. Le pourcentage de la population non scolarisée est plus élevé que dans les années 1920. Le revenu par habitant est de 312 dollars, qu'il faut comparer aux 829 du Mississippi, l'Etat le plus pauvre des Etats-Unis. Cependant, à La Havane, circulent plus de Cadillac que dans aucune autre ville au monde. A la campagne, 30 000 propriétaires possèdent 70 % des terres agricoles, tandis que 78,5 % des paysans doivent se contenter de 15 % des terres. Quant à la culture de la canne, la prépondérance des grandes propriétés est encore plus marquée : 22 grands propriétaires possèdent 70 % des terres cultivables.

Par ailleurs, la dictature de Batista remet une bonne partie de Cuba entre les mains de la mafia des Etats-Unis. Des capos s'installent à La Havane. C'est le cas de Lucky Luciano, expulsé des Etats-Unis, ainsi que d'autres mafieux, comme Meyer Lansky et Santos Trafficante, qui contrôlent pour la mafia des dizaines de casinos dans lesquels on blanchit les bénéfices de leurs affaires illicites.

Lansky construit en 1955 un casino-hôtel de vingt et un étages, le Riviera. Trafficante contrôle le Sans Souci et les deux ont des intérêts dans le Riviera, le Tropicana, le National, le Sevilla Bitmore, le Capri Hôtel et le Havana Hilton. La Havane devient le paradis de la mafia et est transformée en un immense bordel pour touristes américains. Batista et sa famille, conjointement avec des membres importants de l'armée, s'enrichissent dans ces affaires illicites et contrôlent les machines à sous et les parcmètres. Le peuple cubain, soumis à une répression extrêmement dure, vit dans l'indignation devant ce spectacle de dégradation. Quand la révolution envahira La Havane, en janvier

(2) Du Parti orthodoxe (*voir plus loin*).

1959, les casinos, les roulettes, les tables de jeux et les parcmètres feront spécialement l'objet de la haine des masses cubaines.

L'Etat cubain lui-même, pénétré par l'impérialisme et rongé par la corruption et la mafia, se décompose. A un tel point que, comme nous allons le voir, il suffira d'une petite poussette pour que s'effondre tout l'échafaudage.

LES FORCES POLITIQUES FACE À LA RÉVOLUTION

1. Le parti stalinien cubain

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, il existe à Cuba un puissant Parti communiste, avec des dizaines de milliers d'adhérents.

En 1925, est fondé le Parti communiste cubain, auquel participe Julio Antonio Mella. Ce parti adoptera tout au long de son existence différents noms : Union révolutionnaire communiste dans les années 1930 et Parti socialiste populaire de 1944 à 1962.

Le PC cubain est fondé lorsque l'équipe de Staline est sur le point de prendre le pouvoir en URSS et, en se réfugiant derrière la théorie du "socialisme dans un seul pays", considère l'Internationale communiste et les PC du reste du monde comme de simples auxiliaires de la "construction socialiste" en URSS, comme des agents de la politique internationale de la bureaucratie. Cette soumission à la politique dictée par le Kremlin mènera les staliniens cubains à divers allers et retours politiques, et fera que la direction de la révolution cubaine se construira en marge de et contre les dirigeants du PSP.

Pendant la première moitié des années 1930, la politique du Komintern était celle de la "troisième période", selon laquelle le plus grand ennemi était la social-démocratie et les autres courants du mouvement ouvrier. Toute unité avec eux était interdite. C'est pourquoi le PC cubain s'opposera aux mobilisations anti-impérialistes dirigées par Antonio Guiteras tout comme

au gouvernement de Grau (le premier gouvernement appuyé par Batista), malgré le fait que celui-ci ait adopté plusieurs mesures progressistes.

Ainsi, lorsque, face à la tyrannie de Machado, la classe ouvrière, à Cuba, déclenche une énorme bataille dont l'apogée est la grève générale commencée le 28 juillet 1933, grève s'étendant immédiatement à tout le pays, en échange de la légalisation par le même Machado du Parti communiste et de ses organes syndicaux, les staliniens donnent l'ordre général, le 7 août, de "reprendre le travail". Les documents signés au nom de la Confédération nationale ouvrière de Cuba (agence de la Confédération syndicale latino-américaine de Montevideo) par le stalinien César Villar seront distribués et collés par la propre police de Machado sur les colonnes des bâtiments, les poteaux électriques et les arbres des parcs des villes. Malgré cela, la grève et l'action directe du prolétariat se sont poursuivies, aboutissant le 12 août à une situation de véritable guerre civile, culminant avec la chute et la fuite de Machado et de plusieurs ministres, policiers et militaires, responsables directs de la répression.

Très vite, le parti stalinien cubain adopte la ligne de front populaire imposée par Staline (3). Blas Roca, secrétaire général du PCC, écrit en décembre 1936 :

"La bourgeoisie nationale elle-même, entrant en contradiction avec le capitalisme qui l'étouffe, accumule des énergies révolutionnaires qu'il ne faut pas laisser s'évaporer (...). Toutes les strates de notre population, du prolétariat à la bourgeoisie nationale, peuvent et doivent former un large front populaire contre l'opresseur étranger."

Cette politique se concrétisa dans une proposition d'alliance avec Grau, du Parti authentique, de caractère nationaliste bourgeois, qui n'acceptera pas l'alliance.

Face à Batista, les virages sont énormes. En 1935, le PC le qualifie de "traître national". Mais, lorsqu'en échange d'une

(3) Après la défaite du prolétariat allemand, en mars 1933, et la victoire de Hitler, la direction stalinienne de l'Internationale communiste abandonne la ligne dite de la "troisième période" et s'engage dans une politique de front populaire, d'alliance avec des secteurs dits démocratiques de la bourgeoisie. En Europe, cette orientation a amené à la constitution de fronts populaires en France, en Espagne, etc.

collaboration voilée, Batista permet à Juan Martinello d'organiser le PC sous la forme du Parti de l'union révolutionnaire, et ensuite autorise la sortie du journal stalinien *Hoy* ("Aujourd'hui"), en 1938, le parti, en réunion plénière, déclare que Batista "n'est plus le centre de la réaction, mais le défenseur de la démocratie". Et, en 1939, le PC le qualifie de "camarade du front uni". C'est la stratégie du front populaire, imposée par Staline à partir de la victoire de Hitler en Allemagne, appliquée ouvertement dans l'île.

On arrive ainsi à la campagne électorale de 1940, où Batista bénéficie du soutien total des staliniens cubains et inclut donc dans son gouvernement deux ministres staliniens, Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez.

La politique d'alliance avec les puissances démocratiques, que Staline applique entre 1934 et 1939, et ensuite à partir de 1941, fait que, dans le deuxième congrès du PCC, on laisse de côté la critique des Etats-Unis. On adopte la

"collaboration dans un programme d'économie de développement qui accepterait de payer des intérêts raisonnables aux investisseurs étrangers, principalement anglais et américains".

Les syndicats, qui étaient contrôlés à 80 % par les communistes, tirent des tracts intitulés "*La collaboration de classes entre les entrepreneurs et les ouvriers*". La position des staliniens cubains pour les élections de 1940 était la suivante :

"Fulgencio Batista et Zaldivar, Cubain à cent pour cent, gardien jaloux de la liberté de la patrie, tribun éloquent et populaire (...), homme éminent de notre politique nationale, idole d'un peuple à qui il pense et sur le bien-être de qui il veille (...), homme qui incarne les idéaux sacrés d'un Cuba nouveau, et qui, par son activité de démocrate qui l'identifie aux besoins du peuple, porte en lui la marque de sa valeur..."

Le 28 janvier 1941, Blas Roca lui-même écrivait :

"Nous restons fidèles à la plate-forme de Batista en tous ses points."

Juan Marinello déclarait quelques jours plus tard :

"Les seuls hommes loyaux à la plate-forme de Batista sont ceux qui militent dans l'Union révolutionnaire communiste."

Fulgencio Batista, quant à lui, déclarait :

"Cher Blas (...), je suis heureux de te confirmer ma gratitude quant à la coopération efficace et loyale que le Parti socialiste populaire et ses dirigeants et adhérents ont apportée et apportent à mon gouvernement."

Pour l'élection présidentielle suivante, Carlos Saladrigas symbolise "*la permanence du cours progressiste démocratique et populiste de Fulgencio Batista*" (*Hoy*, 13 mai 1944). Néanmoins, le peuple lui préfère Ramón Grau San Martín (Parti révolutionnaire cubain, Authentique). Le parti, qui était alors devenu le Parti socialiste populaire, décide de le soutenir (*Hoy*, 7 août 1945), et, dans les élections parlementaires suivantes, il proclame le mot d'ordre "*Vive l'alliance authentico-socialiste !*" (*Hoy*, 4 juin 1946).

Le soutien à Batista au cours des années 1940 n'est que la conséquence de la politique "antifasciste" et de la déclaration de guerre de Batista à l'Allemagne et à l'Italie.

En 1944, l'Union révolutionnaire communiste devient le Parti socialiste populaire (PSP), peu après que Earl Browder, dirigeant du PC des Etats-Unis (dont le livre *Victoire et après-guerre* comprend un élogieux prologue signé du dirigeant cubain Marinello), caractérise la conférence de Téhéran (1943) comme un acte mettant fin à la lutte des classes et propose de transformer le PC des Etats-Unis en simple association.

Le PC (sous ses noms divers) tire profit de cette collaboration avec Batista, lequel garantit aux staliniens le contrôle de l'organisation syndicale, la Centrale des travailleurs cubains (CTC). Et il rechigne à abandonner cette association, malgré le virage de Batista vers l'anticommunisme viscéral, après le coup d'Etat de 1952.

Comme nous le verrons, le PC ne s'intégrera à la lutte contre Batista que lorsque son régime montrera clairement des signes évidents d'effondrement.

2. L'opposition communiste à Cuba

Dès 1931, quelques militants qui avaient des responsabilités dans la direction des organisations collatérales du PC, fondamentalement dans l'Aile gauche étu-

dante (AIE) et au sein de Défense ouvrière internationale (DOI), manifestent des désaccords avec la ligne du PC. En même temps, vers le milieu de cette année-là, apparaissent des signes d'opposition à la ligne syndicale du PC au sein de la Fédération ouvrière de La Havane (FOH). Ces courants d'opposition se lient à l'Opposition de gauche internationale à partir de 1932, avec l'arrivée à Cuba de Sandalio Junco et Juan Ramón Breá. Sandalio Junco, un Noir, était un dirigeant du PC qui avait participé dans les rangs du syndicat à la lutte contre Machado. Au début de 1930, il se rend en URSS, où il travaille avec Rubén Martínez Villena au sein de l'Internationale syndicale rouge (ISR) et participe à la Seconde Conférence des Partis communistes d'Amérique latine au cours des premiers jours de septembre de la même année, à Moscou. En Union soviétique, il entre en contact avec les idées trotskystes sous l'influence de l'Espagnol Andrés Nin, qui avait été un dirigeant de l'ISR.

Juan Ramón Breá était lié au mouvement étudiant depuis 1929 avec Raúl Roa, et, sous la direction de Rubén Martínez Villena, il avait participé aux luttes contre la dictature machadiste.

Le trotskysme fait ses premiers pas organisationnels dans l'île avec la création de l'Opposition communiste de Cuba, qui apparaît en août 1932 comme fraction organisée au sein du PC. De l'AIE sort le groupe principal de ceux qui grossissent l'Opposition communiste de Cuba. A partir du milieu de l'année 1932, la direction nationale de l'AIE est contrôlée par le groupe trotskyste et dirigée par Marcos García Villareal. L'autre organisation — à proprement parler ouvrière — dans laquelle les trotskystes avaient réussi à gagner de l'influence était la Fédération ouvrière de La Havane. En 1932, Sandalio Junco, Pedro Varela, Gastón Medina et d'autres trotskystes réussissent à prendre le contrôle du comité exécutif de la FOH.

En septembre, García Villareal, Sandalio Junco et d'autres militants sont expulsés du PC. En plus des deux premiers, un groupe de membres de l'AIE, des militants du PC et de la Ligue des jeunes communistes (LJC) participent à la fondation du mouvement trotskyste cubain. L'opposition fait ses premiers pas

organisationnels et publie un bulletin programmatique, *Sur la route de la révolution*. Dans le document est défini le caractère de la révolution comme populaire, agraire et anti-impérialiste ; l'impérialisme américain est caractérisé comme l'ennemi principal et la bourgeoisie cubaine comme son alliée à l'intérieur du pays. Les forces motrices de la révolution qui doivent intégrer le front unique sont les ouvriers de l'industrie et les ouvriers agricoles, les petits paysans, les chômeurs, les étudiants et les employés. Comme on le voit, au moins sur le plan théorique, au début de 1933, les trotskystes cubains avaient défini clairement et de manière correcte tant le caractère que devait avoir la révolution antimachadiste que les alliés et les ennemis de classe. De la même manière, ils critiquaient la ligne ultra-sectaire du parti stalinien :

“Présenter le problème d'une façon aussi simpliste, en traitant de social-fascistes et de laquais de l'impérialisme tant Menocal et Mendieta que les groupes petits-bourgeois et étudiants, sans essayer de tirer profit de façon pratique des divisions internes de ces noyaux, de différencier leurs orientations politiques (...), c'est isoler les ouvriers du reste de la lutte, les placer sur un plan tel qu'il leur sera impossible de regrouper autour d'eux les masses paysannes et les secteurs qui se sentent opprimés et mécontents pour prendre le pouvoir” (4).

Dès les premiers jours de juillet 1933 commence une grève pour les revendications immédiates des ouvriers du transport à La Havane, qui s'étend à d'autres secteurs de travail dans tout le pays, jusqu'à devenir une formidable grève générale politique contre la dictature de Machado. Les trotskystes cubains et la FOH participent activement et combattent contre le parti stalinien et ses syndicats, qui appellent à cesser la grève.

A partir de 1934, l'Opposition communiste se constitue en tant que Parti bolchevique-léniniste. Dès sa fondation, les staliens organisent une virulente campagne contre les trotskystes cubains, qui culmine en 1942 avec l'assassinat de Sandalio Junco par des tueurs staliens. La mort de Junco est un coup mortel pour l'organisa-

(4) *“Le Parti communiste de Cuba”*. Manifeste programmatique du Bureau d'opposition communiste.

tion trotskyste, qui disparaît dans des querelles internes aiguës par des agents provocateurs du stalinisme.

A partir de 1944, les trotskystes cubains se regroupent dans le Parti ouvrier révolutionnaire (POR), qui suivra plus tard la fraction de Juan Posadas, se transformant en POR (trotskyste) (5) jusqu'à son interdiction par le gouvernement de Castro.

3. Le Mouvement 26 juillet

Fidel Castro, emprisonné après l'assaut manqué de la caserne Moncada, est amnistié en 1955 et émigre à Mexico, d'où il essaie d'organiser la résistance contre Batista. Au Mexique, il crée une nouvelle organisation : le Mouvement 26 juillet. Lors de sa fondation, Castro le considère comme un élément du Parti orthodoxe de Chibás. Ainsi, en août 1955, dans un message qu'il adresse d'exil au congrès des militants orthodoxes, il explique :

“Le Mouvement révolutionnaire 26 juillet ne constitue pas une tendance dans le parti : c'est l'appareil révolutionnaire du chibasisme, enraciné dans ses masses, au sein duquel il a surgi pour lutter contre la dictature, alors que l'orthodoxie restait impuissante, divisée en mille morceaux. Nous n'avons jamais abandonné ses idéaux et nous sommes restés fidèles aux plus purs principes du grand combattant, dont nous commémorons aujourd'hui la disparition.”

Lorsque, en 1956, il rompra avec la direction du Parti orthodoxe, Castro continuera de se revendiquer des idéaux de Eduardo Chibás, qu'à son avis la direction du parti trahit en recherchant un pacte avec Batista :

“Pour les masses chibasistes, le Mouvement 26 juillet n'est pas quelque chose de distinct de l'orthodoxie ; c'est l'orthodoxie sans une direction de propriétaires terriens du style de Fico Fernández Casas ; sans latifundiaires sucriers du genre de Gerardo Vázquez ; sans spéculateurs en Bourse, sans magnats de l'industrie et du commerce, sans avocats des grands intérêts, sans caciques provinciaux, sans politiciens d'aucune sorte ; ce que l'orthodoxie a de meilleur est en train de livrer à nos côtés ce beau combat, et nous offrirons à Eduardo Chibás le seul hommage digne

de sa vie et son sacrifice : la liberté de son peuple, que ne pourront jamais lui offrir ceux qui n'ont rien fait d'autre que de verser des larmes de crocodile sur sa tombe” (6).

Eduardo Chibás, fondateur du Parti orthodoxe, commence son activité politique comme opposant au régime de Machado, et ensuite rejoint le parti de Grau San Martín. Mais, pendant le second gouvernement de Grau, scandalisé par la corruption qui prospère dans les rangs du gouvernement, Chibás rompt avec celui-ci et fonde une nouvelle organisation, le Parti du peuple cubain, connu sous le nom de Parti orthodoxe. L'idéologie des “orthodoxes” est nationaliste et s'oppose à l'intervention des Etats-Unis dans les affaires cubaines. Elle est aussi vaguement populiste et se centre particulièrement dans la lutte contre la corruption. Le 5 août 1951, lors d'une allocution dans une émission de radio, Chibás se suicide en essayant de faire en sorte que sa mort soit un déclic pour le peuple cubain.

Le programme du Mouvement 26 juillet est exposé par Fidel Castro dans son discours devant les juges du Moncada, “L'histoire m'absoudra”. Il est connu sous le nom de “programme du Moncada”. Il ne s'agit pas d'un programme socialiste, mais d'un ensemble de mesures démocratiques radicales et anti-impérialistes.

Le programme du Moncada se base sur “les cinq lois révolutionnaires qui auraient dû être proclamées immédiatement après la prise de la caserne Moncada et diffusées par la radio à la nation” :

“La première loi révolutionnaire rendait au peuple la souveraineté et proclamait la Constitution de 1940 comme véritable loi suprême de l'Etat.”

(La Constitution de 1940 était démocratique-bourgeoise, absolument pas radicale dans son contenu social.)

Dans le développement de ce point était incluse l'épuration des éléments de l'Etat corrompus et des partisans de Batista :

“Le pouvoir judiciaire, qui s'est placé depuis le 10 mars face à la Constitution

(5) J. Posadas, ancien dirigeant de la section argentine de la IV^e Internationale, qui a suivi Pablo lors de la crise de 1952-1953, et qui, ultérieurement, a rompu avec le centre pabliste.

(6) Fidel Castro, *Fondation du MR 26 juillet et rupture avec l'orthodoxie*.

et hors de la Constitution, serait neutralisé en tant que pouvoir, et l'on procéderait à son immédiate et totale épuration avant qu'il assume à nouveau les facultés que lui décerne la loi suprême de la République.

La deuxième loi révolutionnaire concédait la propriété inaliénable et intransférable de la terre à tous les colons, sous-colons, fermiers et métayers qui occupaient des parcelles de terres de cinq hectares ou moins, l'Etat indemnisant leurs propriétaires antérieurs sur la base des intérêts qu'ils auraient tirés des dites parcelles sur une moyenne de dix ans."

Comme on peut le voir, une mesure de réforme agraire en faveur des petits fermiers, et qui indemnise les grands propriétaires terriens.

"La troisième loi révolutionnaire octroyait aux ouvriers et employés le droit de participer aux trente pour cent des utilités dans toutes les grandes entreprises industrielles, mercantiles et minières, incluant les centrales sucrières. En étaient exemptes les entreprises exclusivement agricoles, en considération d'autres lois d'ordre agraire qu'il faudrait implanter."

La participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises suppose, en toute logique, le respect de la propriété privée et l'existence de bénéfices "légitimes" de l'entreprise.

« La quatrième loi révolutionnaire concédait à tous les colons le droit de participer aux cinquante-cinq pour cent du rendement de la canne à sucre et le quota minimum de quarante mille "arrobas" — mesure agricole — à tous les colons qui seraient installés depuis trois ans ou plus. »

Mesure qui ne met pas non plus en question la propriété des grands propriétaires terriens.

"La cinquième loi révolutionnaire ordonnait la confiscation de tous les biens de tous les prévaricateurs de tous les gouvernements et de leurs ayants droit et héritiers (...). La moitié des biens récupérés iraient grossir les caisses de retraite des travailleurs et l'autre moitié irait aux hôpitaux, asiles et maisons de bienfaisance."

Donc, il ne s'agissait en aucun cas d'exproprier les capitalistes et propriétaires terriens "honnêtes". En plus de ces cinq lois, le programme du Moncada annonçait que

"la politique cubaine en Amérique se ferait en étroite solidarité avec les peuples démocratiques du continent, et que les hommes pourchassés par les tyrannies sanglantes qui oppriment les nations sœurs trouveraient dans la patrie de Martí, non comme aujourd'hui, persécution, faim et trahison, mais asile généreux, fraternité et pain".

Et il ajoutait :

"Ces lois seraient proclamées immédiatement, et leur suivrait, lorsque la lutte serait terminée et après une étude préalable minutieuse de son contenu et portée, une autre série de lois et de mesures également fondamentales telles que la réforme agraire, la réforme complète de l'enseignement et la nationalisation du trust électrique et du trust de téléphone, la restitution au peuple de l'excédent illégal déjà versé dans leurs remboursements et paiements au fisc, et que les sommes que leur avaient volées les finances publiques leur seraient intégralement rendues."

Et dans son discours devant les juges de Batista, Castro ajoute :

"Un gouvernement révolutionnaire avec l'appui du peuple et le respect de la nation, après avoir nettoyé les institutions des fonctionnaires vénaux et corrompus, procéderait immédiatement à l'industrialisation du pays, en mobilisant tout le capital inactif qui dépasse actuellement les mille cinq cents millions dans la Banque nationale et la Banque de développement agricole et industriel."

Mesure qui exclut la nationalisation de la banque. Ainsi, quand il expose ses plans de développement économique et les améliorations sociales pour Cuba, Castro dit :

"D'où sortir l'argent nécessaire ? Lorsqu'on ne le volera plus, lorsqu'il n'y aura plus de fonctionnaires vénaux qui se laissent acheter par les grandes entreprises au détriment du fisc, lorsque les immenses ressources de la nation seront mobilisées et que l'on cessera d'acheter des tanks, des bombardiers et des canons dans ce pays sans frontières, uniquement pour la guerre contre le peuple, et que l'on voudra éduquer au lieu de tuer, alors, il y aura de l'argent en trop."

Ce programme était concentré sur des revendications démocratiques et nationales ne remettant pas en cause le régime de la propriété privée des moyens de production. Il a été maintenu par Fidel Castro, y compris pendant la lutte guérillériste contre Batista.

Ainsi, le 12 juillet 1957, dans la Sierra Maestra, Fidel signe avec des représentants de l'opposition bourgeoise tels que le président du Parti du peuple cubain, Raúl Chibás, et Felipe Pazos, ex-président de la Banque nationale de Cuba et très proche de Prío Socarrás, leader des "authentiques", le Manifeste de Sierra Maestra, dans lequel il est dit :

"Le gouvernement provisoire devra ajuster sa mission sur le programme suivant :

a) *Liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques, civils et militaires.*

b) *Garantie absolue de la liberté d'information à la presse radiodiffusée et écrite, de tous les droits individuels et politiques garantis par la Constitution.*

c) *Désignation de maires provisoires dans toutes les municipalités après consultation des institutions civiques de la ville.*

d) *Suppression du péculat sous toutes ses formes et adoption de mesures qui tendent à augmenter l'efficacité de tous les organismes de l'Etat.*

e) *Mise en place de la carrière administrative*

f) *Démocratisation de la politique syndicale en tenant des élections libres dans tous les syndicats et fédérations d'industries.*

g) *Engagement immédiat d'une intense campagne contre l'analphabétisme et pour l'éducation civique, qui exalte les droits et les devoirs qu'a le citoyen avec la société et avec la patrie.*

h) *Asseoir les bases d'une réforme agraire qui tende à la distribution des terres en friche et à convertir en propriétaires tous les colons, fermiers et métayers qui possèdent de petites parcelles de terre, qu'elles soient propriété de l'Etat ou des particuliers, après indemnisation des propriétaires antérieurs.*

i) *Adoption d'une politique financière saine, qui protège la stabilité de notre monnaie et tende à utiliser le crédit de la nation dans des travaux productifs.*

j) *Accélération du processus d'industrialisation et création de nouveaux emplois (...).*"

Il s'agit, comme on peut l'apprécier, de quelques points encore plus modérés que ceux du Moncada.

Dans un article de la revue *Coronet* (février 1958), Castro déclare qu'il n'avait pas de plan pour exproprier ni nationaliser les investissements étrangers :

"Moi, personnellement, j'en suis venu à penser que la nationalisation est, dans le meilleur des cas, un instrument encombrant. Il ne semble pas qu'elle renforce l'Etat, mais qu'elle affaiblit l'entreprise privée. Et, plus important encore, toute tentative généralisée de nationalisation mettrait clairement des obstacles au point central de notre plate-forme économique : l'industrialisation au rythme le plus élevé possible. Pour cela, les investissements étrangers seront toujours bienvenus et garantis ici."

En mars 1958, il affirme à son biographe, Dubois :

"Le Mouvement 26 juillet n'a jamais parlé de socialiser ou de nationaliser les industries. Crainte stupide devant notre révolution. Nous avons proclamé dès le début que nous luttons pour la réalisation entière de la Constitution de 1940, dont les normes établissent des garanties, droits et obligations pour toutes les parties prenant part à la production. Sont inclus ici la libre entreprise et le capital étranger, tout comme de nombreux droits économiques, civiques et politiques" (7).

Le 2 mai 1959 encore, Castro déclare au conseil économique de l'Organisation des Etats américains, à Buenos Aires :

"Nous ne sommes pas opposés à l'investissement étranger (...). Nous faisons confiance à l'utilité, à l'expérience et à l'enthousiasme des investisseurs privés (...). Les entreprises qui auront des investissements internationaux auront les mêmes garanties et les mêmes droits que les entreprises nationales" (8).

Certains auront plus tard la tentation de réécrire l'histoire et prétendront que Castro a toujours été marxiste. Cependant, les mots de Fidel lui-même rendent difficile cette entreprise. Alors qu'il était exilé à Mexico, il fut arrêté et accusé, à la demande de la police de Batista, d'être un membre du Parti communiste.

Il déclara alors :

"Quel culot, ce monsieur Batista, en revanche, quand il parle de communisme alors qu'il a été candidat présidentiel du Parti communiste lors de l'élection de 1940, que ses tracts électoraux étaient protégés sous la faucille et le marteau, que l'on peut voir encore des photos où il

(7) Cité par T. Draper, *"Castro's Cuba. A Revolution Betrayed ?"*, Encounter, Londres, mars 1961.

(8) *Plan pour l'avancement de l'Amérique latine*, La Havane, 1959, p. 32.

est aux côtés de Blas Roca et de Lázaro Peña, qu'une demi-douzaine de ses actuels ministres et collaborateurs de confiance ont été des membres éminents du Parti communiste !"

Des guérilleros de Sierra Maestra, seul le Che Guevara avait lu quelques classiques du marxisme. Raúl Castro, le frère cadet de Fidel et "commandant du front oriental" de la révolution, nourrissait de vagues sympathies marxistes remontant à son adhésion lointaine aux Jeunesses communistes et à un voyage effectué dans les pays de l'Europe de l'Est.

Comment expliquer, alors, qu'une organisation dont le programme ne dépassait pas le démocratisme radical finisse par être à la tête d'une révolution qui expropria la bourgeoisie et établit un Etat ouvrier à Cuba ?

Comme nous allons le voir, ce développement des événements est dû à la combinaison de l'extrême décomposition de l'Etat bourgeois cubain sous Batista, à la pression du mouvement des masses et aux attaques de l'impérialisme, qui obligent Castro à aller chaque fois plus loin que ses plans et programme ne le prévoyaient.

LE COMBAT GUÉRILLERISTE CONTRE BATISTA

En novembre 1956, le Mouvement 26 juillet fait éclater dans l'île un mouvement armé, dirigé par Frank País, lequel coïncide avec le débarquement sur l'île de Castro, à la tête de 80 hommes embarqués sur le yacht *Granma*. Mais l'insurrection est écrasée et le débarquement du *Granma* lui-même se produit avec retard et loin de l'endroit prévu. Quand ils débarquent, les forces de Batista les attendent, et, peu après, se déroule le premier combat, à Alegría Pío, où les forces de la guérilla sont vaincues et sont obligées de se disperser. Batista va même jusqu'à annoncer la nouvelle de la mort de Castro.

Le 18 décembre, les hommes du *Granma* se rassemblent et commencent une guerre de guérilla dans la Sierra Maestra, où ils bénéficient du soutien des paysans de la zone. En janvier 1957, la guérilla organise ses premières opérations militaires (le combat de La Plata) avec succès.

Pendant toute l'année 1957, la guérilla se renforce, se propageant sur tout le territoire oriental grâce à de nouvelles colonnes de guérilleros et de nouveaux fronts, en même temps que se développe le combat dans les villes, mené principalement par les étudiants. Il faut mettre en relief cette année-là :

- l'assaut au palais présidentiel, le 13 mars, par le Directoire révolutionnaire ;

- le combat de El Uvero, le 28 mai 1957, qui est la marque de l'âge mûr de la guérilla ;

- la création de la seconde colonne de l'armée rebelle, la 4, commandée par le Che Guevara ;

- la création des II^e et III^e fronts orientaux "Frank País", dirigés respectivement par Raúl Castro et Juan Almeida ;

- l'assassinat de Frank País, le 30 juillet 1957 ;

- le soulèvement du 5 septembre dans la base navale de Cienfuegos : des marins et des combattants clandestins tiennent la ville pendant plusieurs heures, détruisant ainsi le mythe de l'unité monolithique de l'armée du régime, et la majorité des combattants résistent jusqu'à la mort.

En 1958, le Mouvement 26 juillet croit le moment venu de faire un pas supplémentaire et appelle à la grève générale révolutionnaire du 9 avril. Mais la grève échoue, n'étant soutenue ni par les syndicats officiels ni par la Centrale des travailleurs cubains (CTC), dirigée par les staliniens du PSP (le PSP rejetait à ce moment-là la lutte de Castro, qu'il considérait officiellement comme "putschiste"). Le boycott de la grève générale par le PSP n'est pas seulement une anecdote. Les fonctionnaires staliniens qui travaillent pour l'appareil d'Etat de Batista restent totalement sourds aux appels de Fidel, qu'ils qualifient "*d'aventurier petit-bourgeois*", tandis que *Les Nouvelles de Moscou* affirment que les insurrections armées ne sont que des étincelles, qu'elles n'affaiblissent absolument pas le pouvoir de Batista.

Le Mouvement 26 juillet lui-même condamne en août de cette année-là la "trahison" du Parti socialiste populaire.

Une fois la grève vaincue, le gouvernement pense tirer profit de la faiblesse des forces révolutionnaires et engage une of-

fensive générale dans la Sierra Maestra pour détruire les guérillas.

L'offensive est vaincue dans des batailles comme celles de El Jigue et Santo Domingo, où Fidel Castro réussit à encercler, détruire et obliger à se rendre plusieurs bataillons de l'armée ennemie. Le moral de l'armée de Batista est au plus bas. De fait, pendant les seuls vingt-six mois que dure la lutte de la guérilla, les combats sont très rares. D'après l'historien Hugh Thomas, dans son *Histoire contemporaine de Cuba*, "les seules vraies batailles qui se déroulèrent pendant la guerre civile furent celle de Santa Clara et celles qui entraînent la déroute de l'offensive (gouvernementale) à l'été 1958". Dans ces confrontations, meurent six soldats et quarante rebelles. Hugh Thomas estime que, même en tenant compte que dans une guerre de guérilla les batailles rangées ne sont pas habituelles, les affrontements armés, en général, furent rares. Pendant toute la période de guérilla, l'armée de Batista ne perdit pas plus de 300 hommes. D'après Castro, vers avril 1958, le nombre total des hommes armés sous ses ordres était approximativement de 180, et, au moment de la chute de Batista, il atteint 803 (9). D'autres auteurs donnent les chiffres de 300 en 1958 et de pas plus de 3 000 au moment de la chute de Batista. Quand l'offensive est vaincue et les armes récupérées, on crée plusieurs autres colonnes de guérilleros, dont deux qui, commandées par Camilo Cienfuegos et Ernesto Che Guevara, réalisent l'invasion de la partie occidentale du pays. Ils partent de la Sierra Maestra en août 1958 et arrivent au centre de l'île en octobre, après avoir parcouru plus de 400 kilomètres.

La bourgeoisie elle-même commence à penser que le régime de Batista va être vaincu, et ses porte-parole commencent à chercher des issues alternatives. Le 20 juillet, le Mouvement 26 juillet et diverses forces d'opposition bourgeoise à Batista signent le pacte de Caracas, qui engage le nouveau gouvernement à appliquer un programme démocratique élémentaire :

"Trois points constituent les piliers de cette union des forces d'opposition cubaines.

D'abord : stratégie commune de lutte pour abattre la tyrannie par l'insurrection armée, en renforçant dans un délai

minimum tous les fronts de combat, en armant des milliers de Cubains qui sont disposés à combattre pour la liberté. Mobilisation populaire de toutes les forces ouvrières, civiques, professionnelles, économiques, pour que l'effort civique culmine dans une grande grève générale et l'effort de guerre dans une action armée conjointe dans tout le pays. De cet engagement commun, Cuba sortira libre et l'on évitera une nouvelle et douloureuse effusion de sang des meilleures réserves de la patrie. La victoire sera toujours possible, mais sera retardée, si nous ne coordonnons pas les activités des forces d'opposition.

Deuxièmement : conduire le pays, après la chute du tyran, avec un bref gouvernement provisoire, vers sa normalité, en l'encadrant par le processus constitutionnel et démocratique.

Troisièmement : programme minimum de gouvernement qui garantisse le châtiement des coupables, les droits des travailleurs, l'ordre, la paix, la liberté, la tenue des engagements internationaux et le progrès économique, social et institutionnel du peuple cubain."

Le gouvernement des Etats-Unis cesse bientôt de fournir des armes à Batista. Les staliniens cubains sentent aussi le vent tourner. En juillet 1958, a lieu une première entrevue entre Castro et le représentant du PSP et ancien ministre de Batista, Carlos Rafael Rodríguez. Fin août, au cours d'une deuxième visite à la Sierra Maestra, Carlos Rafael Rodríguez obtient la signature d'un accord entre le PSP et Fidel Castro : en échange du soutien communiste à divers niveaux, Fidel accepte l'entrée de membres du PSP dans les rangs des rebelles.

L'armée de Batista se décompose à grande vitesse. En décembre 1958, le Che Guevara et Camilo Cienfuegos engagent l'offensive décisive dans la région de Las Villas, dont la capitale est Santa Clara, au centre de l'île. Après la conquête de la ville, qui commence le 29 décembre (l'armée de Batista s'est rendue après les premiers affrontements), Guevara et Cienfuegos recevront l'ordre de Fidel de faire route vers La Havane.

Le gouvernement des Etats-Unis, convaincu que Batista sera vaincu, tente une dernière manœuvre : une junte mili-

(9) Discours de Castro du 1^{er} décembre 1961.

taire qui assumera le pouvoir après la démission de Batista. Mais à ce moment-là, la classe ouvrière de La Havane et des autres villes joue un rôle décisif pour déjouer la manœuvre. Elle se lance dans une grève générale, qui précipite l'effondrement du régime de Batista. Comme le dit Karol dans son livre *Guérilleros au pouvoir*,

“toute la semaine de la grève générale dans la capitale constitue un élément décisif de la situation, empêchant quelque de remplir la vacance du pouvoir.”

Plus loin, il note :

“L'armée rebelle n'est pas assez nombreuse pour infliger seule, sans ce puissant mouvement de grève, le coup de grâce aux vieilles structures politiques.”

La nuit du jour de l'An 1959, Batista communique à ses collaborateurs sa décision d'abandonner l'île : il le fait à trois heures du matin ce même 1^{er} janvier 1959. Ce même jour, Ernesto Guevara et Camilo Cienfuegos sont les premiers commandants de la révolution qui entrent à La Havane.

RÉVOLUTION PERMANENTE À CUBA

L'entrée des guérilleros à La Havane, en pleine grève générale et dans une ambiance de mobilisation des masses urbaines, consacre la victoire de la révolution. Le 21 janvier, plus d'un million de personnes manifestent à La Havane pour la défense de leur souveraineté, pour le soutien du châtement des criminels batisiens et pour appuyer la révolution triomphante.

Le nouveau gouvernement se propose au début de ne pas aller au-delà des mesures exprimées dans le programme du Moncada, le manifeste de Sierra Maestra et le pacte de Caracas : mesures démocratiques, restauration de la Constitution bourgeoise de 1940, épuration de l'appareil d'État de Batista, réforme agraire avec indemnisation des propriétaires et nationalisation de quelques monopoles. Mais l'État bourgeois décomposé est blessé à mort.

Le 7 février est adoptée la loi fondamentale de la République, qui restaure la

Constitution de 1940 en introduisant des changements minimes correspondant à la situation nouvelle du pays, comme l'octroi du pouvoir législatif et des pouvoirs constituants au Conseil des ministres. Manuel Urrutia Lleó, ex-magistrat qui avait voté contre la condamnation des rebelles du *Granma* faits prisonniers, est nommé président. Urrutia représente les secteurs bourgeois et propriétaires terriens qui avaient rompu avec Batista et qui sympathisaient avec le Mouvement 26 juillet. Un gouvernement “d'unité nationale démocratique” est formé, dans lequel Miró Cardona, homme de confiance du département d'État américain, est nommé Premier ministre. L'immense majorité de la bourgeoisie latino-américaine, avec les gouvernements de Frondizi (Argentine) et Betancourt (Venezuela) à leur tête, saluent le triomphe de Castro. Le cabinet des rebelles compte des politiciens bourgeois, comme le Premier ministre, José Miró Cardona, le président de la Banque centrale, Felize Pazos, le ministre de la Construction, Manuel Ray, et deux autres Cubains notoirement connus et membres de l'armée rebelle.

C'est alors que commencent les mesures annoncées dans le programme du Moncada. La Cuban Telephone Company et d'autres entreprises étrangères sont confisquées, on établit la baisse des tarifs téléphoniques et d'électricité, des prix des loyers et des médicaments. En mai, est signée la loi de réforme agraire à La Plata (Sierra Maestra), ce qui provoque l'affrontement avec Urrutia.

Une bonne partie des terres remises aux paysans appartient à des propriétaires ressortissants des États-Unis (rappelons que 47 % des terres cultivables étaient entre les mains des compagnies américaines), tout comme sont américaines les entreprises du téléphone (Cuban Telephone Company) et de l'électricité, qui sont nationalisées.

Donc, le gouvernement des États-Unis commence à s'opposer aux mesures prises par la révolution et encourage la résistance contre elles. Ses pions dans le gouvernement participent à ces manœuvres, y compris le président Urrutia, qui, de ce fait, est démis, et le Conseil des ministres désigne à la présidence Osvaldo Dorticós Torrado.

Dans ce contexte, les masses ouvrières et paysannes sont poussées à intervenir. Elles se mobilisent comme lors de la chute de Batista. Ainsi, le 26 juillet — anniversaire de l'assaut de la caserne Moncada —, plus d'un million de personnes, parmi lesquelles des milliers de paysans, se réunissent à La Havane pour fêter la proclamation de la loi de réforme agraire.

Chaque pas en avant de la révolution provoque l'opposition de secteurs de l'ancienne opposition bourgeoise à Batista et de nouvelles mesures de boycott des Etats-Unis, mais la mobilisation révolutionnaire des masses bat l'opposition bourgeoise, et, en même temps, prend des mesures pratiques, qui obligent le gouvernement de Castro à aller encore plus loin. Les pages de *Trabajo*, la revue du ministère du Travail, montrent l'existence de milliers de dossiers, de demandes faites par les ouvriers cubains en 1959 et 1960. Certaines de ces demandes sont très concrètes — destitution de tel ou tel dirigeant qui avait collaboré avec la police secrète de Batista —, mais de nombreuses autres demandent simplement "l'intervention" (nationalisation) de l'entreprise. Dans la majorité des cas, les ouvriers des entreprises réalisent par eux-mêmes la nationalisation en nommant un administrateur issu de leurs rangs. D'autres fois, ils sont obligés de prendre en charge les entreprises abandonnées par leurs propriétaires, qui leur retirent leur capital (la bourgeoisie cubaine commence à abandonner l'île, avec des secteurs de l'élite intellectuelle ; dès l'année 1959, commence un fort courant migratoire de Cuba vers les Etats-Unis, qui prive le pays dans les premières années de 50 % des médecins et des enseignants).

On voit le même processus de mobilisation ouvrière dans les nationalisations ordonnées par le gouvernement.

C'est ainsi qu'une révolution ouvrière commence à se développer.

Les multinationales américaines et le gouvernement des Etats-Unis provoquent de nouveaux affrontements avec le gouvernement de Castro. En mai 1959, les raffineries de pétrole qui travaillaient à Cuba, appartenant aux compagnies américaines, refusent de vendre du pétrole ou de prêter des navires-citernes pour son

transport. Ils refusent aussi de traiter le pétrole acheté en Union soviétique. L'URSS envoie par bateau le pétrole nécessaire pour maintenir l'industrie en état de marche (10). Pour pouvoir assurer le fonctionnement de l'économie cubaine, le 16 juin, Cuba nationalise les raffineries de pétrole. Le 6 juillet, le président Eisenhower, en représailles contre les mesures du gouvernement cubain contre les compagnies pétrolières américaines, annule une partie du quota d'importation de sucre cubain.

En août se réunit au Costa Rica l'OEA, qui, à la demande des Etats-Unis, dénonce "*l'intervention ou la menace d'intervention, même conditionnelle, d'une puissance extra-continentale dans les affaires des républiques américaines*", allusion évidente à l'URSS. Depuis La Havane, on répond avec la Première Déclaration de La Havane, au fort contenu anti-impérialiste, où est "*condamnée, enfin, l'exploitation de l'homme par l'homme et l'exploitation des pays sous-développés par le capital financier*". Le 19 octobre, le département du Commerce des Etats-Unis interdit pour la première fois l'embarquement de nombreux produits vers Cuba, essayant ainsi de paralyser son industrie en organisant la pénurie de matières premières et de pièces de rechange. En décembre est annulée toute importation de sucre cubain pour le marché américain.

L'URSS et les pays du COMECON (accord commercial de l'URSS avec les pays d'Europe de l'Est qu'elle dominait) passent un accord pour acheter le sucre à un prix préférentiel. Le 8 janvier 1960, les Etats-Unis rompent leurs relations avec Cuba et, le 31 mars, est totalement annulée la commande de sucre cubain par les Etats-Unis. Les divers gouvernements pro-impérialistes de l'Amérique latine se joignent à la campagne des Etats-Unis : en janvier, Cuba est expulsée de l'OEA. Peu

(10) Replaçons-nous dans le contexte : nous sommes encore dans la période de la guerre froide. Quand la crise entre Cuba et les Etats-Unis éclate, Cuba s'adresse au gouvernement d'Union soviétique. La bureaucratie décide "d'aider" Cuba, non en se situant dans le cadre de la défense des intérêts de la révolution cubaine et de la révolution en Amérique latine, mais dans le cadre de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, et donc en utilisant Cuba comme un pion dans sa négociation avec les Etats-Unis.

après, le gouvernement argentin de Frondizi rompt ses relations diplomatiques avec Cuba. Le 24 janvier, le département du Trésor américain annonce que l'entrée aux Etats-Unis de tout produit élaboré, en tout ou partie, avec des produits d'origine cubaine, même s'ils sont fabriqués dans n'importe quel autre pays, est interdite. Le 3 février, Kennedy, récemment élu président des Etats-Unis, décrète un embargo total pour le commerce avec Cuba. Le 6 février, la Maison-Blanche, recherchant le blocus total, annonce que les produits achetés avec l'argent du gouvernement américain seront confisqués sur des bateaux étrangers qui auraient réalisé du trafic commercial avec Cuba après le 1^{er} janvier de cette année-là.

Aux dispositions économiques s'ajoutent les dispositions militaires. Le gouvernement des Etats-Unis enrôle d'anciens militaires de Batista contre le gouvernement révolutionnaire cubain. Les montagnes du centre et de la partie occidentale du pays se remplissent de bandits armés et financés par la contre-révolution, exilés aux Etats-Unis. Ce puissant mouvement contre-révolutionnaire parvient à établir des guérillas dans toutes les provinces du pays, bien qu'elles n'aient été fortes que dans la Sierra del Escambray, dans la région centro-méridionale de l'île, et ne seront définitivement vaincues qu'à la fin de 1965. Le gouvernement de Castro doit répondre à la contre-révolution armée, et, en 1959, sont créées les milices nationales révolutionnaires, puis, en 1960, les comités de défense de la révolution, qui deviennent aussi des éléments de contrôle de la population cubaine. En avril 1961, des exilés cubains armés et entraînés par les Etats-Unis (quelque 1 500 hommes) débarquent dans la baie des Cochons (plage Girón, à Cuba), offensive qui est vaincue en trois jours par les forces gouvernementales. En ce même mois d'avril 1961, Fidel Castro définit la révolution cubaine comme ayant un caractère socialiste.

L'action révolutionnaire des masses et la nécessité de s'opposer aux actions de l'impérialisme américain contre la révolution ont mené le gouvernement de Fidel Castro à avancer dans la voie de l'expropriation du capital, seule issue restant pour survivre. En effet, un gouvernement révolutionnaire, dans un pays semi-colo-

nial comme Cuba, ne pouvait développer son programme de transformation démocratique et de réformes sociales, même minimales, qu'en s'opposant à l'impérialisme et en faisant des pas dans la voie de la rupture avec le régime de la propriété privée.

Trente ans avant la révolution cubaine, Léon Trotsky écrivait dans *La Révolution permanente* :

“Les objectifs démocratiques des nations bourgeoises arriérées mènent, à notre époque, à la dictature du prolétariat, et celle-ci met à l'ordre du jour les revendications socialistes (...). La théorie de la révolution permanente proclamait que, dans les pays arriérés, la voie de la démocratie passait par la dictature du prolétariat. Ainsi, la démocratie cessait d'être un régime à valeur intrinsèque pour plusieurs décennies et devenait le prélude immédiat de la révolution socialiste, unies par un lien continu. Entre la révolution démocratique et la transformation socialiste de la société s'établissait donc un rythme révolutionnaire permanent.”

Et, plus loin, il ajoutait que,

“en ce qui concerne les pays au développement bourgeois attardé, et en particulier les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la réalisation totale et effective de ses buts démocratiques et de son émancipation nationale ne peut se concevoir que par le moyen de la dictature du prolétariat, celui-ci prenant le pouvoir comme chef de la nation opprimée, et, avant tout, de ses masses paysannes”.

QUEL EST L'AVENIR DE LA RÉVOLUTION CUBAINE ?

La particularité de la révolution cubaine, véritable révolution ouvrière (en même temps que démocratique et nationale), c'est qu'elle n'a pas eu à sa tête un véritable parti ouvrier révolutionnaire ni d'organes de pouvoir ouvrier et n'a pas bénéficié des pleines libertés d'organisation. Cela a conduit au résultat que l'Etat ouvrier qui se constituait comme produit de la révolution a été, dès l'origine, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé.

De fait, à partir de 1961, les trois principales organisations qui soutenaient le

régime, le Mouvement 26 juillet, le PSP et le Directoire révolutionnaire (maintenant Directoire 13 mars), ont fusionné le 3 juillet 1962 pour donner naissance aux Organisations révolutionnaires intégrées, qui, plus tard, se sont transformées en Parti unique de la révolution socialiste, et, plus tard encore, en 1965, en Parti communiste de Cuba (PCC), qui se déclare marxiste-léniniste. D'autres organisations qui soutiennent la révolution sont interdites, comme le parti des posadistes cubains, le POR(T), dont le journal *Voix prolétaire* est interdit, et avec lui sont détruites les planches d'édition de *La Révolution permanente* de Léon Trotsky.

La bureaucratie du PCC contrôle tous les aspects de l'économie du pays et toute la vie politique.

Mais la propriété sociale peut-elle survivre dans la petite île de Cuba, soumise à l'implacable blocus des Etats-Unis et chaque fois plus isolée après l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'URSS et d'Europe de l'Est ? Peut-on, au XXI^e siècle, appliquer la caricature du "socialisme dans un seul pays", converti en "socialisme dans une seule île" ? A l'évidence, non.

La bureaucratie de Fidel Castro essaie de faire face à son isolement en cherchant des relations diplomatiques avec des régimes "progressistes" d'Europe et d'Amérique latine. Elle accepte la pénétration de l'impérialisme au travers de la "dollarisation" de l'économie, qui a donné lieu à des phénomènes de dégénérescence morale comme on en a connus à la fin du règne de Batista. La politique de "dollarisation" et de recherche d'investissements étrangers tend à transformer les dirigeants

cubains en agents de la restauration capitaliste. Une restauration dont l'exil contre-révolutionnaire de Miami menace de prendre la tête.

Mais en même temps, la politique de "coexistence pacifique" avec le capitalisme que le PC cubain mène ouvertement après le départ du Che Guevara de Cuba (et qui fut, en bonne partie, la cause de ce départ) mène Cuba à davantage d'isolement. En vertu de cette politique, les dirigeants du PCC ont conseillé dans les années 1990 aux dirigeants sandinistes du Nicaragua d'abandonner à leur sort les révolutionnaires du Guatemala et du Salvador, et d'accepter les plans de l'impérialisme de Esquipulas I et Esquipulas II, qui ont mené finalement le sandinisme à la défaite électorale et la révolution nicaraguayenne à la mort.

L'avenir de la révolution cubaine ne réside pas dans la bonne volonté de l'impérialisme, selon lequel il faut liquider toute forme de propriété sociale et de souveraineté nationale. L'avenir est dans l'unité du combat des travailleurs et des peuples contre l'impérialisme, à commencer par les peuples d'Amérique latine. La défense de la révolution cubaine, comme celle de la révolution vénézuélienne, du combat du peuple bolivien pour la souveraineté nationale et la nationalisation des hydrocarbures se relie à l'échelle continentale. C'est cela qui est à l'ordre du jour et qui exige que l'on se délimite de tous ceux qui, issus de partis ouvriers, comme Lula au Brésil, ont accepté de se faire le relais de la politique de l'impérialisme sur le continent.

Luis Gonzalez

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Le Parti de la gauche européenne

Par Olivier Doriane

Le Parti de la gauche européenne (PGE) a tenu son premier congrès les 29 et 30 octobre 2005, à Athènes (Grèce). Il s'agit, comme son nom l'indique, d'un parti européen.

Le 11 novembre 2003 avait été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le "Règlement (CE) n° 2004/2003 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 4 novembre 2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen".

Les considérants de ce règlement, après avoir fait référence au "traité instituant la Communauté européenne", soulignent :

« 1. L'article 191 du traité indique que les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union et qu'ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union (...).

4. Afin de pouvoir identifier un "parti politique au niveau européen", il est important de fixer certaines conditions. Il est notamment nécessaire que les partis politiques au niveau européen respectent

les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée, qui sont repris par les traités et qui ont été reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. »

Les "partis européens" ayant fonction "d'intégration au sein de l'Union européenne", la vice-présidente de la Commission européenne chargée des relations avec le Parlement européen, présentant ce document, souligne :

"Il est juste et nécessaire de les aider à remplir les missions que leur confie le traité et de leur offrir un financement ne serait-ce que partiel à partir du budget communautaire."

Les sommes dégagées pour ce faire sont loin d'être négligeables, puisqu'il s'agit de 8,4 millions d'euros par an.

Le règlement déjà cité codifie les formes du financement :

"Le financement attribué en vertu du présent règlement ne devrait pas être utilisé pour le financement direct ou indirect des partis politiques au niveau national" (article 8).

Ces "partis européens" ne sont donc pas une alliance de partis nationaux qui

définiraient leurs relations librement. Le règlement en est fixé par l'Union européenne.

L'article 10 précise dans son alinéa 2 :

“Le financement par le budget général de l'Union européenne n'excède pas 75 % du budget d'un parti politique au niveau européen.”

Cela peut donc aller jusque-là : trois quarts du budget !

D'un autre côté, l'article 6 précise, dans les *“Obligations liées au financement”* :

“Les cotisations de partis politiques membres d'un parti politique au niveau européen sont admissibles. Elles ne peuvent pas excéder 40 % du budget annuel de celui-ci.”

Il est donc interdit à un parti politique européen de fonctionner avec les seules cotisations de ses adhérents ; la majorité du budget doit dépendre de l'Union européenne. Et il est contrôlé par elle :

“Pour bénéficier d'un financement par le budget général de l'Union européenne, un parti politique au niveau européen introduit, chaque année, une demande auprès du Parlement européen” (article 4).

L'article 3 définit, lui, parmi les *“conditions”* à remplir :

“Respecter, notamment dans son programme et par son action, les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée.”

Ce contrôle sur *“l'action”* de ces partis, respectueuse des principes de l'Union européenne, qui est *“vérifiée régulièrement”* (article 3-3), implique que

“si le Parlement européen constate à la majorité de ses membres que cette condition n'est plus remplie, le statut du parti politique européen en cause est radié du registre”.

Ainsi, ces *“partis”* n'existent que parce que l'Union européenne le décrète, les autorise, les finance, les contrôle.

Ce règlement l'établit sans conteste : la constitution du PGE (comme des autres partis européens) ne procède pas d'un choix volontaire ou d'une décision prise par plusieurs partis de s'associer (ce qui serait d'ailleurs autre chose que de constituer un parti supranational), mais de décisions prises par l'Union européenne pour disposer d'instruments subsidiaires.

DE L'EX-APPAREIL DU STALINISME À LA BANNIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Six mois après la publication du règlement européen (2003-2004), le PGE fut créé les 8 et 9 mai 2004, à Rome.

Dans ses statuts, il est écrit :

“Les partis européens, ainsi que ceux existant dans les pays qui ont signé le traité d'association avec l'Union européenne, peuvent soumettre leur candidature comme membres avec plein droit au PGE.”

Ces partis ou organisations politiques sont fondés et agissent selon les lignes directrices déposées au règlement du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne sur le financement des partis politiques au niveau européen.”

Il s'agit donc bien d'un de ces partis européens dont la base juridique, politique et financière se trouve à Bruxelles. Il est statutairement financé par elle.

L'article 23 des statuts du PGE consacré aux finances du PGE indique qu'elles comprennent *“des subventions du budget de l'Union européenne”*.

C'est donc dans ce cadre qu'a été constitué le Parti de la gauche européenne, fidèle aux traités constituant l'Union européenne. Les partis qui ont participé à la fondation du PGE sont les suivants : Allemagne : le Parti de la gauche (Linkspartei) ; Autriche : le Parti communiste d'Autriche (KPÖ) ; Belgique (Bruxelles-Wallonie) : le Parti communiste (PC) ; Catalogne : la Gauche unie et alternative (IUiA) ; Espagne : la Gauche unie (IU), le Parti communiste d'Espagne (PCE) ; Estonie : le Parti de gauche d'Estonie (EVP) ; France : le Parti communiste français (PCF) ; Grèce : la Coalition de la gauche, des mouvements de l'écologie (Synaspismos) ; Hongrie : le Parti ouvrier (Munkaspart) ; Italie : le Parti de la refondation communiste (PRC) ; Luxembourg : la Gauche (Déi Lénk-La Gauche) ; Portugal : le Bloc de gauche (BE) ; Roumanie : le Parti de l'alliance socialiste (PAS) ; Saint-Marin : Refondation communiste de Saint-Marin (RCS) ; Suisse : le Parti suisse du travail (PST-POP) ; République tchèque : le Parti du socialisme démocratique (SDS).

Ce sont donc les partis issus de l'appareil international du stalinisme qui se regroupent sous la bannière de l'Union européenne. Il est frappant de constater que, dans les documents préparant la fondation du PGE, on trouve, d'une part, la condamnation implicite de la révolution russe d'octobre 1917, et que, d'autre part, aucune référence ne soit faite au régime de la propriété privée des moyens de production et encore moins à son expropriation. Certes, le manifeste du PGE explique :

“Nous combattons pour une société qui dépasse la logique capitaliste et patriarcale (les deux sur le même plan — NDLR !). Notre but est l'émancipation humaine, la libération des hommes et des femmes de toute forme d'oppression, d'exploitation et d'exclusion.”

Mais il a été établi précédemment que le PGE se constitue dans le cadre du respect des principes de l'Union européenne. Or ces principes incluent explicitement le respect de la “libre concurrence”, de “l'économie de marché”. Comment est-il possible d'aboutir à l'émancipation humaine, à la libération de l'exploitation, en affirmant respecter l'économie de marché ? Le texte poursuit :

“Nous ne pouvons pas suivre les mêmes chemins que ceux empruntés au XX^e siècle, qui ont amené de grands accomplissements, mais aussi de grandes défaites et tragédies pour les forces d'inspiration révolutionnaire.”

Parlons clair. Ce que les responsables des différents PC, reconvertis en agents de l'Union européenne, condamnent, c'est la grande révolution d'Octobre. Non, ce n'est pas la révolution des ouvriers et des paysans qui a amené la tragédie. C'est la bureaucratie usurpatrice, qui, en confisquant le pouvoir aux soviets, a préparé l'effondrement de l'Union soviétique et remis en cause les “grands accomplissements” produit de la mobilisation révolutionnaire contre l'ordre capitaliste d'oppression, d'exploitation et de guerre. Et ceux qui portent une lourde responsabilité, comme membres de l'appareil international du stalinisme, dans les “plus grandes tragédies et les plus grandes défaites” appellent maintenant ouvertement à renoncer au combat pour le socialisme et définissent un nouvel horizon à leur action :

“L'Union européenne tout comme l'ensemble du continent européen devient un espace de plus en plus important pour une politique alternative : en plus des niveaux politiques traditionnels : Etats-nations, régions et municipalités (...), nous donnerons un rôle accru au Comité des régions et au Comité économique et social en tant qu'organes institutionnels essentiels à la politique démocratique et régionale de l'Union européenne” (1).

Donc, on peut investir “l'espace de l'Union européenne” comme cela se fait au “niveau politique traditionnel”. On pourrait donc, dans le cadre de l'Union européenne, aboutir à une politique conforme aux intérêts de l'immense majorité.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Dans le cadre de l'Etat-nation — ici évoqué au même titre que l'Union européenne —, la lutte du mouvement ouvrier et démocratique a pu inscrire droits et conquêtes, lois sociales et démocratiques. Il s'agit de ce que la lutte des classes permet d'arracher, de cristalliser dans le cadre de la lutte entre les deux classes fondamentales de la société.

Mais l'Union européenne est définie par des institutions précises. Nous le répétons pour nos lecteurs qui, à l'échelle internationale, ne disposent peut-être pas de tous les éléments d'information nécessaires et à qui l'on présente frauduleusement l'Union européenne comme l'Europe.

L'Union européenne a été instituée en 1992 par un traité passé entre les chefs d'Etat et de gouvernement de douze pays, qui porte le nom de traité de Maastricht. Ce dernier met en place des institutions, dont les règles contraignantes ont depuis treize ans permis de porter des coups

(1) Pour le PGE, l'Europe dont il est question dans tous leurs textes et déclarations est bien l'Union européenne. Il est important d'insister sur ce point, car il y a une confusion volontairement entretenue en permanence — et pas seulement par le PGE — entre le nom d'un continent (l'Europe) et une institution (l'Union européenne) qui a été fondée sur la base de traités (Maastricht, Amsterdam et Nice), traités qui intègrent comme base fondamentale le respect de l'économie de marché, de la libre concurrence, traités au nom desquels, et en usant de l'arme des directives européennes, ont été menées dans tous les pays privatisations, casse des systèmes de protection sociale, destruction des services publics.

majeurs aux conquêtes sociales et démocratiques des classes ouvrières et des peuples d'Europe (2).

LE MYTHE DU CONTRÔLE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Le traité de Maastricht vise à créer une vaste zone de "libre-échange" en Europe, par-dessus toutes les lois et réglementations existant dans chaque nation.

La première page du traité de Maastricht commence par les considérants qui ont amené les chefs d'Etat de douze pays (parmi lesquels six rois !) à constituer l'Union européenne. Le sixième considérant souligne :

"Résolus à renforcer leurs économies ainsi qu'à en assurer la convergence, et à établir une union économique et monétaire, comportant, conformément aux dispositions du présent traité, une monnaie unique et stable."

Il s'agit de l'euro. Le titre II, première partie, article 3, stipule :

"L'action des Etats membres et de l'Union européenne comporte (...) l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des Etats membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre."

Pour ce faire, la Banque centrale européenne (BCE), prévue comme l'institution de l'euro, préparant sa mise en place, se trouve au centre du traité de Maastricht. La Banque centrale ne relève du contrôle d'aucune institution élue. Cette "indépendance" est au-dessus de toutes les institutions, y compris au-dessus des institutions supranationales de l'Union européenne elle-même.

Le titre VI du traité de Maastricht est tout entier consacré à "la politique économique et monétaire". Toutes les dispositions sont examinées dans le détail, qui contraignent chaque Etat à soumettre sa politique économique dans les moindres détails aux exigences de la Banque centrale européenne. Concernant précisément la monnaie, il est écrit en toutes lettres (article 105) :

"La Banque centrale européenne est seule habilitée à autoriser l'émission des billets de banque dans l'Union européenne."

L'article 107 du traité interdit "à tous gouvernements des Etats membres d'influer sur les décisions de la Banque centrale européenne". Cette dernière n'a qu'un maître : les marchés financiers, et donc, en dernière analyse, les fonds spéculatifs américains.

La marche à l'euro impulsée par la Banque centrale européenne et mise en musique par la Commission européenne s'est traduite par une double exigence adressée à tous les gouvernements qui se soumettent au cadre de ce traité : d'une part, réduire les déficits budgétaires pour qu'ils n'excèdent pas 3 % du PIB (et maintenant, les sommets européens fixent l'objectif de 0 %) ; d'autre part, que la dette publique n'excède pas 60 % du PIB. C'est au nom du respect de ce pacte de stabilité, de la réduction des déficits publics, que, dans tous les pays d'Europe

(2) C'est le traité de Maastricht qui :

— Organise les restructurations-licenciements dans l'industrie en vertu de l'article 130, titre XIII, qui dit : "La Communauté et les Etats membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie soient assurées. A cette fin, conformément à un système de marché ouvert, leur action vise à accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels."

— Fait obligation de privatiser les services publics en vertu de l'article 129 b, titre XII, qui dit : "La Communauté contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie (...) dans le cadre d'un système de marché ouvert et concurrentiel."

— Généralise la destruction des Codes du travail. L'article 49, titre III, exige "l'élimination selon un plan progressif (...) des procédures et pratiques administratives découlant de législations internes dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs".

— Organise la précarisation de la jeunesse. Article 127 : "La Communauté met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui (...) vise à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, stimuler la coopération entre établissements d'enseignement et entreprises."

— Impose, au mépris de toute souveraineté, l'austérité à tous les Etats. Article 104, titre VI : "La Commission surveille l'évolution et la situation budgétaire du montant de la dette publique en vue de déceler les erreurs manifestes (...). Le Conseil peut prendre des mesures visant à la réduction du déficit jugé nécessaire par le Conseil." C'est au nom de cet article que tous les gouvernements ferment les classes, les écoles, démantèlent les hôpitaux...

dont les gouvernements se soumettent à Maastricht, on a privatisé, attaqué les régimes de protection sociale, fermé les écoles, les services publics et les hôpitaux.

Or la politique du PGE, s'inscrivant comme une composante de l'Union européenne, l'amène à faire la proposition suivante :

“La Banque centrale européenne doit être contrôlée démocratiquement et mise au service de l'emploi et du développement dégagés des exigences du marché.”

Il s'agit là d'une tromperie. Mais, nous l'avons vu, la Banque centrale européenne découle précisément de l'existence du traité de Maastricht.

Le *Financial Times* (27 mars 1998) rappelait au moment de la marche à l'euro :

“Le texte sacré du traité de Maastricht interdit la moindre interférence des gouvernements nationaux. Il permettra (à la Banque centrale européenne) d'établir ses propres objectifs en matière de monnaie et d'inflation. Ses délibérations (seront) secrètes.”

Hans Tietmeyer, l'un des principaux responsables de la BCE, le rappelait lui aussi (discours du 13 octobre 1997) :

“Le traité de Maastricht engage la politique budgétaire nationale à éviter également dans l'avenir, dans l'intérêt commun, les déficits excessifs. Cette exigence faite à la politique budgétaire est justifiée à la fois au point de vue économique et de stabilité. Néanmoins, il est évident qu'elle empiète profondément sur les compétences primaires des Parlements nationaux, notamment le droit de financer leurs budgets par un emprunt.”

Ainsi, on peut tourner le problème dans tous les sens, toute politique qui ne commence pas par dire “Abrogation du traité de Maastricht” est respectueuse de la BCE et ne la réorientera en rien. La BCE est, on l'a vu, au cœur du dispositif du traité instituant l'Union européenne. On peut même affirmer que le traité a été rédigé pour lui permettre, en brisant tous les éléments de souveraineté nationale, de jouer pleinement son rôle au service des marchés financiers.

Ainsi, une politique qui respecte les traités sur lesquels est fondée l'Union européenne amène à s'inscrire — on va le voir très concrètement — comme une composante de celle-ci.

“OUI, NOUS POUVONS CHANGER L'EUROPE” ?

La réunion tenue les 29 et 30 octobre 2005 à Athènes constituait de fait le premier congrès du PGE.

Les thèses préparatoires soumises au congrès par le bureau exécutif du PGE ont pour titre : “Oui, nous pouvons changer l'Europe.” Dans le préambule, on peut lire :

« Le premier congrès du Parti de la gauche européenne se tient à un moment vraiment extraordinaire ; aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'énorme défi de l'ouverture d'un nouveau cycle politique et social en Europe. Depuis le 1^{er} mai 2004, nous vivons dans une Union européenne élargie de 25 membres. Les gens, dans tous les pays européens, peu importe qu'ils soient ou non membres de l'UE, s'inquiètent de ce à quoi ressemblera notre continent dans le futur ; bâtir “l'autre Europe” n'est pas seulement possible, c'est essentiel. »

Peu importe que l'on soit membre ou non de l'Union européenne ! Les diktats imposés pour organiser l'entrée dans l'Union européenne de nouveaux pays membres sont partout les mêmes : privatisations, désindustrialisation, remise en cause des systèmes de protection sociale, fin des aides à l'agriculture, soulevant partout l'indignation et la résistance des peuples.

Les nouveaux Etats membres, comme la Pologne, la Slovaquie ou la République tchèque, en savent quelque chose, les annexes du traité constitutionnel européen mentionnant et imposant la marche à suivre pour désindustrialiser ces pays.

Le PGE regrette que “les gens aient été tenus à l'écart du texte (du traité constitutionnel européen), n'ayant pas voix au chapitre lors de la phase de rédaction”, et déclare :

“Nous avons l'intention de lancer un processus réellement démocratique, qui doit inclure la participation à tout niveau engageant le Parlement européen avec les Parlements nationaux et régionaux — et la consultation des organisations populaires — pour prendre la responsabilité de rédiger un texte de droit fondamental qui peut être par la suite soumis à référendum.”

Pour le Parti de la gauche européenne — parti officiel de l'Union européenne reconnu et financé par elle —, il faut donc reprendre l'offensive pour un traité de Constitution européenne.

Mais, cette fois-ci, en prenant soin d'y intégrer *“les organisations populaires”*. Comment serait-il possible que les organisations ouvrières s'associent à la rédaction d'un projet d'une prétendue Constitution, dans le cadre des traités, fondé sur le respect de l'économie de marché ? L'association capital-travail court comme un fil rouge dans tout le texte du congrès du PGE :

“Nous exigeons par conséquent la création d'un nouvel espace public européen, dans lequel nous pouvons défendre et faire converger les droits sociaux et du travail par la lutte sociale, l'intervention publique et la restructuration de l'activité productive avec la participation des travailleurs.”

La *“restructuration de l'activité productive”* se traduit, en régime capitaliste fondé sur l'extorsion de la plus-value et la recherche de la réalisation du profit, par des plans de licenciements, par la flexibilité accrue du travail. Et les travailleurs devraient y *“participer”* ?

Le PGE se fixe comme *“objectif la création de droits fondamentaux soumis à référendum”* et propose pour ce faire l'élaboration *“d'un manifeste ou d'une charte des droits sociaux (...)”*, ainsi qu'*“un nouvel accord européen pour le développement de la protection sociale et de l'emploi”*.

N'est-ce pas participer à la recherche d'un nouvel accord au niveau *“européen”*, contre les nations, contre les droits arrachés par la lutte de classe dans ce cadre ?

Après le texte préparatoire au congrès, venons-en maintenant au discours introductif au congrès lui-même prononcé par Fausto Bertinotti. Ce dernier, responsable du Parti de la refondation communiste (PRC) en Italie, est également le président en exercice du PGE. C'est donc à ce titre qu'il prononce le discours d'ouverture à ce congrès.

Le choix par le PGE de Bertinotti comme président est loin d'être secondaire et anodin. (Ce choix est par ailleurs soutenu par le Secrétariat unifié, comme on le lira dans l'encadré reproduisant la

déclaration de la section italienne de la IV^e Internationale). En Italie, Bertinotti apporte tout son soutien à Romano Prodi, placé à la tête d'une *“coalition de toute l'opposition de la gauche italienne”*. Il le considère comme *“incontournable à la tête de la gauche”*, comme *“le chef naturel de l'opposition”*...

Or qui est Romano Prodi ? Ancien président de la Commission européenne, rédacteur du projet de traité constitutionnel, il est par excellence l'homme de l'Union européenne.

Romano Prodi a été pendant vingt-huit mois le chef du gouvernement italien, de 1996 à octobre 1998 (déjà soutenu par une coalition de gauche, l'*“Olivier”*). Durant son gouvernement, les mesures de contre-réforme de la Constitution, de décentralisation-régionalisation, de privatisation des services publics, toutes exigées par l'Union européenne, ont été mises en place. Puis, de 1999 à la fin 2004, il fut le président de la Commission européenne. Sous sa présidence, l'Union européenne exigea des pays de l'Union européenne *“des réformes du système de retraite”* (allongement de cinq ans des départs à la retraite) et que soit *“enrayée la spirale des dépenses de santé”*. Enfin, c'est sous sa présidence que la décision d'élaborer une *“Constitution européenne”* a été prise... A cet homme, Fausto Bertinotti apporte tout son appui. Ainsi, derrière le président du PGE, reconduit dans ses fonctions après le congrès d'Athènes, il y a l'homme de l'Union européenne, Romano Prodi.

Cela ne fournit-il pas un éclairage particulier à la formule utilisée par les thèses politiques du PGE *“Oui, nous pouvons changer l'Europe”* ? Fausto Bertinotti l'explique dans son discours d'ouverture du congrès :

« Un nouveau besoin historique émerge, un besoin d'une société alternative, et, dans ce besoin historique, émerge le besoin pour une Europe qui joue un rôle principal dans cette réalisation. Non à l'Europe que nous voyons aujourd'hui. Une autre Europe. La devise célèbre “Le roi est mort, vive le roi” est aussi valable pour l'Europe. »

Voilà qui a le mérite de la clarté. La formulation historique *“Le roi est mort, vive le roi”* était (est) prononcée lors du décès d'un monarque. Elle visait (vise) à

affirmer la nécessaire continuité du système féodal, monarchique et de l'Etat. L'interruption ne devait avoir lieu sous aucun prétexte. Pour le président du PGE, il en est de même en ce qui concerne l'Union européenne. Elle est affectée par le rejet des peuples, redonnons-lui force et vigueur. Par-delà toutes les difficultés, il faut assurer la continuité de l'Union européenne.

Après le vote du 29 mai en France, suivi du vote aux Pays-Bas et l'échec du traité de "Constitution" européenne, il leur faut relancer le mécanisme. Dans quel sens ?

"Une Europe qui fonde son rôle dans le monde et son système économique et social différent sur la démocratie, une forme spéciale de démocratie : la démocratie participative, une démocratie qui est construite sur la gestion constructive du conflit, du conflit social."

Nous sommes au cœur du problème. On peut savoir gré à Bertinotti de traduire aussi simplement : "démocratie participative" égale "gestion constructive du conflit social". N'est-ce pas là une nouvelle forme de corporatisme, qui viserait à nier les intérêts contradictoires entre les classes, la lutte des classes ? La "participation" permettrait de gérer de manière "constructive" le "conflit social" ? Mais d'où vient le conflit social ? N'est-il pas le produit d'intérêts matériels antagoniques dans la société divisée en classes ?

L'économie capitaliste ne se caractériserait-elle plus par le fait que le travailleur est contraint de vendre sa force de travail à un détenteur privé du capital, lequel réalise son profit par l'extorsion de la plus-value ?

N'est-ce pas là la base d'une opposition irréductible ?

Dans la suite de son discours, Bertinotti explique :

"La précarité n'est pas juste le résultat automatique de l'organisation d'une économie capitaliste, c'est aussi un choix stratégique fait par les classes dominantes, qui ont actuellement perdu la capacité d'organiser un consensus sur leur décision (...)."

Donc, dans le cadre de la société capitaliste, d'autres solutions positives sont possibles et le regret de Bertinotti est que "les classes dominantes n'aient pas la capacité d'organiser un consensus sur leur

décision". Sommes-nous fondés à constater que c'est là un projet d'ordre corporatiste ? N'y a-t-il pas un lien avec le fait que ce "parti" s'inscrit dans le cadre du respect des institutions et des traités de l'Union européenne, qui sont, par définition, d'ordre totalitaire ?

Niant que le capitalisme décadent porte en lui-même la précarité (la barbarie), puisque "d'autres choix stratégiques" pourraient l'éviter, Bertinotti fait des découvertes :

"La construction d'une nouvelle alliance entre les nouveaux ouvriers d'Europe et les classes ouvrières traditionnelles est, je pense, un des buts stratégiques du PGE. La construction de ce nouveau mouvement des travailleurs est ce qui est nécessaire afin d'ouvrir une nouvelle période de droits et de droits universels (...). Cela ouvre la question de nouveaux droits universels et pousse l'Europe à devenir la patrie de ces nouveaux droits universels. Et ces nouveaux droits universels donneront corps à l'idée d'un nouvel espace public. Nous devons être l'acteur principal de cet objectif."

Quel galimatias pour aboutir à présenter l'Europe comme "patrie de ces nouveaux droits universels", correspondant à une "nouvelle classe ouvrière". Piètre habillage de la subordination totale à l'Union européenne et à l'offensive menée par elle contre les droits ouvriers et démocratiques — bien pratiques et bien réels, arrachés dans le cadre de la nation —, au nom, bien sûr, de prétendus droits européens ou universels !

Nous allons voir ce qu'il en est en termes de propositions pratiques dans la déclaration — dite "d'Athènes" — adoptée à l'issue de ce premier congrès du PGE.

Ce document — court, puisqu'il fait deux pages — est le seul adopté par le congrès.

Son premier paragraphe condamne "les politiques néo-libérales décidées à Bruxelles et celles décidées par les gouvernements nationaux". Or tous les militants, en Europe, tous les travailleurs savent qu'une des particularités du traité de Maastricht, c'est d'avoir créé une situation où tous les gouvernements nationaux, abdiquant leur souveraineté nationale, mettent en œuvre de manière subsi-

diaire la politique dictée à Bruxelles. Pourquoi ne pas dire que 90 % des textes de loi et des règlements édictés dans les Etats membres — et il en va de même dans d'autres pourcentages dans les Etats candidats à l'intégration dans l'Union européenne — consistent à traduire dans le cadre de chaque Etat les directives européennes ? Est-ce pour camoufler le fait qu'il ne saurait y avoir de politique conforme aux intérêts des peuples sans rupture avec l'Union européenne ?

Le document poursuit :

“L'Europe a besoin d'être refondée sur la base de la paix, de la démocratie et du respect total des droits sociaux et humains.”

Mais comment cela serait-il possible sans remettre en cause les traités de Maastricht et d'Amsterdam ? En fait, le PGE s'inscrit comme une force de proposition au sein de l'Union européenne, comme une composante sociale de l'Union européenne. Et il n'entend pas le faire seul.

“Nous soutenons pleinement toutes les mobilisations et initiatives européennes contre le néo-libéralisme et la guerre, en particulier le 4^e Forum social européen (FSE)” prévu pour le mois de mars 2006 (3).

Rappelons que le précédent forum social européen avait décidé de soutenir la manifestation de la Confédération européenne des syndicats (CES) à Bruxelles, le 19 mars 2005, pour le oui à la “Constitution” européenne, sous le mot d'ordre : *“Pour une Europe sociale.”* Cette manifestation regroupa côte à côte les partisans du oui et du non au traité constitutionnel. Aujourd'hui, le forum social européen se propose de participer à la redéfinition de l'Europe en construisant *“une alternative au projet néo-libéral et aux politiques antisociales en Europe, en faisant valoir et en rendant visibles ces alternatives et des réponses concrètes”*. Toujours la même idée d'une Union européenne correctement orientée.

Cette alliance avec le forum social est importante. Car ce dernier est lui-même relié à la CES. La manifestation de mars 2005 avait été organisée en commun par le forum et la CES. Or la CES elle-même remet avant chaque sommet des chefs

d'Etat européens des propositions, afin de participer à l'élaboration de la politique de l'Union européenne. C'est donc notamment par le biais de ce forum que pourront “passer” vers la Commission européenne des propositions et textes visant à remettre en selle le processus d'élaboration d'une “Constitution” supranationale.

LA SUBORDINATION À L'IMPÉRIALISME

Quant à la participation des dirigeants des différents Partis communistes d'Europe au Parti de la gauche européenne, institution de l'Union européenne, elle a une logique.

Il y a maintenant près de quinze ans, l'URSS implosait comme Etat. La politique de la bureaucratie contre-révolutionnaire restaurationniste avait ouvert la voie au démantèlement de l'Union soviétique.

L'appareil international du stalinisme, relié à la bureaucratie, et qui dépendait d'elle, se disloquait alors. Les appareils “nationaux”, produits de cet éclatement, cherchent de nouveaux maîtres. Les partis staliniens, hier aux ordres du Kremlin, se tournent à l'échelle internationale vers Washington. En Europe, cette subordination directe à l'impérialisme (après avoir été indirecte par l'intermédiaire de la bureaucratie du Kremlin) passe par l'intégration à l'Union européenne.

Mais la réalité demeure : la société est divisée en classes. Pour la IV^e Internationale, le combat pour le socialisme “reste vrai”. Il exige en toutes circonstances de préserver son indépendance à l'égard des institutions de l'Union européenne comme à l'égard de l'ensemble des institutions de la mondialisation.

Olivier Doriane

(3) Cela se situe dans la logique des statuts du PGE (article 5), qui appellent à *“initier et soutenir l'action et les activités à l'échelle européenne de la GE et de ses partis, ainsi qu'avec d'autres partis, réseau de partis et ONG”*.

Fausto Bertinotti est le président du PGE. Il en est le symbole. La section italienne de la IV^e Internationale, dans une déclaration publique, a souligné à son propos :

« Bertinotti, qui a été candidat aux primaires, a, à de nombreuses reprises, déclaré : je serai candidat aux primaires, mais Prodi sera le leader de la “grande alliance démocratique” pour les élections de 2006. Bertinotti (qui s’est prononcé contre la Constitution européenne) se félicite ensuite de la “participation” aux primaires et se met sous le “leadership” de Prodi, corédacteur de la Constitution européenne. Chacun est en droit de se poser la question : comment Bertinotti peut-il se mettre sous le “leadership” de Prodi, alors que celui-ci mène une politique tout entière tournée contre les travailleurs ?

Le 28 octobre, Bertinotti déclare à *La Repubblica* : *“Que la droite ne se fasse pas d’illusions, il y aura un accord et nous gagnerons les élections. Personne, dans notre camp, qu’il soit de droite, du centre ou de gauche, ne peut se permettre cinq ans de plus de gouvernement Berlusconi. Et qui prend la responsabilité de rompre se retrouvera pour toujours en dehors de la politique.”*

“Nous gagnerons les élections.” Bertinotti indique par là : nous serons au gouvernement pour appliquer toute la politique de l’Union européenne, dont Prodi se réclame chaque jour.

Mais ces “primaires”, cette “grande alliance démocratique” ont une particularité. Qu’en est-il de la “gauche” du Parti de la refondation communiste, c’est-à-dire des membres du Secrétariat unifié, qui occupent des postes fort importants dans la direction du Parti de la refondation communiste ? L’organisation qui prétend, en Italie, parler au nom du trotskysme, l’organisation fondée par Livio Maitan, courant au sein du Parti de la refondation communiste, a, lors du congrès du Parti de la refondation communiste (qui avait adopté la stratégie de l’Unione et des primaires), présenté une motion “critique”, mais qui ne contestait pas la nécessité d’un accord électoral avec Prodi. Luigi Malabarba avait déclaré dans la motion qu’il a soumise : *“L’actuel système électoral, majoritaire et antidémocratique, rend nécessaire une alliance électorale avec le centre-gauche.”* Et cela, n’est-ce pas permettre à Prodi, de “centre-gauche”, de gouverner ? Nous, section italienne de la IV^e Internationale, posons une question : comment est-il possible qu’une organisation qui parle au nom du trotskysme adopte une telle position ?

Faudrait-il donc se soumettre à l’un des plus acharnés défenseurs de la politique destructrice de l’Union européenne ? Faudrait-il soutenir le gouvernement de Prodi ?

Est-il possible qu’il y ait quoi que ce soit de commun entre Prodi et les organisations qui prétendent représenter les travailleurs des villes et des campagnes, a fortiori entre Prodi et des organisations qui se réclament du trotskysme ?

Pour nous, section italienne de la IV^e Internationale, nous ne pouvons que considérer qu’une telle position développée par les dirigeants du Secrétariat unifié en Italie n’a rien à voir avec le trotskysme parce qu’elle signifie se soumettre aux diktats de l’impérialisme et de l’Union européenne dont nous vivons tous les jours les conséquences. Non, en aucun cas les intérêts de la classe ouvrière et de la population, la défense de la civilisation ne peuvent être défendus sous la houlette de Romano Prodi.

Il est à noter aussi que les “oppositionnels” de gauche dans le Parti de la refondation communiste ont participé au congrès de la Gauche européenne, congrès au cours duquel Bertinotti a été réélu président (avec les voix de toutes les oppositions de “gauche”, dont les membres du Secrétariat unifié au sein de Refondation) (...).

Alain Krivine, dirigeant du SU en France, était invité par le PCF au congrès de la Gauche européenne. *Rouge*, organe de la LCR, se félicite de *“l’esprit d’ouverture qui régnait dans ce congrès”*. Selon *Rouge*, *“notre camarade Alain Krivine, invité, a pris la parole, au nom de la LCR, pour rappeler qu’il existait aussi une conférence de la gauche anticapitaliste, et que nous étions prêts à des campagnes communes, mais aussi à des débats, en particulier sur des problèmes stratégiques de contenu et d’alliance”*.

Les dirigeants du SU en Italie sont aussi partisans de cette “gauche anticapitaliste”, et, comme Alain Krivine, ils sont pour l’unité de la “gauche anticapitaliste” et de Bertinotti, qui, lui-même, se prépare à gouverner avec Prodi, qui déclare vouloir intégralement appliquer la politique de l’Union européenne et du FMI contre la classe ouvrière italienne. Est-ce cela, la politique de la “gauche anticapitaliste” ? »

LA VÉRITÉ

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : La Vérité, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

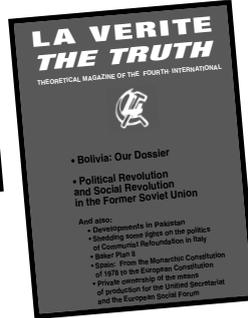
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, La Vérité, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** : The Truth, Bill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



Afrique : socialisme ou barbarie

Par Meziane Diop

Lors du récent sommet des chefs d'Etat de Bamako (3-4 décembre 2005), le président de l'Union africaine, Alpha Oumar Konaré, a déclaré :

“L’Afrique va brûler et sera anéantie dans les 25 prochaines années. Aujourd’hui, nous avons des centaines de milliers de personnes errant dans la brousse et dans le désert, essayant de trouver une porte de sortie ; bientôt, ils seront des millions, car l’Afrique s’appauvrit de plus en plus.”

Cette déclaration est le reflet exact de la réalité.

En octobre 2005, un rapport publié en Grande-Bretagne démontre que 73 % des demandeurs d'asile ou immigrants clandestins viennent d'Afrique parce qu'ils n'ont plus rien pour vivre.

Dans un rapport de l'ONU, on estime qu'en 2020, la désertification poussera environ 60 millions d'habitants du Sahel et de la Corne de l'Afrique à émigrer vers l'Afrique du Nord ou l'Europe.

Les récentes images de centaines d'hommes et de femmes qui se jettent sur les fils barbelés à Melilla ou d'autres qu'on abandonne en plein désert, ou de ceux qui s'entassent dans des embarcations de fortune au large de Ceuta, et qui, pour beaucoup, périssent noyés, confirment ce jugement.

Jeune Afrique-L'Intelligent (17 décembre) précise encore :

“Entre 200 millions et 300 millions d’Africains souffrent de la faim ; en 2005, le Sida aura tué au moins 67 millions de personnes sur le continent ; chaque année, le paludisme est à l’origine de plus d’un million de décès, dont 90 % en Afrique subsaharienne.”

Les chefs d'Etat réunis à Bamako ont-ils cherché les causes de cette situation, qu'il faut bien appeler par son nom : barbarie ? Non. Mais le pouvaient-ils ?

Tous engagés de près ou de loin dans les institutions africaines et internationales, toutes parrainées, organisées et dirigées par le FMI et la Banque mondiale, pouvaient-ils répondre à cette question ou ne serait-ce que la poser ?

Dans ce premier article, appuyé sur des constats, des faits, des chiffres publiés par l'ONU, l'OMS, la Banque mondiale, les gouvernements eux-mêmes nous donneront tous les éléments qui permettent de répondre à la question : pourquoi ? Qui est responsable ?

Dans le prochain numéro, nous poserons et répondrons à une autre question : est-ce une fatalité, y a-t-il une issue ? Que faire ? Et nous reviendrons à cette occasion sur la signification de la tenue, en janvier 2006, d'un "Forum social mondial polycentrique" à Bamako (Mali).

“Les forces productives de l’humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques

ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes (...)" (Programme de transition).

POUR DES MILLIONS D'HOMMES, DE FEMMES ET D'ENFANTS, AUJOURD'HUI, EN AFRIQUE, UNE SEULE PRÉOCCUPATION : SURVIVRE

"L'état désastreux de nos économies, la pauvreté de nos peuples et le désespoir de nos gouvernants sont tels que, sur le continent africain, la survie est devenue la préoccupation numéro 1. La faim, les maladies et l'illettrisme y sont monnaie courante : celui qui possède un dollar fait figure de privilégié" (Shehu Sani, président du Civil Right Congress, Kaduna, Nigeria, *New York Times*, décembre 2003).

Quelques faits et précisions sur la situation en Afrique aujourd'hui.

— Selon l'OMC (que cite *Jeune Afrique-L'Intelligent*), en Afrique subsaharienne, sur une population de près de 840 millions d'habitants (soit 14 % de la population mondiale), le revenu moyen annuel par habitant est de 600 dollar US. 323 millions vivent avec moins d'un dollar par jour. De l'avis des institutions internationales, il faudrait une croissance de 7 % par an au cours des quinze prochaines années pour "*relever le défi*". Mais au cours des quinze années qui viennent de s'écouler, l'Afrique a tourné à un rythme de 2,5 %. **En vingt ans, la part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 12 % à 2 %.**

— Sommet de l'ONU en 2005 : tous les pays africains sont dans la zone moyenne ou faible de l'indice de développement humain (IHD), qui, bien que discutable, donne une idée de la situation. Tous les pays se situent entre les 106^e et 177^e rangs d'une échelle qui va de 1 à 177. Dix-huit pays, dont douze en Afrique subsaharienne, sont dans ce classement depuis 1990.

— Aujourd'hui, dans le monde, 39,4 millions de personnes vivent avec le VIH. Ils étaient 36,6 millions en 2002. Sur les 39,4 millions, 25,4 vivent en Afrique subsaharienne. Selon l'OMS, 6 millions de personnes ont besoin d'un traitement immé-

diat, sous peine de décès rapide. Sur ces 6 millions, on en dénombre 15,8 % en Afrique du Sud, 6,4 % au Kenya, 6,2 % au Zimbabwe, 6,1 % au Nigeria, 5 % en Ethiopie et 4,1 % en Tanzanie. Alors qu'en Europe et aux Etats-Unis, le taux de mortalité des séropositifs a chuté de 80 % en quatre ans depuis l'introduction des antiviraux, en Afrique subsaharienne, l'épidémie continue de se propager : plus de 800 personnes meurent chaque jour du Sida en Afrique du Sud. La COSATU a exprimé sa déception devant l'attitude du gouvernement face à une épidémie qui ravage les forces vives du pays. **L'espérance de vie est tombée à 45 ans, contre 49 ans dans les années 1980.**

— Selon l'OMS (rapport de la journée mondiale contre la tuberculose en mars 2005), "*la tuberculose est une maladie opportuniste, qui profite de l'affaiblissement du système immunitaire causé par le VIH. L'Afrique est particulièrement touchée.*" **Dans l'ensemble de l'Afrique, le nombre de tuberculeux augmente de 4 % par an.**

En Ouganda, il y avait 2 014 cas de tuberculose en 1980. Il y en avait 41 500 en 2003, soit 40 fois plus. En République démocratique du Congo, on dénombrait 5 122 cas en 1980, contre 84 687 en 2003, soit 17 fois plus. En Afrique du Sud, on est passé de 55 310 cas à 227 320 cas, soit 5 fois plus (pour une population de 40 millions d'habitants). En Ethiopie, on est passé de 40 096 cas en 1980 à 117 600 cas en 2003, pour une population d'environ 50 millions d'habitants. En Algérie, où la prévalence du Sida est faible, le nombre de cas a été multiplié par 7 : on passe de 2 702 en 1980 à 19 730 cas en 2003.

A l'échelle mondiale, 14 millions de personnes ont subi une co-infection tuberculose-VIH : 70 % d'entre elles vivent en Afrique. Dans certaines régions d'Afrique, 75 % des tuberculeux sont infectés par le VIH. Chaque jour, dans le monde, plus de 8 000 personnes meurent du Sida et plus de 5 000 personnes de la tuberculose : la majorité en Afrique.

Selon le rapport annuel de l'UNICEF (2004), en Afrique, 15 millions d'enfants sont orphelins du fait du Sida. 80 % vivent en Afrique subsaharienne. Si rien n'est fait, 18 millions d'enfants africains auront perdu au moins un de leurs parents à cause du

Sida en 2010. 10 millions d'Africains entre 15 et 25 ans sont atteints du Sida et 3 millions d'enfants de moins de 5 ans.

Le Fonds canadien pour l'Afrique déclare :

“Continent le plus pauvre du monde, l'Afrique est confrontée à des problèmes de santé qui compromettent son avenir.”

— Le paludisme est responsable de plus d'un million de décès par an dans le monde. En Afrique, il est la principale cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. Le plan RMB se proposait de faire reculer le paludisme et de faire baisser le taux de mortalité *“d'au moins 50 % entre 1988 et 2010”*. Pourtant, en 2004, il y a eu trois fois plus de morts que dans les années 1970. **Le paludisme, en Afrique subsaharienne, tue plus d'enfants que n'importe quelle maladie infectieuse.**

En septembre 2005, Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale, instigatrice de tous les plans et dispositifs depuis des décennies, déclarait :

“Il est malheureux que le paludisme tue un enfant africain toutes les 30 secondes, alors qu'il existe des méthodes de prévention et de guérison.”

Selon la Banque mondiale, le paludisme est contracté chaque année par 200 à 400 millions de personnes et occasionne la mort de 1 à 2 millions de personnes par an, la majorité en Afrique.

Selon l'organisation Médecins sans frontière, *“c'est une arme de destruction massive qui n'intéresse personne”*.

Nombre d'ONG et d'institutions internationales prétendent que le protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète constituerait le moyen le plus efficace de combattre le paludisme (le réchauffement climatique favorisant la propagation du paludisme en multipliant le nombre de moustiques porteurs du parasite).

Richard Trent, directeur de l'association Africa Fighting Malaria, expliquait à Johannesburg (juin 2004) :

« Aujourd'hui, beaucoup d'êtres humains, surtout des enfants de moins de 5 ans, meurent du paludisme, une maladie dont on peut se protéger et que l'on peut guérir. Ils meurent parce qu'ils sont trop pauvres pour disposer de médicaments. Ils meurent parce que, même s'ils avaient de l'argent pour acheter des médicaments, leurs pays sont trop pauvres pour organiser la distribution de médicaments. Ils

meurent parce que les gouvernements des pays riches ne veulent pas financer des mesures qui sauveraient des vies, comme pulvériser de l'insecticide dans les maisons, parce que ces gestes ne sont pas conformes à l'idée qu'ils se font de la “durabilité environnementale”. Le paludisme est une maladie complexe, mais le meilleur remède pour les habitants des zones infectées est d'échapper à la pauvreté. Le traité sur le réchauffement climatique, le protocole de Kyoto, ne leur sera d'aucun secours. »

L'hebdomadaire *The Lancet* publiait une lettre des meilleurs spécialistes mondiaux du paludisme, dont le professeur Paul Reiter, de l'Institut Pasteur, à Paris :

“Nous comprenons l'inquiétude du public au sujet du changement de climat, mais nous devons souligner que ces prédictions dont on nous rebat les oreilles sont non fondées et trompeuses.”

— Dès 2004, l'OMS s'inquiétait d'une éventuelle reprise de l'épidémie de poliomyélite en Afrique. Alors qu'en début d'année, seuls deux pays comptaient des malades, six mois plus tard, c'est dans douze pays que l'on constate de nombreux cas. Dans le monde, la poliomyélite a reculé de 99,8 % depuis 1988, mais est toujours présente en Afrique (Angola, Egypte, Soudan, Ethiopie, Nigeria...).

“Malgré l'existence d'un traitement efficace et peu coûteux, la maladie gagne du terrain”, explique l'OMS, précisant qu'il se prépare *“une véritable hécatombe”*.

— Dans les trois premiers mois de 2005, s'est développée une épidémie de choléra. Au Malawi, par exemple, 100 000 personnes sont infectées.

— En mai 2005, au Tchad, se développe une épidémie de rougeole : pendant dix semaines, 400 cas nouveaux par semaine sont enregistrés, constate Médecins sans frontière, avec une *“couverture vaccinale extrêmement faible dans le pays depuis plusieurs années”*. Constat qui se couple avec le suivant : *“Des taux élevés de malnutrition aiguë sévère ont été observés.”* En 2000, une enquête conjointe de l'UNICEF et du gouvernement a révélé au Tchad une situation alarmante : 40 % des enfants de moins de 5 ans et 20 % des adolescents souffrent de malnutrition chronique. Plus de 2 enfants sur 7 souffrent de retard de croissance ou sont trop petits pour leur âge (*Libération*, 15 août 2005).

— La rougeole tue 750 000 personnes par an, en grande partie des enfants de moins de 5 ans, alors qu'un vaccin coûte 15 centimes d'euro.

— Les maladies infectieuses contre lesquelles il existe pourtant un vaccin tuent 8 000 personnes par jour, alors qu'il s'agit de maux que l'on maîtrise parfois depuis un demi-siècle.

“En Europe, ces maladies d'origine infectieuse ont quasiment disparu. En Afrique, elles sont à l'origine de 10 à 20 % des affections cardiaques et jusqu'à 50 % chez les enfants et les adolescents. La prévention en est extrêmement simple : traiter les angines par la pénicilline”,

explique le professeur Edouard Bertrand, doyen honoraire de la faculté de médecine d'Abidjan, à propos des maladies cardiaques rhumatismales. Et de s'interroger :

“Pourquoi laisser souffrir et mourir en Afrique des enfants qui ailleurs sont épargnés ?”

En effet, pourquoi ?

— La Banque mondiale constate que sur les 600 médecins formés en Zambie, il n'en reste plus que 50 dans le pays. Sur les 489 diplômés de la faculté de médecine du Ghana, en dix ans, 298 sont partis à l'étranger. En Ethiopie, 30 % des médecins se sont expatriés entre 1988 et 2001. Il y a aujourd'hui plus de praticiens nigériens à New York que dans l'ensemble du Nigeria. Idem pour le personnel médical du Malawi, plus nombreux dans la seule ville de Manchester qu'au Malawi. Selon la Banque mondiale, ce mouvement va s'amplifier dans les prochaines années, et même toucher les infirmières. Les Etats-Unis ont besoin d'en recruter 500 000 d'ici 2015 et le Royaume-Uni plus de 35 000 d'ici 2008 (Global Morning Report).

Chaque année, l'OMS établit le classement des “performances globales du système de santé” par pays, de 1 à 191. Alors qu'on constate que la France occupe toujours la première place dans ce classement mondial, tous les pays africains sont dans le bas du tableau : Tchad 178^e, Angola 181^e, Nigeria 187^e, République démocratique du Congo 188^e, Sierra Leone 191^e et dernier.

Selon l'OMS, le seuil minimum pour le dispositif de santé est de 20 médecins pour 100 000 habitants. En Afrique subsaharienne, il est de 5, voire de 3. En Afrique du Sud, 32 000 postes d'infirmières sont vacants.

Au Malawi, seuls 28 % des postes d'infirmiers étaient pourvus en 2003, contre 48 % en 1998.

— En Afrique subsaharienne, une femme sur seize décède pendant une grossesse ou un accouchement, contre une sur 4 000 dans les régions développées, soumises pourtant elles aussi à des politiques désastreuses. 529 000 femmes meurent chaque année dans le monde des suites de complications d'une grossesse ou d'un accouchement, 247 000 en Afrique subsaharienne.

— *“Une nouvelle invasion de criquets pèlerins dévaste tout sur son passage... Dans la vallée du fleuve Sénégal, les paysans ont tout perdu...”* (Jeune Afrique-L'Intelligent, novembre 2004). Région agricole qui fournit l'essentiel de l'alimentation des Mauritanien, la vallée du fleuve Sénégal paraît avoir été ravagée par les hordes d'Attila. L'offensive a duré un mois. La région la plus gravement touchée est le Sahel : plus de 1,6 million d'hectares dévastés. Le Sénégal, le Mali, le Tchad et le Burkina ont également beaucoup souffert. Céréales, arbres fruitiers et cultures maraichères ne sont plus qu'un souvenir. Les paysans ont tout perdu. Leurs pâturages ayant été saccagés, ils ne trouvent plus de quoi nourrir leurs bêtes et sont contraints de les abattre pour subsister.

Une semaine avant que les criquets ne se décident à partir, la FAO estimait que la production céréalière avait été détruite à 50 %, et à 100 % dans certaines régions. Le gouvernement mauritanien évalue pour sa part le déficit céréalier pour 2005 à quelque 400 000 tonnes, alors que les besoins de la consommation minimale sont de 560 000 tonnes. Les risques de famine sont d'autant plus réels dans plusieurs régions que le pays vient de subir plusieurs années de sécheresse consécutives.

Au Kenya, 1,2 million de personnes ont besoin d'une aide d'urgence du fait de la sécheresse. En Somalie, 1 million de personnes souffrent de la crise alimentaire, 10 millions de personnes sont menacées de famine en Afrique australe. Selon les Nations unies, la progression rapide de la désertification menace 40 millions de km², soit 30 % des terres émergées de la planète. D'ici 2025, 65 % des terres arables de la planète auront disparu en Afrique.

— L'Afrique est le continent le plus touché par le travail des enfants : 41 % des

enfants de 5 à 14 ans, soit 80 millions d'enfants. Selon l'OIT, les prévisions sont de 100 millions pour 2015. Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, arrive en tête avec 12 millions d'enfants au travail. L'Afrique du Sud en compte 400 000, l'Egypte 2 millions. Au Maroc, entre 5 000 et 10 000 enfants travaillent à la fabrication des tapis. 284 000 enfants travaillent dans les exploitations de cacaoyers en Afrique occidentale, 200 000 en Côte-d'Ivoire. Les enfants travaillent dans le chrome au Zimbabwe, dans les mines d'or au Burkina Faso. Toujours selon l'OIT, il existe un "intense trafic d'enfants entre le Togo, le Nigeria, la Côte-d'Ivoire, le Gabon et le Cameroun".

A la fin de la décennie 1990, le bilan des morts en Afrique subsaharienne dans les batailles militaires dépasse celui de toutes les autres régions du monde cumulées.

A l'échelle mondiale, au cours de la décennie 1990-2000, 200 millions d'enfants ont été chassés de leur foyer par les guerres et la moitié des 3,6 millions de morts étaient des enfants, dont une majorité en Afrique. Sur 320 000 enfants soldats dans le monde, 270 000 sont en Afrique, particulièrement des petites filles.

En 1994, au Rwanda, il y a eu 800 000 morts, autant que l'ensemble des guerres des années 1990 sur tous les continents. Les victimes indirectes des guerres en Afrique (maladie, malnutrition) sont beaucoup plus nombreuses que les morts au combat : 2,5 millions de morts, dont 6 % au combat, dans le conflit du Congo Kinshasa (1998-2001), 2 millions de morts, dont 3 % au combat, au Soudan de 1983 à 2002. L'Afrique est la région la plus touchée : 46 conflits pour l'année 2003, 52 % du total mondial (rapport sur "l'évolution des conflits depuis la Seconde Guerre mondiale", publié par Human Security Center — centre composé de différents services du département d'Etat de l'administration américaine —, dont *Le Monde* daté du 19 octobre 2005 a rendu compte).

Tous ces faits, ces chiffres, sont tirés de publications officielles d'organismes internationaux, qu'il s'agisse de l'OMS, du BIT, de l'ONU, de la Banque mondiale ou du FMI. Ils ne sont ni contestables ni contestés. Ils ne sont hélas ! pas exhaustifs. Ils rendent indécentes toutes les remarques ou polémiques avec ceux qui, tous de près ou

de loin défenseurs du système capitaliste, de la propriété privée des moyens de production, glosent sur le prétendu "catastrophisme" des trotskystes de la IV^e Internationale. Il n'est pas exagéré de dire que l'Afrique est en voie de disparition.

LES CONSÉQUENCES TRAGIQUES DE LA DETTE

Il y a quelques années, dans une réunion de présentation de la IV^e Internationale à Rio de Janeiro, un jeune Noir pose une question :

"Je ne comprends pas. Pourquoi ? Pourquoi nous, les Noirs, du Brésil, des Etats-Unis, d'Afrique, après avoir subi l'esclavage, les déplacements massifs, la colonisation, pourquoi sommes-nous encore aujourd'hui dans cette situation ? Serions-nous frappés de malédiction parce que nous sommes Noirs ?"

En mai 2005, se sont tenues à Alger des journées parlementaires organisées par le groupe parlementaire du Parti des travailleurs sur les "conséquences tragiques de la dette pour les pays africains". Pendant deux jours, dans les locaux de l'Assemblée populaire nationale, des responsables syndicaux d'Afrique ont, avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, des militants noirs des Etats-Unis, analysé cette question. Issu de ces journées parlementaires, un mémorandum donne les faits et précisions qui suivent.

En octobre 2004, à Johannesburg, le président algérien indiquait :

"J'emprunte 10 dollars, je rembourse 26 dollars pour que ma dette descende à 9 dollars."

La Commission des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a édité en 2004 un rapport intitulé : "Endettement : oasis ou mirage ?" Dans ce rapport, on peut lire :

"Entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars environ en prêts. Mais bien qu'elle ait remboursé près de 550 milliards de dollars en principal et intérêts, elle affichait encore une dette de 295 milliards de dollars fin 2002."

Les chiffres sont encore plus nets pour l'Afrique subsaharienne, qui, ayant reçu 294 milliards de dollars en prêts et remboursé 268 milliards de dollars en service

de la dette, reste cependant débitrice de quelque 210 milliards de dollars.

Donc, l'Afrique subsaharienne, en ayant payé pratiquement l'équivalent du montant de sa dette, n'a fait que payer le service de la dette. La dette extérieure publique (contractée par les pouvoirs publics, et donc garantie par eux) de l'ensemble de l'Afrique est passée de 89 milliards de dollars en 1980 à 250 milliards de dollars en 2003. Pour l'Afrique subsaharienne, elle a été multipliée par quatre (de 45 milliards de dollars en 1980 à 175 milliards en 2003).

Nous sommes en 2005. Selon les estimations, la dette totale actuelle de l'Afrique est de 350 milliards de dollars. Les remboursements tournent chaque année autour de 35 milliards de dollars.

Au mois de juin 2005, les Etats du G 8 décident de procéder à une "annulation de la dette". Sont concernés 18 pays, parmi lesquels 14 pays d'Afrique (Ouganda, Gambie, Madagascar, Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Sénégal, Rwanda, Tanzanie). Ces 14 pays appartiennent au groupe des pays pauvres très endettés (PPTÉ).

Ces pays, comme tous les autres, ont une dette qui présente plusieurs aspects : dette bilatérale (chacun vers un ou plusieurs pays) ; dette multilatérale (vers les institutions internationales, FMI, Banque mondiale, BAD), dette privée. Selon la Banque mondiale, la répartition en 2003 est la suivante : dette bilatérale : 47 % ; dette multilatérale : 37 % ; dette privée : 16 %. La décision du G 8 ne porte que sur la dette multilatérale. C'est cette dette qui a été annulée pour 14 pays africains.

Le lendemain, *La Tribune de Genève* (12 juin) titre :

"La dette des 18 pays pauvres est annulée d'à peine 20 %. Les pays pauvres très endettés ont déjà remboursé quatre à huit fois la mise, du fait des intérêts qui représentent aujourd'hui près de 40 % des PIB des Etats concernés."

En réalité, les pays du G 8 ont décidé de prendre en charge la dette multilatérale. Cette prise en charge devrait coûter aux pays du G 8, tous réunis, 1,5 milliard de dollars par an pendant dix ans.

L'accord veut que chaque dollar effacé soit remplacé et stipule que les pays riches (G 8) compenseront les pertes de remboursement.

Libération s'interroge :

"Une question demeure : l'argent engagé pour l'annulation de la dette sera-t-il ponctionné sur l'aide au développement, dont 38 % en moyenne servent déjà à des allègements de créances ?"

Il est plus que vraisemblable que telle sera la réponse : un véritable tour de passe-passe !

Dans tous les pays africains, les conséquences sont nettes. Dans le mémorandum, on peut lire à propos de l'Afrique du Sud :

"Ces conditions qui prévalent pour les Noirs sont liées à la dette de l'apartheid, qui s'élève à environ 400 milliards de rands (70 milliards de dollars US), et, pour servir cette dette, le pays paie plus de 50 milliards de rands (8 milliards de dollars US) par an, suffisamment pour établir une différence qualitative pour la santé, l'éducation et le logement (...). A chaque fois, le gouvernement déclare ne pas avoir d'argent pour construire des écoles, pour construire, entretenir et équiper des cliniques et des hôpitaux, pour faire tout ce qu'il est possible de faire pour endiguer la pandémie du Sida-HIV, pour construire des logements décentes pour le peuple. Mais le même gouvernement va honorer la dette, qui n'est pas celle de notre peuple."

Pour le Bénin :

« Notons que, sur les 165 480 millions de francs CFA, on annonce à grand bruit qu'il y aurait "allègement de la dette" pour un montant de... 12 348 millions de francs CFA. Dans le même temps, le pays déclare payer cette même année 52 660 millions de francs CFA au titre de la dette publique. »

Au Burkina Faso :

"Une dette colossale, injuste, toujours croissante, malgré la priorité de remboursement qui lui est imposée. Ainsi, en moins de quinze ans, le montant total de la dette du Burkina Faso a plus que triplé (3,5 fois environ), passant de près de 300 milliards de francs CFA en 1991 à environ 1 051 milliards de francs CFA en 2005. Chaque enfant qui naît au Burkina Faso est déjà endetté de plus de 80 000 francs CFA, soit environ trois fois le SMIC."

Pour le Burundi :

"La dette publique externe s'élève à la fin 2004 à 1 300 millions de dollars US, soit 1 560 milliards de francs bu et constitue plus de 190 % du PIB (...). Dans ce pays, la situation des services publics se détériore de manière constante et ceux-ci sont en voie de disparition. A titre d'exemple, le budget 2005 est consacré à

45 % au remboursement de cette externe, à 40 % aux services de défense et de sécurité et à... 2 % au secteur de la santé (...)!

La couverture vaccinale, qui était de 83 % en 1992, est passée à 48 % en 1998. Pour la même période, la mortalité infantile est passée de 110 % à 127 %. Selon une enquête récente, plus de 80 % de la population ont renoncé aux soins de santé. L'espérance de vie, qui était de 53 ans en moyenne, est tombée à 39 ans en 2004."

Au Cameroun,

"la dette extérieure avoisine le montant énorme de plus de 9,561 milliards de dollars, soit quatre fois le paiement de ses recettes d'exportation (...). L'espérance de vie est passée à moins de 40 ans."

En Centrafrique,

"une dette extérieure estimée à 600 milliards de francs CFA à la fin 2002, si lourde qu'elle surpasse pratiquement le volume de la production nationale. Un service programmé de la dette qui absorbe la quasi-totalité des recettes d'exportations (...). L'espérance de vie est passée de 48 ans en 1988 à 43 ans aujourd'hui (40 ans pour les hommes et 46 ans pour les femmes !)."

Au Togo :

"L'encours de la dette extérieure était estimé fin 2003 à 2,32 milliards de dollars. La dette extérieure est passée d'environ 70 % du PIB à la fin de 1992 à 104,2 % à la fin de 2003."

Au Maroc,

"en 1991, le Maroc avait payé au total 22,6 milliards de dollars, mais le pays continue à payer et à servir une dette qui se situe aujourd'hui aux environs de 15 milliards de dollars".

Tous les pays africains, sans exception, sont dans cette situation. Selon la Banque mondiale, les quatre pays d'Afrique du Nord avaient jusqu'en 1980 une dette équivalente à celle de tous les pays du sud du Sahara. Et dans les années qui ont suivi, elle a doublé, pour atteindre 75 milliards de dollars en 2003.

Dans son bilan annuel, le PNUD écrit :

"Au rythme actuel, l'Afrique subsaharienne ne respectera l'objectif de la scolarisation universelle dans le primaire qu'en 2129 ou l'objectif concernant la réduction de la mortalité infantile des deux tiers qu'en 2106 — dans 100 ans, au lieu des 11 ans qu'exigeraient les objectifs. Pour trois des objectifs — la faim, la pauvreté du revenu et l'accès aux sanitaires —, on ne peut même pas fixer de date, car la situation dans la région, loin de s'améliorer, est en train de se dégrader."

2106, 2129, dans cent ans ou plus... En clair, des objectifs qui pourraient être atteints lorsqu'il n'y aura plus d'Africains !

LES PRIVATISATIONS IMPOSÉES PAR LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Dans le rapport de la CNUCED, on peut lire :

"Les institutions de Bretton Woods ont exercé la plus grande influence sur les politiques de développement dans le continent par le biais des programmes d'ajustement structurel et des prêts correspondants. De plus, les prêts publics étaient dans une large mesure aussi assujettis à l'exécution de ce programme."

Et encore :

« Une analyse plus nuancée montre que le profil de la dette est passé de la "viabilité" dans les années 1970 à la "crise" dans la première moitié des années 1980, la majeure partie de la dette ayant été contractée entre 1985 et 1995 dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et sous la surveillance étroite des institutions de Bretton Woods. »

En clair, après les avoir étranglés par le système de la dette, le FMI et la Banque mondiale exigent des pays qu'ils mettent en place les politiques d'ajustement structurel, qu'elles s'appellent PAS, "bonne gouvernance" ou plus récemment NEPAD.

La réduction de la dette extérieure passe par la diminution des dépenses publiques. Les privatisations sont au cœur du dispositif. Dans le même temps où le montant des ventes doit servir à rembourser la dette, les deux tiers des prêts internationaux sont conditionnés par la privatisation des entreprises publiques. En moyenne, 38 % des budgets des pays d'Afrique subsaharienne vont au remboursement de la dette. *Jeune Afrique-L'Intelligent* (mai 2005) explique :

"En un quart de siècle, la majorité des entreprises publiques africaines a été cédée à des opérateurs privés, pour la plupart étrangers. La première vague a eu lieu dans les années 1980."

Après qu'on eut établi ce système dit "viable" dans les années 1970 !

Entre 1990 et 2000, plus de 3 000 d'entre elles passent aux mains du privé, soit une moyenne de six privatisations par an et par pays. En 1995, en Afrique subsa-

harienne, 495 entreprises sont privatisées par an, soit plus d'une par jour.

Les Etats du continent en ont tiré 8,8 milliards de dollars (à titre de comparaison, elles ont "rapporté" 46 milliards de dollars dans les pays d'Europe de l'Est et 177 milliards en Amérique latine). Ce véritable braquage du patrimoine national exprime aussi cette véritable destruction.

Dans tous les pays du continent, aucun secteur n'y a échappé : la distribution de l'eau, de l'électricité, les chemins de fer, le téléphone, les caisses de compensation agricoles.

"Comme il doit être simple, depuis un bureau d'une capitale occidentale, de tirer un trait sur l'histoire et la culture d'une entreprise et de décider... qu'elle doit quitter le giron de l'Etat pour passer au privé. Sur le terrain, à des milliers de kilomètres de là, des centaines d'hommes et de femmes sont jetés à la rue parce que les conséquences économiques les touchent directement. Salariés licenciés, population pauvre privée d'eau, d'électricité ou de moyens de transport ; paysans ruinés par la suppression des subventions publiques qui leur permettaient de vendre à un prix convenable leur production en dépit des soubresauts des cours internationaux" (Patrick Sandouly, dans *Jeune Afrique-L'Intelligent*).

Le Mozambique a cédé 487 entreprises publiques, qui lui ont rapporté 324 millions de dollars, soit 0,64 million de dollars par entreprise en moyenne.

En Zambie, 225 entreprises ont été privatisées, pour 717 millions de dollars.

En Guinée, les premières sociétés privatisées employaient 4 000 personnes au total. Seuls 600 emplois ont été préservés. En Algérie, en 1990, avec l'application du PAS, la réforme du secteur public s'est accompagnée de la suppression de 548 000 emplois en dix ans.

Pour la liaison ferroviaire Dakar-Bamako, c'est le groupe France-Canadien Transrail qui a obtenu, fin 2003, un contrat de vingt-cinq ans pour l'exploitation et la gestion de la ligne. La société Transrail privilégie le fret et les gros clients (entreprises étrangères pour la plus grande part), au détriment des commerçants maliens et surtout des voyageurs.

En Afrique du Sud, en dix ans, plus d'un million d'emplois ont été perdus, en particulier dans le secteur public, le plus souvent

du fait des privatisations des services publics.

Au Cameroun,

"L'objectif de l'initiative des pays pauvres très endettés au cours de la présente année budgétaire, qui participe toujours du paiement de la dette extérieure, c'est la liquidation, la restructuration ou la privatisation de ce qui reste comme entreprises dans le portefeuille de l'Etat (Camair, Cep, Sodécoton, IScdp, Sncec, etc.).

La conséquence, c'est l'aggravation du chômage déjà galopant et l'augmentation de la pauvreté et de la précarisation des conditions de (sur)vie des populations et des travailleurs. 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté dans un pays déjà pauvre.

L'accès à l'eau potable pour les populations, avec la privatisation en cours de la Snec, est devenu une véritable gageure. Le système des bornes-fontaines publiques est en panne et les subventions pour le rénover sont interdites par le FMI et la Banque mondiale.

Nous sommes donc revenus au système des puits, dont l'entretien n'est pas garanti, ce qui a ramené le choléra, depuis longtemps éradiqué, et qui a fait des morts par dizaines au cours de la dernière période."

Au Tchad, avec l'application du PAS, en 1995, les privatisations tombent :

"C'est le cas de la Société tchadienne des textiles (STT), de la Société nationale sucrière du Tchad (SONASUT), de la Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE) et du service des postes et télécommunications. La raison officiellement avancée était de relever l'économie exsangue du pays. En réalité, il s'est agi d'un dispositif de remboursement accéléré de la dette. C'est le sens des licenciements massifs qui accompagnent ces privatisations."

Au Togo, tous les secteurs sont touchés : compagnies d'assurances, banques, hôtels, activités portuaires, de manutention des containers, exploitation du phosphate...

Au Burkina Faso,

"bon élève de la Banque mondiale, du FMI et de l'Union européenne, le pays a confié au secteur privé 27 de ses 59 entreprises publiques dans le coton, la téléphonie ou l'hôtellerie. En 2006, il privatisera l'Office national des télécommunications (ONATEL) et ouvrira le capital des sociétés publiques gérant l'électricité (SONABEL) et les hydrocarbures (SONABHY). Mais, malgré un taux moyen de croissance de 5,5 % au cours des dix dernières années, le Burkina ne parvient pas à se

tirer de la misère et dispose d'un très chiche revenu annuel par tête de 300 dollars (255 euros). Il est classé 175^e sur 177 pays, selon l'indice de développement humain. Les deux tiers de la population sont analphabètes. La pauvreté semble progresser aussi inexorablement que la désertification : on y dénombrait 44,5 % de pauvres (moins d'un dollar par jour) en 1994, 45,3 % en 1998 et 46,4 % en 2003" (Le Monde, 11 novembre 2005).

Au Congo, entre 1987 et 1991, un tiers des entreprises sont passées au privé. Depuis, l'industrie sucrière a été vendue au groupe Villegrain. Le chemin de fer Congo-Océan est en phase finale de mise en concession. C'est la principale voie de communication et d'échange entre le port de Pointe-Noire (sud) et la capitale, Brazzaville. Sont aussi sur la liste la Société nationale d'électricité (SNE), la Société nationale de distribution de l'eau (SNDE), la CNTF (les chantiers navals et transports fluviaux). Le capital du port de Pointe-Noire et de Brazzaville est ouvert aux opérateurs privés.

En Tunisie, pour 2004, le programme de privatisation comprenait : le SNPD (société nationale de distribution de pétrole), la Société tunisienne des industries automobiles (STIA), la Banque du Sud, la société tuniso-algérienne de ciment blanc (SOTACIB), la Société tunisienne de l'industrie laitière (STIL), les ateliers mécaniques du Sahel (AMS)...

En Libye, 360 entreprises publiques devaient être cédées au privé avant la fin de l'année 2005.

En Algérie, où l'on sait les très vives oppositions aux privatisations, pour l'année 2004, 1 200 entreprises publiques économiques (EPD) ont été déclarées éligibles à la privatisation. 111 ont changé de statut, une cinquantaine ont été totalement privatisées, 22 partiellement cédées, 18 en opération de partenariat.

Toutes les entreprises qui ont changé de statut font partie des 790 considérées comme "viabiles et attractives". Selon le ministre algérien en charge du dossier, "ces entreprises ont des parts de marché non négligeables, un actif net positif et un endettement inférieur à 25 % du chiffre d'affaires". Ce sont maintenant les banques qui sont dans la ligne de mire. Selon une indication, "la française CIC envisagerait de prendre une participation majoritaire

dans la Banque nationale algérienne (BNA), dont la privatisation est prévue en 2006". Et ce, juste après le récent vote de l'APN sur les hydrocarbures.

Pas un pays, pas un secteur n'y échappe. Pour la seule période de 1990 à 1995, un état de la Banque mondiale montre que le nombre d'entreprises publiques en Afrique subsaharienne est passé de 6 069 à 4 058, soit une chute de 33 %.

En Côte-d'Ivoire, entre 1994 et 1997, la part du secteur public dans le PIB est passée de 0,5 % à 0,28 %. Dans le même temps, la part du secteur public dans les emplois officiellement comptabilisés est passée de 22 % à 7 %.

Selon le département de l'information des Nations unies,

"la Banque mondiale, qui a enquêté sur 54 entreprises privatisées au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Togo, en Zambie, a découvert qu'entre la signature des accords de privatisation et le premier trimestre 1996, les effectifs de ces sociétés avaient diminué en moyenne de 15 %. En 1994, la Fédération des syndicats des travailleurs du Soudan a dénoncé la perte de 40 000 emplois dans le pays depuis le début des privatisations, en 1992."

L'Association des professionnels de santé en coopération (ADPS) écrit dans un rapport :

"Le secteur public et parapublic des services sociaux sanitaires a été vivace jusqu'à la fin des années 1980. Mais les programmes de privatisation auxquels beaucoup de pays ont eu recours pour sauver les entreprises publiques ont réduit leur place... Le recouvrement des coûts devient désormais la règle. Les consommateurs paient désormais les prestations de soins."

Et cela, sur un continent où l'écrasante majorité ne dispose que de un dollar par jour.

En Centrafrique, on a coutume de dire :

"Dans nos hôpitaux et centres de santé, lorsqu'ils existent, si tu n'as pas d'argent, tu meurs à coup sûr."

Et c'est l'ONU elle-même qui écrit :

"En Afrique, ce sont les créanciers, et notamment le FMI et la Banque mondiale, qui ont été les principaux instigateurs des privatisations d'entreprises dans le cadre des plans d'ajustement structurel. En 1998, 34 pays africains participaient à des projets de la Banque mondiale ou avaient conclu des accords de financement de pro-

jets assortis de privatisations et les trois quarts des prêts et crédits de la Banque mondiale n'étaient accordés qu'à la condition de privatiser des entreprises d'Etat."

Y a-t-il le moindre aspect de "fatalité" ou de "race" dans la situation actuelle du continent africain ? De l'aveu même des institutions internationales, le lien est parfaitement établi entre la dette et les privatisations. Dette et privatisations structurellement liées ne sont pas autre chose que l'expression du système de production capitaliste, dont on voit à quel point le centre est la propriété privée des moyens de production.

Et nous ne sommes pas à n'importe quelle étape du processus de production capitaliste. C'est celle de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme : la décompo-

sition. Même si on ne tient compte que des aspects économiques d'achat et de vente, peut-on dire qu'il s'agit de l'exercice d'une "économie libérale" — ou même, comme on le dit maintenant, "ultralibérale" — ou encore des "aspects négatifs de la mondialisation" ? Ces faits et tous les autres ne démontrent-ils pas qu'il s'agit purement et simplement d'un pillage-destruction ? Mais l'Afrique, les Africains seraient-ils contraints à une telle situation ? Manqueraient-ils de ressources, de richesses naturelles ? Y en a-t-il et à qui appartiennent-elles ?

Nous reviendrons sur ces questions dans un prochain article.

Meziane Diop

La faute à la corruption ?

Il est un fait que, pour beaucoup d'ONG, d'Eglises, d'institutions, de "commentateurs bien intentionnés", les raisons invoquées — qu'elles soient ouvertement évoquées ou déguisantes de bons sentiments — relèvent du racisme pur et simple. A ce titre, il en est une qui revient à intervalles réguliers : la corruption. La corruption en Afrique serait telle qu'elle expliquerait cette catastrophe.

Un organisme international, Transparency International, publie chaque année deux rapports — l'un en mars, l'autre en octobre — consacrés à la corruption : l'un à la corruption en général et l'autre au classement des pays les plus corrompus. Est mis en place un indice de perception de la corruption (IPC). Collaborent à cette étude l'Institut for Management et Development de Lausanne, le Forum économique de Davos, la commission économique des Nations unies, etc. Les pays sont classés selon cet indice entre 10 (absence de corruption) et 0 (corruption très répandue)

Selon *Jeune Afrique*, qui livre les résultats de cette étude pour l'année 2005, "*la corruption est universelle et n'est nullement le monopole des pays pauvres. La preuve : aucun pays n'a reçu la note maximale de 10/10. Pire, aucun membre du G 8 — les sept pays les plus industrialisés, plus la Russie —, qui, lors de leurs sommets s'arroge le droit de donner des leçons au monde entier, ne figure parmi les dix meilleurs. Première puissance économique et militaire mondiale, les Etats-Unis n'arrivent qu'en 17^e position. Le Japon à la 21^e, l'Italie à la 40^e et la Russie à la 126^e...*"

Jeune Afrique précise encore : "*Alors que l'argent sale transite souvent par les centres financiers offshore, la corruption frappe de plein fouet les pays les plus pauvres.*" Où est la source de la corruption ?

"*Fréquemment, les grandes compagnies occidentales parviennent à obtenir, voire à susciter ex nihilo des projets pharaoniques — barrages, raffineries ou autres — en versant des commissions occultes représentant 5 % et 10 % du montant total des contrats.*" Et de pointer des compagnies américaines qui sont sous le coup d'enquêtes judiciaires : Halliburton, Westinghouse... Selon la Banque mondiale, le surcoût de ces contrats est estimé en moyenne à 20 %. La Banque mondiale établit que la corruption planétaire atteindrait plus de 1 000 milliards de dollars par an, soit 2 % du produit intérieur brut mondial et vingt fois le montant de l'aide au développement. Bien sûr, la corruption existe en Afrique, mais l'évoquer pour expliquer la situation actuelle n'est pas autre chose qu'un argument raciste.

Inde, Pakistan, Bangladesh

Pillage impérialiste et résistance des peuples

Par François Forge

Le 9 octobre 2005, le Pakistan était frappé par un terrible tremblement de terre, dont l'épicentre était situé au nord-ouest du pays, dans la partie du Cachemire contrôlée par le Pakistan (Azad Cachemire). Le séisme a également ravagé la province voisine, la North Western Frontier Province, et frappé, avec moins d'intensité, le Cachemire sous contrôle indien.

Les effets du tremblement de terre se sont fait sentir jusqu'à Islamabad et Lahore. Il s'agit d'une catastrophe naturelle majeure, qui a provoqué, d'après les premières évaluations, plus de 40 000 morts (chiffre qui a ensuite été porté à près de 80 000). Trois à quatre millions de personnes se sont retrouvées sans abri, des centaines de milliers d'entre elles étaient isolées dans des zones montagneuses, difficiles d'accès.

VICTIMES D'UNE FRACTURE POLITIQUE

Catastrophe naturelle, certes, mais dont les conséquences — et la manière dont il y a été répondu — relèvent de réalités

sociales, politiques et économiques à la fois propres au Pakistan et internationales. Un journaliste américain résumait ainsi cette réalité :

“Les centaines de milliers de Pakistanais dont la vie a été brisée par le tremblement de terre ne sont pas seulement victimes du fait qu'ils vivaient sur une faille géologique dangereuse. Ils ont aussi été victimes des fractures politiques régionales, qui ont entravé les développements politiques et économiques de cette partie de l'Asie” (Boston Globe).

A juste titre, ce journaliste attire l'attention sur les conséquences actuelles de la partition de l'Inde imposée en 1947, dont la situation du Cachemire est une expression. Plus généralement, les conséquences humaines du séisme qui a frappé le Pakistan ne sont pas explicables en dehors de la domination de l'impérialisme mondial sur le continent asiatique.

De jour en jour, pour les sinistrés, la situation se dégrade. L'hiver himalayen est là, avec sa rigueur, qui frappe des enfants, des vieillards, des gens affaiblis, des blessés dont les blessures se gangrènent.

Au lendemain du tremblement de terre, Kofi Annan appelait, au nom de l'ONU, à la levée d'un fonds d'urgence de 500 mil-

lions de dollars. Les responsables de l'ONU en place déclarent que 40 % seulement de cette aide sont arrivés. Mais que représentent 500 millions de dollars par rapport aux milliards extorqués en permanence au peuple du Pakistan ? 500 millions de dollars, c'est ce que, l'an dernier, le Pakistan a versé comme intérêts de la dette à la seule Banque mondiale. Il a également versé, comme intérêt de sa dette, aux pays créditeurs appartenant au Club de Paris, 580 millions de dollars. Le Pakistan a en tout versé au titre du service de la dette la somme de 2,7 milliards de dollars en une année : 2,7 milliards de dollars détournés de la construction d'hôpitaux, de voies de communication, de constructions conçues pour résister aux tremblements de terre.

Le 20 novembre, se réunissait dans la capitale du Pakistan, à Islamabad, une conférence sur l'aide internationale. Son succès dépassait les prévisions : plus de cinq milliards de dollars allaient être investis au Pakistan pour permettre la reconstruction.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit que les deux tiers de cette "aide" sont constitués de prêts.

Le résultat, c'est que la dette externe du Pakistan s'alourdit encore et que le service de la dette augmentera encore.

ANNULATION DE LA DETTE !

L'organisation syndicale All Pakistan Trade Unions Federation (APTUF) a, dès le 9 octobre, mobilisé ses organisations et ses militants pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre, tenant rapidement des réunions syndicales dans les régions les plus ravagées.

Elle s'est également adressée à l'Entente internationale des travailleurs pour que se développe une campagne internationale de solidarité ouvrière.

L'APTUF vient de publier une déclaration, où on lit :

"Les Nations unies évaluent à environ 100 millions de dollars les dons parvenus pour l'aide au Pakistan. Elles estiment les besoins immédiats à 500 millions. La dette externe du Pakistan est de 34 milliards de dollars (...).

Dans les conditions actuelles, où des hommes, des femmes, des gens âgés comme des enfants meurent, et où la situation risque d'empirer, est-il tolérable que des milliards de dollars, plutôt que d'aller vers le financement des secours et de la reconstruction, aillent nourrir la spéculation internationale ?

La dette externe n'est pas la dette du peuple pakistanais. Elle résulte des plans d'ajustement structurel qui accompagnent les prêts et qui ne favorisent que les grands investisseurs internationaux et les exploités locaux.

Au moyen de la dette externe, les richesses du Pakistan, le produit du travail de ses ouvriers et de ses paysans, sont l'objet d'une vaste opération d'extorsion. Depuis 1980, par le paiement des intérêts, le Pakistan a remboursé cinq fois ce qu'il devait, mais aujourd'hui le montant de sa dette externe est trois fois supérieur à ce qu'il était en 1980.

L'APTUF demande l'annulation immédiate de la dette externe du Pakistan (...).

Plus un sou ne doit alimenter la spéculation internationale. Toutes les ressources disponibles doivent être utilisées pour aider le peuple, qui souffre des conséquences du tremblement de terre."

Dans cette déclaration, l'APTUF appelle également à une diminution des dépenses militaires, qui forment le premier poste des dépenses de l'Etat.

Le Cachemire, là où le séisme a le plus terriblement frappé, est divisé entre l'Inde et le Pakistan depuis 1948 : des deux côtés de la "ligne de contrôle", l'armée est omniprésente. C'est une zone de guerre. Et pourtant, les premiers secours ont été extrêmement lents à arriver...

Le Cachemire sous contrôle indien a été moins touché (1 500 morts, une centaine de milliers de sans-abri), mais la coopération entre les deux armées a été extrêmement limitée. Le gouvernement pakistanais a refusé de laisser opérer des hélicoptères indiens au-dessus de son territoire ; le gouvernement indien a maintenu la frontière fermée.

Comme au lendemain du tsunami de décembre 2004, les déclarations diplomatiques se sont multipliées au lendemain du séisme, expliquant que la situation ainsi créée favoriserait "les initiatives de paix". En clair, l'impérialisme entend bien utili-

ser les “opportunités” offertes par le tremblement de terre pour renforcer sa capacité d'utiliser et de manipuler les conflits existants au compte de ses intérêts.

LES CONSÉQUENCES ACTUELLES DE LA PARTITION

Il n'est pas artificiel d'établir un lien spécifique entre les développements des pays qui forment le “sous-continent indien”.

Le sort du Cachemire est venu tragiquement le rappeler : ces peuples ont en commun d'avoir ensemble combattu et chassé l'impérialisme britannique, puis, a été imposée une “partition”, partition qui n'a réglé aucun des problèmes qui affectent tous les Etats qui se sont constitués dans ce cadre et sur laquelle l'offensive impérialiste repose aujourd'hui avec une force accrue.

Prenons le cas du Bangladesh. Il célèbre ces jours-ci le 34^e anniversaire de son existence. Le Bangladesh, c'est l'ancienne partie orientale du Bengale, celle où la religion largement dominante était la religion musulmane. Lors de la partition de 1947, le Bangladesh était donc une province du Pakistan. La dictature militaire pakistanaise — qui écrasait en même temps par une brutale répression le mouvement des ouvriers et des paysans au Pakistan — chercha à imposer l'urdu comme langue officielle à la place du bengali. La réalité nationale se montra plus forte que la religion : une véritable révolution mit fin à la domination pakistanaise et établit le Bangladesh en 1971.

Le Bangladesh est classé parmi les pays les plus pauvres du monde, bien que son sous-sol regorge de richesses.

Une privatisation destructrice, commandée par les conditions des prêts accordés par le FMI et la Banque mondiale, a largement démantelé l'industrie du jute. Aujourd'hui, la fin de l'accord multifibre, c'est-à-dire la libéralisation totale du marché du textile au compte de grandes multinationales, constitue un désastre pour le Bangladesh : un million d'emplois sont menacés, des milliers d'usines sont menacées de fermeture.

Politiquement, depuis 2001, le pouvoir est détenu par le Bangladesh National Party (BNP), l'un des deux grands partis traditionnels du Bangladesh, dont la victoire électorale avait été saluée par l'ambassade américaine comme “sa” victoire.

Ce gouvernement entendait régler de façon expéditive la privatisation, par le moyen de sa cession à une multinationale américaine, du plus important port du pays.

Chittagong devait être vendu à la multinationale américaine SSA, celle-là même qui opère aujourd'hui en Irak occupé et qui a cherché à briser le syndicat des dockers de la côte ouest des Etats-Unis.

“CHITTAGONG N'EST PAS À VENDRE !”

Solder le principal port du pays à une multinationale américaine, c'était porter atteinte à la souveraineté du Bangladesh, aux expressions les plus élémentaires de cette souveraineté.

Le Parti démocratique des travailleurs du Bangladesh, organisation associée à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, et dans laquelle militent les adhérents de la section de la IV^e Internationale du Bangladesh, a pris l'initiative, à partir de Chittagong, d'une campagne d'unité sous le mot d'ordre : “*Le Bangladesh n'est pas à vendre, Chittagong n'est pas à vendre !*”

Cette campagne, organisée d'abord autour des organisations syndicales — particulièrement celles des travailleurs du port — rencontra un grand écho dans la population de Chittagong. Manifestations et meetings se succédèrent. Le maire de la ville, l'une des figures nationales de la Ligue Awami — qui se trouve dans l'opposition, mais qui, lorsqu'elle était au gouvernement, se prononça pour la privatisation de Chittagong —, s'opposa à ce bradage et soutint la campagne, qui devint rapidement une affaire nationale.

Cette campagne se joignit au mouvement de protestation contre la remise des ressources énergétiques à des firmes impérialistes et à la mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière (notamment

dans les transports) contre les privatisations.

La campagne déboucha sur une conférence nationale le 18 mars 2004, à laquelle participèrent de nombreux dirigeants syndicaux, le maire de Chittagong et une délégation internationale, marquée notamment par la présence d'un représentant du syndicat des dockers de la côte ouest des États-Unis.

L'impérialisme et le gouvernement duurent reculer. Pour l'heure, Chittagong n'a pas été privatisé.

En septembre 2005, une série d'attentats frappèrent le même jour toutes les provinces du Bangladesh : 400 bombes explosèrent simultanément avec des charges calculées pour provoquer des dégâts limités et ne pas avoir de conséquences meurtrières. En fait, un avertissement, une manière de dire que ceux qui posent ces bombes peuvent faire ce qu'ils veulent. En d'autres termes : ce pays n'est pas gouvernable.

LE BANGLADESH EST EN DANGER

C'est peu après que le Parti démocratique des travailleurs tenait son congrès. Il lançait alors un appel aux travailleurs et au peuple du Bangladesh, aux organisations qui s'en réclament :

« Qui profite des actes barbares qui sont perpétrés ? D'abord et avant tout les forces qui pillent le pays et s'assurent le contrôle de toutes les richesses, et qui voient donc un obstacle dans l'unité et l'indépendance du Bangladesh. Quels que soient les exécutants, ce n'est pas au Bangladesh que se trouvent les racines de ces actes de déstabilisation.

Les représentants diplomatiques américains et le président de la Banque mondiale répètent, jour après jour, que le Bangladesh doit assurer une "stabilité politique", sinon ce ne sera qu'un Etat "qui a fait faillite". En d'autres termes, ils préparent la voie, comme l'a écrit un journal bangladaise, à un "Karzaï pour le Bangladesh".

Le peuple du Bangladesh n'accepte pas. Pas un citoyen du Bangladesh, pas un ouvrier, pas un paysan, un intellectuel ou un artisan n'a d'intérêt dans ces attentats. Unanime, le peuple du Bangladesh les condamne.

Que veut le peuple du Bangladesh ? Il veut vivre, vivre et assurer l'éducation de ses enfants. Il veut vivre en paix et en sécurité. Il veut défendre et utiliser ses droits, son droit à l'organisation, au débat, à la manifestation, à la grève.

Des points de vue politique différents existent au Bangladesh. Cela fait partie de la démocratie. Tous ceux qui veulent la démocratie veulent la paix. Chacun veut un emploi, un salaire qui lui permette de vivre et de faire vivre sa famille. Tous refusent les conditions d'exploitation qui provoquent la mort de centaines de travailleurs au nom de la compétitivité. Les paysans veulent leur terre et les moyens de la cultiver. Les étudiants veulent pouvoir étudier.

C'est en agissant pour ces revendications que le peuple du Bangladesh, à la ville et à la campagne, défendra l'indépendance du Bangladesh. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de sauver le pays. C'est le peuple qui peut sauver le pays.

Comment ? Ce qui s'est passé à Chittagong montre la voie. »

Le 22 novembre, une immense manifestation a eu lieu à Dacca, la capitale du Bangladesh. Plus d'un million de personnes se sont rassemblées à l'appel du principal parti d'opposition, la Ligue Awami, et de nombreuses organisations politiques et syndicales. Pourquoi ?

Le camarade Tafazzul Hussein, président du Parti démocratique des travailleurs, répond :

"Notre parti a pris part à la manifestation. C'était son devoir d'être aux côtés de tous ceux qui, indépendamment de la politique des différents partis, exprimaient les aspirations que nous avons cherché à exprimer dans notre appel."

La Ligue Awami, pour sa part, qui avait, lorsqu'elle était au gouvernement, appliqué les consignes du FMI et n'avait cessé de s'aligner sur la politique de l'impérialisme, met aujourd'hui en avant des mots d'ordre qui entrent, sur certains points, en contradiction avec cette politique : la réouverture et la renationalisation des usines qui ont été privatisées et fermées, une loi contrôlant les investissements étrangers, la nécessité d'une loi garantissant un salaire minimum correspondant au coût de la vie.

A ce sujet, Tafazzul Hussein explique :

« Ces points positifs ne constituaient pas par eux-mêmes une plate-forme satisfaisante. Mais étant un parti qui

combat sans relâche pour l'unité la plus large pour sauver le pays, nous tenions à aborder positivement toute possibilité de réaliser cette unité.

Nous avons donc proposé trois amendements principaux :

— *Le Bangladesh ne peut être sauvé que s'il se libère de toute ingérence étrangère. La pire de ces ingérences est l'utilisation par les grandes institutions financières internationales de la dette externe comme moyen de piller le Bangladesh. En conséquence, la plateforme d'action commune devrait inclure la revendication : "Annulation immédiate de la dette externe, qui n'est pas celle du peuple du Bangladesh !"*

Les sommes colossales qui sont extorquées au Bangladesh doivent être utilisées pour assurer les salaires, le retour de la terre à ceux qui la travaillent, la fin des privatisations, la défense des ressources du pays.

— *Notre second amendement portait de ce qui est écrit dans le texte présent : "Le pouvoir de l'Etat appartient au peuple." Il faut dire clairement que, pour que cela soit réalité, le peuple du Bangladesh doit pouvoir élire ses représentants sur un mandat clair à une Assemblée constituante, au sens précis où il n'y aura aucune institution au-dessus d'elle. Une assemblée souveraine, qui aura le pouvoir de mettre en œuvre les mesures que nous discutons (...).*

— *Notre troisième amendement était l'exigence du retour au peuple des fonds qui ont été détournés par des concessionnaires et des spéculateurs.*

Trois milliards cinq cents millions de taks ont ainsi été détournés sous forme d'emprunts auprès des banques d'Etat accordés à des entreprises (...). »

Avancer dans cette voie, c'est combattre pour réaliser à l'échelle du pays ce qui a été réalisé à Chittagong.

"Pourquoi ce qui a été possible à Chittagong ne le serait pas dans tout le pays ?"

L'INDE EST-ELLE UN FACTEUR DE STABILISATION DU CONTINENT ?

L'Inde est présentée — concurremment à la Chine — comme l'un des futurs porte-parole de l'économie mondiale, une nouvelle puissance qui va modifier les équilibres mondiaux. Qu'en est-il ?

Certes, la République indienne est le pays dépendant où la bourgeoisie nationale a connu le développement relativement le plus considérable, lui permettant d'assurer la continuité de ses institutions politiques et l'édification d'une économie nationale disposant de grands bastions industriels (Tata et Birlo). Mais la bourgeoisie indienne a été incapable de régler la question agraire.

La majorité de la population demeure rurale, la masse de la paysannerie subit une exploitation forcenée de la part des grands propriétaires liés à la bourgeoisie industrielle et financière.

On vante aujourd'hui les conséquences positives de "l'ouverture" de l'Inde, c'est-à-dire de la démolition des barrières protectrices et de l'intervention de l'Etat, qui ont permis un développement de l'économie nationale dans certains secteurs. On vante également les résultats qu'apporteront les "délocalisations" : de grandes firmes américaines ou européennes utiliseront pour de bas salaires les techniciens indiens du software ou leur connaissance de l'anglais pour y transférer des centres de billetterie ou d'information...

On ose même parler à ce sujet d'une nouvelle phase d'industrialisation ! Qui peut sérieusement penser que quelques "poches" d'informatique et de communication compenseront le désastre annoncé et déjà en cours, à savoir la liquidation d'une partie de l'industrie textile, de pans entiers de l'industrie manufacturière pour laisser la place aux importations ?

Pranab Bardhan, qui enseigne l'économie à l'université de Berkley, écrit à ce sujet :

"Les affirmations sur la réduction de la pauvreté en Inde grâce à la libéralisation du commerce sont bien discutables (...). Le nombre total de travailleurs dans toutes les branches de la haute technologie se monte à un million de travailleurs, soit 0,25 % de la force de travail existant en Inde. Rappelons aussi que l'Inde est le pays qui fournit le plus grand nombre d'illettrés du monde entier."

C'est sous le nom de "nouvelle politique économique" que la politique de "libéralisation", c'est-à-dire de privatisation, de réduction des barrières douanières, de suppression des règlements contrôlant les investissements étrangers et de mise en cause de lois existantes du tra-

vail pour les “mettre en conformité” avec les exigences du “libre commerce”, a commencé en 1991. C’était sous la direction d’un gouvernement du Parti du Congrès, dont le ministre des Finances s’appelait Mahomadan Singh. C’est ce même Singh qui est aujourd’hui, en 2005, Premier ministre d’un gouvernement de coalition dominé par le Parti du Congrès, mais soutenu au Parlement par un “Bloc de gauche” dont les forces essentielles sont les deux PC.

Au sujet de la situation actuelle en Inde, il est intéressant de fournir quelques faits et quelques commentaires du rapport présenté par son secrétaire général à une réunion du syndicat des représentants et visiteurs médicaux de toute l’Inde (NFSRU), rapport présenté à Calcutta le 17 septembre :

« Il y a une unité sans précédent parmi les partis qui sont au pouvoir, et cela sans exception (même si certains parlent d’un “visage humain”). L’élégant Premier ministre du Bengale-Occidental a fait une découverte : “Le capital n’a ni nationalité ni couleur.” »

Ici, le rapporteur parle de M.-B. Bhattacharya, Premier ministre du Bengale-Occidental et également dirigeant de l’un des deux Partis communistes indiens, le Parti communiste (marxiste), PCM, qui, tout en déplorant publiquement le cours trop “libéral” du gouvernement fédéral (que, par ailleurs, lui et ses amis soutiennent de leurs votes), accélère les privatisations au Bengale-Occidental, déclarant notamment à une délégation d’hommes d’affaires occidentaux :

“Nous ne nous opposons à aucune réforme. Il faut réformer ou périr.”

Ce que sont ces réformes, le rapporteur l’explique :

“Légalisation et généralisation des contrats à durée déterminée pour tous les types d’emplois ; retrait de l’Etat d’entreprises jusqu’alors publiques et profitables.”

A l’échelle de ce pays immense et divers, par douze fois dans les dix dernières années, il y a eu d’imposantes grèves générales à l’échelle de tout le pays. La dernière en date a eu lieu le 29 septembre. Appelée par l’ensemble des confédérations syndicales, elle a rassemblé 60 millions de travailleurs, paralysé les communications et les grands services

publics. La particularité de cette grève, c’est qu’elle était appelée par des organisations syndicales qui sont, par ailleurs, liées aux partis politiques soutenant le gouvernement, alors que le motif de la grève était l’opposition à la politique économique et sociale suivie par ce gouvernement.

INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

Dans le rapport présenté à la NFSRU, il est dit à ce sujet :

“La revendication principale de la classe ouvrière à ce moment, c’est son droit sans réserve aux accords collectifs.”

C’est ce droit qui est remis en cause par la politique du gouvernement Singh, soutenue par les “partis de gauche”.

La défense de ce droit, comme d’ailleurs la défense de tous les droits ouvriers, ne peut procéder que de l’indépendance de classe des organisations de la classe ouvrière, et, en particulier, de ses organisations syndicales. C’est pourquoi la déclaration du NFSRU, parce qu’elle part de cet exemple, insiste sur la participation de son syndicat à la conférence internationale appelée par l’Entente, qui s’est tenue à Madrid en mars 2005. La défense de l’indépendance des organisations ouvrières est posée par tous les développements de la lutte des classes, sous des formes spécifiques, dans le sous-continent indien comme ailleurs.

Lutte des classes qui se développe comme une défense et comme une contre-attaque face aux plans de l’impérialisme, visant à asservir plus étroitement l’ensemble du sous-continent indien, en mettant en cause les droits de tous ses peuples, en menaçant de dislocation tous les États de la région.

Bien évidemment, cette tentative ne peut se comprendre en dehors de l’évolution de la situation dans toute l’Asie et du contexte mondial. La résistance des travailleurs et des peuples au Pakistan, au Bangladesh, en Inde — pour ne parler que des pays qui ont été évoqués dans ces notes — est inséparable des développements en Chine, sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article.

François Forgeue

Martinique : l'affaire Pago

Une interview de Jacqueline Petitot

Un meeting s'est tenu le 8 novembre, réclamant "Justice pour Jacqueline Petitot". Peux-tu résumer pour les lecteurs de *La Vérité* les raisons d'un tel meeting et ce qui a été décidé ?

Jacqueline Petitot : Il faut remonter au 20 mars 2003, jour de l'entrée en guerre contre l'Irak. Ce jour-là, à la fin d'une manifestation unitaire contre le déclenchement de cette guerre, j'ai pris la parole pour annoncer une rencontre caribéenne antiguerilla, dont nous avons pris l'initiative avec des camarades haïtiens. Gilbert Pago, dirigeant du Groupe Révolution socialiste, organisation martiniquaise membre du Secrétariat unifié, n'a pas apprécié que son camarade Philippe Pierre Charles, qui coordonnait cette manifestation, m'ait donné la parole, "*surtout dans le mégaphone du GRS*".

Il s'est mis à vociférer des insultes contre moi, déclarant à la cantonade qu'on devait m'interdire d'expression. Puis il m'a craché au visage et m'a giflée, me blessant à la lèvre supérieure. J'ai fait établir un certificat médical et j'ai porté plainte. J'ai réagi par ailleurs par une lettre ouverte et la pétition suivante, qui a recueilli plus de 600 signatures de Martinique, de France et de Guadeloupe : "*Les soussignés condamnent l'agression de Gilbert Pago contre Jacqueline Petitot et disent avec elle : Non à la violence dans le mouvement ouvrier et démocratique ! Non à la violence contre les femmes ! Oui à la démocratie !*"

Mon syndicat enseignant, le SNES-FSU, et d'autres organisations de la FSU ont condamné cette agression. Un camarade

délégué pour la section Martinique au congrès du SNES en France, à Toulouse, a même fait adopter par les 500 délégués de ce congrès la motion martiniquaise de condamnation.

L'affaire et les prises de position de solidarité ont été boycottées par la quasi-totalité des médias, qui ont la particularité d'être un peu partout, je crois, très complaisants vis-à-vis des organisations du SU et fort peu vis-à-vis de nous...

Comment a alors réagi le GRS ?

J. P. : Avec une violence inouïe, en utilisant toutes les armes de la plus basse calomnie, dans l'objectif de discréditer et de détruire politiquement notre courant. Gilbert Pago a osé renverser les rôles en me présentant comme une sorte d'hystérique qui s'était emparée de force du mégaphone, "*une manipulatrice hors pair*", qui avait monté une provocation contre lui pour je ne sais quelle obscure vengeance à caractère privé ! Il a écrit un long texte contre moi : "*J'accuse Jacqueline Petitot*", diffusé par Internet, où il met en garde contre ma "*capacité de nuisance*", qu'il ne faudrait pas sous-estimer.

Le côté incroyable de cette affaire est que son épouse, également membre dirigeante du GRS, est la présidente de l'Union des femmes de Martinique, dont l'essentiel de l'activité se résume à dénoncer la violence masculine contre les femmes. Or Madame la Présidente a produit un texte violemment accusateur contre moi, "*Petitot contre Pago*", dont le titre indique d'emblée qu'elle renverse les rôles. Ce texte, dif-

fusé surtout via Internet, va jusqu'à dire "qu'il faut en finir avec les pratiques finalement terroristes de Petitot". En l'occurrence, mon arme de destruction terroriste était ma lettre ouverte, qui a été diffusée à des milliers d'exemplaires.

Quant à l'organe de presse du GRS, *Révolution socialiste*, il a produit environ un mois après l'agression (n° 921, 26 avril 2003) un morceau de bravoure non signé, intitulé "J. Petitot ou le triste lambertisme tropical".

Peux-tu nous citer des extraits significatifs de ce texte ?

J. P. : « La caractéristique principale du lambertisme réside dans les déformations politiques graves résultant de son isolement prolongé dans le mouvement ouvrier. Ces déformations prennent trois formes très typiques. **D'abord, une crispation malade sur le dogme "trotskiste", avec son corollaire obligé, à savoir une rageuse dénonciation de tous les supposés déviants.** Ensuite, l'attribution d'une place de choix dans ces dénonciations du courant majoritaire (la Quatrième Internationale), d'où il résulte une tactique de construction en parasite de ce courant. Enfin, un opportunisme débridé sur le plan des choix organisationnels.

Ces trois déformations majeures s'expliquent par la volonté acharnée de survivre malgré les temps difficiles.

L'opportunisme organisationnel a conduit les lambertistes à un investissement privilégié dans FO, ou encore à un entrisme systématique dans la social-démocratie (c'est le cas d'un certain Lionel Jospin !). J. Petitot a traduit cette tactique par un séjour prolongé et vain au PPM. Ces acrobaties politiques (...) ont fini par forger chez ces militants un goût prononcé pour la dissimulation, la manœuvre déloyale, la manipulation, voire la magouille pure et simple (...).

Un exemple de "parasitisme politique" serait que j'ai vainement demandé mon adhésion au GRS : « Nous avons dans nos archives la lettre manuscrite de demande... Aimé Césaire est certainement encore persuadé avoir signé une pétition du "Comité martiniquais Sauvons Mumia Abu Jamal" animé par Gilbert Pago quand il ne faisait que se prêter sans le savoir à une opération de Petitot. »

Voilà donc quelques morceaux choisis.

Ce qui me frappe, c'est l'accusation qu'ils lancent contre nous de nous crispier maladivement sur le dogme trotskyste. En clair, la fidélité au programme de la IV^e Internationale serait une maladie dont il conviendrait de nous guérir, en utilisant sans doute d'autres "recettes". Ils se proclament eux-mêmes révisionnistes du trotskysme.

Quels commentaires as-tu à faire de ces extraits ?

J. P. : Concernant le prétendu isolement dans le mouvement ouvrier, le développement depuis 1991 de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dans laquelle notre IV^e Internationale intervient à égalité avec d'autres courants du mouvement ouvrier, en est un démenti cinglant. Personnellement, je suis de plus en plus frappée, au fil des conférences auxquelles j'ai participé, par la représentativité croissante de l'Entente, qui s'élargit à tous les continents, notamment à l'Afrique, notre patrie d'origine, à l'Asie et au mouvement noir américain. Cette représentativité m'a jailli à la figure lors de la conférence de Madrid des 18, 19 et 20 mars derniers, où j'ai eu l'honneur de faire partie du jury de la deuxième session du Tribunal Afrique qui s'est tenu à la faveur de cette conférence.

Concernant ma demande d'adhésion au GRS, c'est exact. Je suis revenue de mes études en Martinique l'année scolaire 1978-1979, en pleine discussion internationale pour la reconstruction de la IV^e Internationale, deux courants du SU, la Fraction bolchevique et la Tendance Lénine-Trotsky, ayant initié un débat dans cette organisation sur une base de principes. Seule alors comme trotskyste en Martinique, j'ai fait au GRS la proposition d'intégrer ses rangs, où j'interviendrais dans la fidélité de mes positions, dans le cadre du débat en cours. C'est précisément à Gilbert Pago que j'ai remis cette demande écrite. Il m'a répondu que son organisation connaissait alors des difficultés internes et qu'elle n'était pas prête à me recevoir. Je n'ai jamais eu de réponse écrite à cette demande.

On retrouve dans les propos du GRS l'hostilité grandissante et générale du Secrétariat unifié vis-à-vis des organisations syndicales par lesquelles la classe ouvrière, dans chaque pays, a été amenée historique-

ment à se constituer comme classe (FO et CGT). En revanche, je constate que le GRS intervenant dans une organisation syndicale provenant de la CFDT française, la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT), qui avait jusqu'à cette année un accord de coopération avec la CFDT. Or qu'est-ce que la CFDT, sinon un syndicat de franche collaboration de classe, qui a appelé à voter sans état d'âme pour le projet de "Constitution" européenne et a soutenu la réforme gouvernementale des retraites ?

Ayant pris la direction de ce syndicat, les pratiques ultra-bureaucratiques des dirigeants GRS l'ont conduit à une scission. Exemple de pratique à caractère stalinien : un dirigeant GRS de ce syndicat, ayant obtenu un poste de directeur d'un institut médico-pédagogique, s'est empressé de remettre en cause la convention collective de cet institut, qui stipulait que les travailleurs travaillaient jusqu'au vendredi, en voulant leur imposer le travail du samedi. La section CDMT s'est insurgée contre cette décision et s'est vue désavouer par la direction GRS du syndicat, qui a pris position pour son "camarade de parti" contre les travailleurs. Deux lettres ouvertes indignées, dont l'une d'un ancien membre du GRS ayant pris fait et cause pour les salariés, ont dénoncé cette forfaiture. Le principal dirigeant GRS, également secrétaire général de ce syndicat, aurait, selon la lettre de cet ancien membre, qualifié la défense des salariés d'activité "anti-parti".

Cette affaire, dont nous nous sommes fait l'écho dans notre journal *Alliance ouvrière et paysanne* (1), a été étouffée, surtout par les médias, si bienveillants envers nos amis du SU.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces dirigeants GRS, en prenant position contre les salariés de leur propre organisation syndicale, ne sont pas "crispés maladivement sur le dogme trotskyste".

Qu'en est-il de cette histoire de signature extorquée à Aimé Césaire ?

J. P. : En 1999, dans le cadre de la préparation de la première session du Tribunal Afrique (tenue en février 2000 à Los Angeles), s'est constitué un comité martiniquais de soutien au Tribunal Afrique, incluant une organisation indépendantiste martiniquaise, le Mouvement des démocrates et des écologistes pour une Martinique

souveraine (MODEMAS), qui se trouve à la tête d'une commune du sud de l'île, Sainte-Anne. Ce comité avait pris en charge la lettre ouverte à Clinton pour la révision du procès de Mumia Abu Jamal, qui a recueilli près de 3 000 signatures, dont 1 053 portées en janvier 2000 en délégation au ministère de la Justice à Washington. La signature d'Aimé Césaire y avait produit un puissant effet. Cette signature avait été obtenue, non par moi, mais par un membre du MODEMAS lié familialement à Aimé Césaire.

Gilbert Pago et ses amis du GRS, qui animaient un "Comité martiniquais Sauvons Mumia Abu Jamal", considéraient notre activité de solidarité avec Mumia comme concurrentielle à la leur et ont tenté en vain de la saboter ! N'est-ce pas d'ailleurs faire injure à Césaire, qui, à 92 ans, vient de se dresser fièrement contre la visite de Sarkozy, que de le croire il y a bientôt six ans si manipulable ?

Il n'est pas donc exagéré de dire que le Secrétariat unifié secrète sur tous les continents une même politique réactionnaire ?

J. P. : Certainement pas. Mais le summum de la politique du GRS, c'est qu'avec l'organisation ATTAC, il est le pilier d'un forum social caribéen, qui doit se tenir en Martinique en juillet 2006.

(1) Extraits d'*Alliance ouvrière et paysanne*, n° 14 : « Le syndicat CDMT possède un secrétariat collégial, dans lequel figurent plusieurs dirigeants du GRS, dont Philippe Pierre Charles et Marcel Sellaye. Ce dernier, ayant été nommé directeur de l'IMP de Sainte-Marie, a adopté des positions hostiles aux travailleurs, majoritairement syndiqués à la CDMT. Ceux-ci ont voulu porter l'affaire devant le secrétariat général, et se sont vus désavouer par celui-ci, et singulièrement par Philippe Pierre Charles, principal responsable du GRS. Des militants de la CDMT, indignés par ces pratiques, nous ont transmis deux lettres ouvertes (...).

Extraits de la lettre ouverte de Hugues Robertson, cosecraire général de la CDMT : "(...) Un syndicat qui s'opposerait à un tel directeur est-il coupable a priori de "fomenteur des complots" et de "chercher à nuire" à un camarade "du parti" (le GRS - NDLR), comme cela a été dit dans une réunion du secrétariat général de la CDMT ? Prétendre cela est faux et grotesque.

(...) **Je condamne enfin avec la plus grande fermeté les propos de ceux qui, bafouant la CDMT et ses grands principes, prétendent destituer la déléguée syndicale de l'IMP de Sainte-Marie et introduire ainsi des pratiques bureaucratiques et stalinienne dans notre centrale démocratique** (souligné en gras par l'intéressé). »

Le budget initial de ce forum s'élevait à 5 millions d'euros, devant provenir pour un tiers du gouvernement français, un tiers de l'Union européenne, celle-ci conditionnant son financement à celui des collectivités locales, qui devraient y contribuer à hauteur d'un tiers. Un "compte rendu de mission" signé du responsable d'ATTAC Martinique (3 février 2004) dit ceci :

"Nous avons successivement rencontré un conseiller du président de la République, un conseiller du Premier ministre, les ministères des DOM-TOM, des Affaires étrangères, de la Culture, l'ambassadeur de France pour la zone caraïbe. Tous avaient reçu auparavant le rapport d'étape n° 2 (souligné par moi).

L'objectif était de présenter à nouveau ce projet, faire le point sur son évolution, recueillir l'avis de ces différents organismes et solliciter les aides de l'Etat à hauteur de 1,6 million d'euros.

(...) Le gouvernement manifeste son souci d'un certain respect de ses alliés traditionnels, au premier rang desquels les USA (souligné par moi). Ce forum, par bien des aspects, va probablement se situer dans la même logique que la politique étrangère de la France" (souligné par moi).

Le GRS se retrouve donc dans la préparation de ce forum main dans la main avec le gouvernement français, ce même gouvernement qui a fait voter la fameuse "loi de la honte" vantant le rôle positif de la colonisation française outre-mer.

Côté cour, on dénonce bruyamment et très médiatiquement cette loi. Côté jardin, on coopère avec ses promoteurs.

Cela se passe de commentaires ! Revenons au meeting du 8 novembre.

J. P. : Suite à ma plainte, l'instruction a duré près de deux ans et demi. Or, coup de théâtre, le juge d'instruction a rendu le 26 août dernier une ordonnance de non-lieu. Entre-temps, ma plainte nominale contre Pago s'était transformée en plainte contre X, et celui-ci en "témoin assisté". Des témoins décisifs, appartenant à des organisations du mouvement ouvrier et anticolonialiste, ont retourné leur veste et couvert mon agresseur en prétendant n'avoir rien vu et avoir entendu des "injures réciproques".

Le comité Justice pour Jacqueline Petitot s'est réactivé et a décidé d'organiser ce meeting, appelé publiquement par d'impor-

tantes personnalités de l'île, dont la célèbre avocate Claudette Duhamel, secrétaire générale du MODEMAS, le très célèbre écrivain Raphaël Confiant — dont le dernier roman, *Adèle et la pacotilleuse* (Adèle étant la fille de Victor Hugo), a battu tous les records de vente en France —, le représentant du SNES qui avait fait voter la motion au congrès du SNES à Toulouse. Les participants ont exprimé leur indignation et leur désir de rendre cette affaire la plus publique possible. Une pétition est en cours de signature "pour qu'éclate la vérité sur l'agression du 20 mars 2003 et pour la réouverture du dossier". Plusieurs participants ont souhaité que l'on aille vers une manifestation de rue. Le comité a programmé des réunions d'information décentralisées dans différentes communes de l'île.

Ce meeting a été totalement boycotté par les médias, malgré la présence de ces personnalités, à l'exception d'un hebdomadaire, *Antilla*.

Cette bataille a-t-elle déjà eu des retombées politiques ?

Oui. C'est la première fois que l'on riposte ainsi publiquement aux exactions de Gilbert Pago, notable de l'île en sa qualité de directeur de l'IUFM Martinique. Le comité est considéré comme un important pôle de résistance contre l'injustice.

Des militants d'autres organisations, impliqués avec nous dans ce combat démocratique, ont décidé de rejoindre le comité de rédaction du journal *Alliance ouvrière et paysanne*.

Et surtout, les questions lancinantes posées par les participants au meeting — "Comment le membre d'une organisation se disant révolutionnaire a-t-il pu commettre une si ignominieuse agression ? Comment des membres d'organisations ouvrières peuvent-ils, par leur refus de témoigner en vérité, couvrir cette agression ? **Je vis cette situation comme un cauchemar**" — posent de plein fouet le problème central de notre époque exprimé dans le *Programme de transition* : "La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire."

Les nombreux liens supplémentaires créés dans ce combat nous mettent à un tournant de notre construction.

La Deuxième Conférence caribéenne pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats

Par Wobè Estéfan

Les 16 et 17 décembre 2005, à l'appel de l'ATPC (1), s'est tenue à Sainte-Anne, en Guadeloupe, la Deuxième Conférence caribéenne pour la souveraineté des peuples. C'est quatre mois plus tôt, le 30 juillet, à Roseau, capitale de la Dominique, que des organisations syndicales et politiques de quatre pays de la Caraïbe (2) avaient lancé l'appel suivant pour la tenue de cette conférence (extraits) :

"(...) Comme dans le monde entier, la situation des travailleurs et des peuples de la Caraïbe s'est fortement dégradée : mise sous clef d'entreprises, d'exploitations agricoles, chômage, licenciements, destruction des fonctions publiques, privatisations, flambée de la délinquance, de la drogue, de la prostitution...

S'est surtout produite une escalade dans les atteintes aux souverainetés nationales et à l'indépendance des syndicats (...).

Nous avons assisté à une escalade de la répression contre le principal syndicat guadeloupéen, l'UGTG, coorganisateur de la précédente conférence caribéenne. Un de ses dirigeants, Michel Madassamy, a été kidnappé par des hommes cagoulés envoyés par le gouvernement français, puis emprisonné. La forte mobilisation du peuple guadeloupéen, soutenue par une campagne internationale de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, a permis sa libération. A ce jour, la répression contre l'UGTG se poursuit (...).

Autre échéance : émanation du Forum social mondial, un Forum social caribéen, premier du genre, est prévu en

Martinique en juillet 2006. Son budget initial (apparemment révisé depuis) était de 5 millions d'euros, financé pour un tiers par le gouvernement français, un tiers par l'Union européenne, un tiers par les collectivités locales martiniquaises. Ses organisateurs sont en relation permanente avec le gouvernement français, qui en a déclaré les objectifs conformes à sa politique, notamment de coopération régionale (...)."

Les organisations qui appelaient à cette deuxième conférence concluaient leur appel par les questions suivantes, posées à tous les militants ouvriers, à toutes les organisations ouvrières et anticolonialistes :

"(...) Est-il possible de défendre les intérêts des travailleurs et des peuples main dans la main avec ceux qui se révèlent quotidiennement les pires ennemis des travailleurs et de la souveraineté des peuples ? (...) C'est cela qui est mis à l'ordre du jour de la Deuxième Conférence caribéenne."

(1) L'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC) a été constituée lors de la première conférence, qui a eu lieu les 12 et 13 décembre 2002.

(2) Organisations qui ont lancé l'appel à la deuxième conférence : National Worker's Union (NWU) et Domnica Trade Union (DTU) de la Dominique, Mouvman NONM, Travayè é Pèyizan et Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), Confédération générale des travailleurs haïtiens (CGTH) et Organisation générale indépendante des travailleurs haïtiens (OGITH), Alliance ouvrière et paysanne (AOP) de Martinique. Cet appel avait reçu le soutien de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

C'est ainsi qu'une cinquantaine de délégués se sont retrouvés en Guadeloupe les 16 et 17 décembre derniers pour participer à cette deuxième conférence, venus de Porto Rico, Dominique, Martinique, Sainte-Lucie, Trinidad et Tobago, Guadeloupe et Mexique pour les pays de la Caraïbe, mais aussi des États-Unis (International Liaison Comitee), de France (commission Caraïbe du Parti des travailleurs, Comité international contre la répression) et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Six responsables syndicaux d'Haïti qui devaient être présents en ont été empêchés par les tracasseries de l'ambassade de France, qui leur a refusé un visa.

Deux jours pendant lesquels les débats furent intenses, mais toujours chaleureux, menés en créole et traduits dans les autres langues (anglais, espagnol, français).

"Pour l'Union libre et fraternelle des peuples de la Caraïbe" : c'est l'objectif que se sont assigné les délégués dans la déclaration finale qu'ils ont adoptée (extraits) :

« La politique coloniale commencée il y a 500 ans n'est pas révolue. Situées de chaque côté de l'Atlantique, deux puissances impérialistes, l'Europe et les États-Unis, enserrent les peuples de la Caraïbe.

Ce serait illusion de croire l'une plus progressiste que l'autre. Comme elles l'ont montré maintes fois dans l'histoire, elles sont fondamentalement complices et unies contre le droit de nos peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ainsi, aujourd'hui, la Constitution française, révisée pour être en conformité avec l'Europe des régions, poursuit sans relâche son œuvre destructrice des peuples de Guadeloupe, Martinique et Guyane, ses dernières colonies françaises, les traitant de "populations fondues" dans le peuple français.

L'Etat français prétend-il alors remettre en cause la lutte pour la souveraineté des travailleurs et des peuples colonisés ?

"Ki yo vlé ki yo vlé pa nou sé pèp !" ("Qu'ils le veulent ou non, nous sommes des peuples").

Il est temps que les pays de la Caraïbe ne soient plus les porte-avions des intérêts de ces puissances impérialistes étrangères. Il est temps qu'ils s'affranchissent des liens de subordination politiques et-ou économiques qui les inféodent à l'Europe et aux États-Unis, bloquant la libre disposition de leurs richesses naturelles, humaines, économiques, culturelles.

Il est temps de faire émerger l'Union libre et fraternelle des peuples libres de la Caraïbe. »

La deuxième conférence caribéenne s'est déclarée partie constituante de la résistance anti-impérialiste des peuples de la Caraïbe, du continent américain et du monde :

"Elle se déclare solidaire du combat du peuple haïtien pour le retrait des troupes d'occupation de l'ONU sous commandement brésilien.

Elle se déclare solidaire du combat des travailleurs et du peuple mexicains pour la défense de leur souveraineté nationale et de leur intégrité territoriale contre une politique de privatisation dictée par les multinationales nord-américaines.

Elle se déclare solidaire du combat des travailleurs et du peuple de Bolivie pour la nationalisation sans indemnité ni rachat des hydrocarbures, condition de leur pleine souveraineté nationale."

L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES FORUMS SOCIAUX

La discussion sur ces questions fut particulièrement animée.

Un accord unanime s'est manifesté concernant la nécessaire indépendance des organisations syndicales :

"L'indépendance des organisations syndicales constitue un moyen essentiel pour garantir à ces organisations toutes leurs libertés. La liberté de concevoir et de penser leurs choix politiques, mais également leurs types d'organisations (...)."

Concernant les forums sociaux, certaines organisations présentes ont estimé que,

"même si elles contestent la forme de ces rendez-vous mondiaux, elles pensent d'abord que c'est un espace d'expression et qu'il est possible d'y faire entendre la voix des travailleurs".

D'autres organisations ont affirmé que

"les forums sociaux mondiaux et régionaux sont des rencontres organisées et financées par le capital international, et visent essentiellement à la domestication des luttes des travailleurs".

Mais, finalement, tous les délégués ont été unanimes pour affirmer :

"Les organisations présentes à la seconde conférence pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats condamnent l'objectif final des

forums sociaux, qui consiste à vouloir museler les travailleurs, les peuples et leurs organisations...

LE COMBAT POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Plusieurs motions ont été adoptées : contre la répression antisyndicale en Roumanie, en solidarité avec les travailleurs du Pakistan et leur centrale syndicale, l'APTUF, avec les tra-

vailleurs du Mexique, avec le combat de notre camarade Jacqueline Petitot, militante de l'Alliance ouvrière et paysanne (AOP) en Martinique, pour que justice lui soit rendue (voir l'interview de Jacqueline Petitot dans ce numéro de La Vérité).

Pour sceller leur engagements et décisions communes, les délégués à la deuxième conférence ont notamment décidé de convoquer une troisième conférence, dont la date et le lieu seront fixés ultérieurement après concertation.

Wobè Estéfan

Intervention de l'organisation Travayé é Pèyizan de Guadeloupe

“Karibuni, cela veut dire bienvenue en Swali, langue parlée par 80 % des Africains.

Raymond Gauthiérot, secrétaire de l'UGTG, l'a dit : nous sommes culturellement liés, mais cela, nous ne l'avons pas hérité de nos belles-mères l'Angleterre, l'Espagne et la France, mais de notre mère l'Afrique. Chaque fois que nous nous divisons, cela renforce les colonisateurs et les capitalistes occidentaux (...).

Actuellement, les capitalistes attaquent les ouvriers par le biais de la nouvelle gouvernance et à travers l'organisation de forums sociaux financés par le FMI, la Banque mondiale, les ONG, les forums sociaux auxquels participent certaines organisations syndicales.

Camarades, qui paie décide ! Nous devons dénoncer ces forums sociaux. Nous ne pouvons pas nous asseoir avec des gens qui exploitent les travailleurs, parce que nous ne défendons pas les mêmes intérêts (...). Le capitalisme ne s'humanise pas, il se combat.”

Christian Marimoutou, délégué de Travayé é Pèyizan

Extraits du message reçu de la République dominicaine à la Deuxième Conférence pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats

Saint-Domingue, République dominicaine, le 17 décembre 2005

Un salut internationaliste et anti-impérialiste à tous les travailleurs et peuples représentés dans cette rencontre, réunis pour élaborer un programme anticolonialiste de notre région, la Caraïbe. Nous voulons vous présenter nos excuses pour ne pas avoir pu participer à cette importante rencontre. Nous rejoignons la lutte internationale des travailleurs et des peuples de la Caraïbe, qui luttent pour survivre face au bombardement de la politique économique décidée par les organismes financiers yankee et européens (FMI, Banque mondiale, Club de Paris, ALENA, ALCA) (...).

Le gouvernement de la République dominicaine s'est soumis en janvier dernier à un accord avec le FMI, et le Congrès et a approuvé une loi qui, à partir de 2006, soumet notre peuple au traité de libre commerce avec les Etats-Unis et l'Amérique centrale. Ce traité aura comme conséquence la liquidation de tous les travailleurs dans les entreprises, sous le prétexte que ces entreprises, leurs machines, seraient obsolètes.

Pour la seule ville de Santiago de los Caballeros ont été liquidés plus de 50 000 travailleurs. Dans les entreprises des zones franches, les licenciements ont commencé, ainsi que dans les autres villes telles que Santo Domingo, San Pedro et Las Vegas.

Notre classe ouvrière est surexploitée, car la République dominicaine est une des nations où sont imposés les salaires les plus bas de la Caraïbe. Par exemple :

- un apprenti garçon de café gagne 2 400 pesos par mois ;
- une secrétaire dans une zone franche gagne 5 000 pesos par mois ;
- un paysan gagne 4 000 pesos par mois (1 euro = 38 pesos).

Dans l'île d'Hispaniola (Saint-Domingue), deux peuples partagent leur vie, séparés par une frontière, par leurs différentes langues, ont des cultures différentes : il s'agit de la République d'Haïti et de la République dominicaine.

Il y a deux ans, le gouvernement précédent de Hipolito Meija, du PRD (parti social-démocrate) a donné les armes à un gangster et narcotraffiquant appelé Gui Filip, qui a organisé une expédition armée avec la complicité des impérialistes américains, canadiens, français, ce qui a entraîné la chute du gouvernement du président Aristide, ayant comme conséquence la mort de dizaines de milliers de personnes, des viols et la violation de la souveraineté du pays avec l'intervention des troupes de l'ONU, auxquelles participent les troupes espagnoles, canadiennes, françaises, brésiliennes et salvadoriennes dirigées par l'ambassade nord-américaine.

Cette violence est la source d'un flux permanent de milliers de réfugiés vers la République dominicaine. Ils sont déjà plus d'un million, arrivés dans le but de survivre, comme vendeurs ambulants, faisant la mendicité, travaillant dans la construction ou dans les champs (...).

Nous savons que le peuple haïtien n'est pas notre ennemi, mais nous savons que les propriétaires fonciers haïtiens et dominicains font tout pour le faire croire.

Nos peuples ont comme ennemi la bourgeoisie des deux pays, ainsi que les impérialistes.

Solidarité entre les peuples de l'île d'Hispaniola (Saint-Domingue) !

Hors d'Haïti les troupes françaises, espagnoles, brésiliennes, salvadoriennes !

Salutations militantes.

Evelio Santos, Gregorio Tavares, Cesar Hernandez, Ines Tavares

Lettre des délégués de la deuxième conférence au président Lula concernant l'occupation d'Haïti

**Les délégués à la Deuxième Conférence pour la souveraineté des peuples
et l'indépendance des syndicats**

**A M. Ignacio Da Silva Lula,
président de la République du Brésil**

Sainte-Anne, le 18 décembre 2005

Monsieur le Président,

Nous, qui sommes réunis les 17 et 18 décembre 2005 à Sainte-Anne, en Guadeloupe, sommes des délégués d'organisations ouvrières, syndicales, politiques, anticolonialistes des pays de la Caraïbe (...).

Des responsables syndicaux haïtiens, qui ont été empêchés de participer à cette conférence par les tracasseries mises en place par l'ambassade de France, nous avaient néanmoins fait parvenir des témoignages sur la terrible situation qui est faite aujourd'hui dans leur pays à la classe ouvrière, à ses organisations et au peuple tout entier, pays qui a vu naître en 1804 la première république noire du monde.

Pas un jour ne se passe sans exactions, meurtres, viols, massacres, kidnappings. Plus de 13 000 morts en dix-huit mois, 720 chaque mois, 24 chaque jour pour une population de 8 millions d'habitants ! (...) C'est une atteinte à la souveraineté de toutes les nations du continent, qui ne fait que renforcer les tentatives de l'administration Bush d'imposer son hégémonie sans limite.

Nous, délégués réunis dans la deuxième conférence caribéenne, sommes partisans du droit des peuples à l'autodétermination, nous défendons la paix et la fraternité entre les peuples. Le peuple haïtien doit décider de son propre sort, libre de toute intervention étrangère, et nous demandons en conséquence le retrait immédiat des forces d'occupation de l'ONU.

Monsieur le Président Lula, vous avez été porté au pouvoir par près de 60 millions de vos compatriotes, par le peuple brésilien, qui a vu dans votre élection la possibilité d'en finir avec les politiques de misère et d'asservissement des gouvernements qui vous avaient précédé et qui étaient entièrement à la solde des institutions financières internationales, des sociétés multinationales, et entièrement soumis à la politique des gouvernements nord-américains (...). Alors, comment pourrait-on accepter plus longtemps que vous, Monsieur le Président, maintenez les troupes brésiliennes d'occupation, les troupes de l'ONU sous commandement brésilien en Haïti ?

Monsieur le Président de la République, nous vous demandons instamment de mettre fin à cette occupation militaire et de donner immédiatement l'ordre de rappel des troupes de votre pays.

Vous en avez le pouvoir, vous en avez le devoir au nom du respect du droit des peuples à leur souveraineté.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les respectueuses salutations ouvrières des délégués à la Deuxième Conférence caribéenne pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).

